

Silence

N°262
Octobre
2000
25 FF
150 FB
6 FS

Silence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Climat
Difficiles
négociations

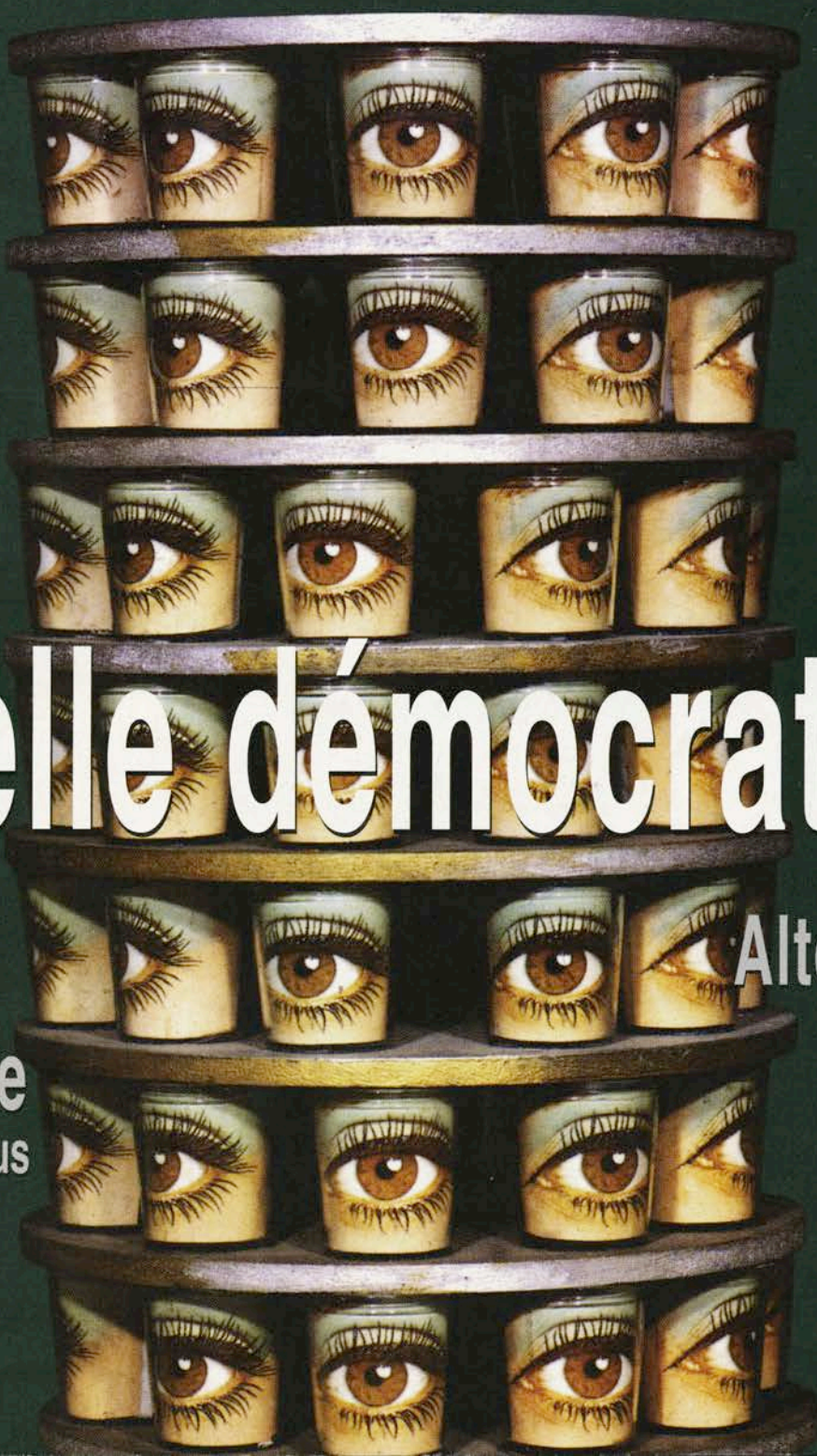
Quelle démocratie ?

Israël
Palestine
Souvenez-vous
du traité de
Versailles

Alternatives

Animer
un média
différent

La maison
en papier



Vu de l'intérieur...

Attention travaux !

Normalement, nous aurions dû faire les travaux d'agrandissements de notre local pendant l'été. Les locaux voisins ont été achetés l'été précédent et des réunions avec un architecte nous ont permis de réaliser les plans des futurs locaux au cours de l'année. Mais, ensuite, problème de coordination avec les artisans qui sont tous débordés de travail. Ce qui fait qu'à cette date (début septembre), les travaux n'ont toujours pas commencé. Mais faut pas désespérer !

«alternatives» à nous communiquer, envoyez-les nous. Merci.

Maisons à visiter...

De nombreux lecteurs sont en recherche d'expériences concrètes dans le domaine de l'habitat sain, de l'autonomie énergétique, etc. Si vous habitez dans une maison qui présente des alternatives et que vous acceptez de la faire visiter à certaines occasions merci de nous le dire pour l'annoncer dans la revue. Faire un texte court des alternatives visibles, indiquer les conditions pour la visite et joindre une ou plusieurs photos.

Spécial Limousin ?

Après la sortie du numéro sur la Bretagne, le Limousin pourrait être l'objet d'un hors-série à son tour... pour peu que l'on trouve la matière à faire des reportages. Si vous avez des adresses

Erratum

Dans le numéro 261, l'encart p.19 aurait dû être signé MB.

Utopies d'hier et d'aujourd'hui

De nombreux ouvrages sortent avec comme titre *Lettre ouverte à ma fille, mon fils...*, ce qui nous a donné l'idée de vous demander ce que vous écririez à votre fille, votre fils, vos petits-enfants, sur le thème *des utopies de votre jeunesse et celles d'aujourd'hui*. Vous avez jusqu'à **fin septembre** pour nous envoyer une contribution. Taille limitée à 10 000 signes (deux pages de Silence), (sur disquette pour ceux et celles qui le peuvent). N'hésitez pas à utiliser d'autres modes d'expression : poésie, photos, dessins, collage, etc. Au moment de clore ce numéro (début septembre)... nous n'avons reçu qu'une contribution ! Si nous avons de plus en plus de lecteurs et de lectrices, il semble que vous soyez de plus en plus silencieux !



SILENCE

Ecologie, alternatives et non-violence
9 rue Dumenge, F 69004 LYON
Tél : 04 78 39 55 33 le jeudi
CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique
Brabant-Ecologie

Route de Rénipont, 33 - B - 1380 OHAIN
Tél / fax : 02 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore
par Atelier 26 - Loriot - Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs.
La reproduction des textes est autorisée sous réserve
d'en indiquer la source et le nom des auteurs
(photos et dessins compris)

N° de commission paritaire : 64946
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 4^{ème} trimestre 2000
Tirage : 5500 ex

Editeur : Association Silence

Présidente : Madeleine Nutchey
Vice-présidente : Sylviane Poulenard
Trésorière : Myriam Cognard
Vice-trésorier : Jacques Caclin

Réalisation de la revue

Directrice de publication : Madeleine Nutchey
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru Documentaliste : Julie Rougier Maquette et publicité : Vincent Cheynet Stands salons et fêtes : Raynald Rasse Rédaction : Michel Bernard, Alain-Claude Galtié, René Hamm, Madeleine Nutchey, Sylviane Poulenard Conseillers scientifiques : Roger Bernard, Richard Grantham, Jacques Grinevald, Henri Persat, André Picot Dessinateurs : Altho, Dédé, Lasserpe, Lèbre, Mahlen, Mutio, Alexis Nouaillat, Thiriet, Xavier Veas, Véesse Iconographie : Madeleine Nutchey, Hervé Carrier, Michel Bernard Correcteurs : Raymond Vignal, Chantal Grosmolard Expédition : Mélanie Combes, Claude Crozet, Marguerite Descamps, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Sylviane Michel, Bernard Parez, Jean Richard, Christian Rony, Reine Rosset, Jacqueline Schill, Xavier Seredine, Myriam Travestino, Suzanne Vignal Correspondants : Georges David, Christian Jacques, José Oria, Mireille Oria, Jean-Luc Thierry Et pour ce numéro : Uri Avnery, Murray Bookchin, Casseurs de Pub, Gilles Gesson, Sylvain Godinot, Las Encatadas, Marche du Tigre, Peace News, Jean-Claude Pierre, Plage, Mimmo Pucciarelli, Pierre-Emmanuel Weck Couverture : «Tour visuelle» (1966) de Marcel Broodthaers Coll. Scottish National Gallery of Modern Art Edimburg

Venez nous voir !

N°263 - Novembre

Comité de clôture des articles
samedi 30 septembre à 14 h

(clôture brèves : jeudi 5 octobre à 12 h)

Expédition

vendredi 20 octobre de 14 h à 21h30

N°264 - Décembre

Comité de clôture des articles
samedi 28 octobre à 14 h

(clôture brèves : mardi 31 octobre à 12 h)

Expédition

vendredi 17 novembre de 14 h à 21h30

Cette revue est réalisée en grande partie par des bénévoles. Vous pouvez y participer. Pour faire connaissance, vous êtes invités aux expéditions. Celles-ci comprennent un goûter à 17 h et un repas à 21h30 offerts par Silence.

Bulletin
d'abonnement p 39

4 Dossier : DÉMOCRATIE,
LE MUNICIPALISME LIBERTAIRE
de Murray Bookchin

12 Politique

- Tibet : marche transalpine
- Paris : un an après Seattle

13 Femme

- Manifeste des travailleuses du sexe

14 Environnement

- Climat : pôle fondu
- Toujours l'incinération
- Polluants organiques persistants

16 Climat
Difficiles négociations

de Sylvain Godinot

18 Energies

- Autriche : actions locales
- Manger des produits de saison

20 Nucléaire

- Cibles pour terrorisme
- Autriche : monument à la résistance antinucléaire
- La Hague : reconversion

21 Annonces

22 Paix

- Kosovo
- USA : contre l'arme nucléaire

23 Israël-Palestine
Souvenez-vous du traité de Versailles

d'Uri Avnery

24 Santé

- Lait cru : plus sain qu'on ne croit !
- Amiante
- Aliments irradiés
- Téléphones portables

26 Alternatives
La maison de papier

de Michel Bernard

28 Société

- Sauvons nos marchés

29 Mc Do se la joue écolo

de Francis Vergier

30 Alternatives

- Agriculture : vous avez dit «raisonnée»
- de Jean-Claude Pierre
- Le bio et ses emballages

32 Nord-Sud

- Burkina : lutte contre le Sida et photopies
- Toilettes du monde

33 Alternatives
Animer un média différent

de Mimmo Pucciarelli

36 Livres

38 Courrier

Cause commune

L'évolution des partis politiques en général, et celle des partis écologistes en particulier, montre qu'une structuration verticale, hiérarchique, conduit, au fil du temps, à un affaiblissement des idées, au renoncement au nom du réalisme, et, finalement, à une coupure d'avec les milieux locaux d'où sont nées les idées reprises (et oubliées) dans les programmes de chacun.

On observe d'autres formes d'agir en politique, de Seattle à Millau, mais même si nous pouvons être des centaines de milliers dans la rue, ce n'est qu'une très faible partie de la population qui s'implique dans ce genre d'actions.

La démocratie est-elle alors une chimère ? L'individualisme démobilisateur prôné à outrance par les médias dominants l'emportera-t-il définitivement laissant la plus grande partie de la population scotchée devant un écran pendant que des élites — parfois vertes — prennent les décisions à leur place ?

Pourtant, sur certains sujets, dans les quartiers ou les petites communes, on assiste à des débats passionnés, à des initiatives locales, parfois en opposition avec les élus. Comment expliquer cette capacité de mobilisation par exemple pour le cadre de vie, pour l'éducation des enfants, pour la sécurité d'un lotissement, et l'absence de débats publics sur les grandes questions politiques — la pauvreté et les inégalités, le pillage de la planète ? Le fonctionnement horizontal dans les petites groupes est-il impraticable dans une société plus large, sur des sujets plus larges ?

Démocratie directe pour les anarchistes, démocratie participative pour les étatistes de tous bords, référendums d'initiative populaire comme en Suisse, forums sur Internet... quelles sont les conséquences de chacun de ces choix ? Avons-nous même besoin d'une « cratie » (autorité) pour vivre ensemble ? Nous espérons pouvoir animer un débat sur ces questions.

Michel Bernard ■



Le municipalisme libertaire Une nouvelle politique communale ?

La politique, comme gestion des affaires publiques doit se penser au niveau communal, lieu de réappropriation de multiples domaines confisqués aujourd'hui par un Etat paternaliste. Seule la parole directe permet la citoyenneté, laquelle par un système fédéraliste peut aborder tous les grands problèmes de société.

Il existe deux manières de comprendre le mot *politique*. La première et la plus répandue définit la politique comme un système de rapports de pouvoir géré de façon plus ou moins professionnelle par des gens qui s'y sont spécialisés, les soi-disant «hommes politiques». Ils se chargent de prendre des décisions qui concernent directement ou indirectement la vie de chacun d'entre nous et ils administrent ces décisions au moyen des structures gouvernementales et bureaucratiques.



Ces «hommes politiques» et leur «politique» sont habituellement considérés avec un certain mépris par les gens ordinaires. Ils accèdent le plus souvent au pouvoir à travers des entités nommées «partis», c'est-à-dire des bureaucraties fortement structurées qui affirment «représenter» les gens, comme si une seule personne en «représentait» beaucoup d'autres, considérées comme de simples «électeurs». En traduisant une vieille notion religieuse dans le langage de la politique, on les appelle des élus et ils forment en ce sens une véritable élite hiérarchique.

Quiconque prétend parler *au nom des gens n'est pas les gens*. Lorsqu'ils affirment qu'ils sont leurs représentants, ils se placent eux-mêmes en-dehors de ceux-ci. Souvent, ce sont des spéculateurs, des représentants des grandes entreprises, des classes patronales et de lobbies en tout genre.

Souvent aussi, ce sont des personnages très dangereux, parce qu'ils se conduisent de façon immorale, malhonnête et élitiste, en utilisant les médias et en répandant des faveurs et des ressources financières pour établir un consensus public autour de décisions parfois répugnantes et en trahissant habituellement leurs engagements programmatiques au «service» des gens. Par contre, ils rendent ordinairement de grands services aux couches financièrement les mieux nanties, grâce auxquelles ils espèrent améliorer leur carrière et leur bien-être matériel.

Cette forme de système professionnalisé, élitiste et instrumentalisé appelé ordinairement *politique* est, en fait, un concept relativement neuf. Il est apparu avec l'État-nation, il y a quelques siècles, quand des monarques absolus comme Henry VIII en Angleterre et Louis XIV en France ont commencé à concentrer entre leurs mains un énorme pouvoir.

Gestion des affaires publiques

Avant la formation de l'État-nation, la *politique* avait un sens différent de celui d'aujourd'hui. Elle signifiait la gestion des affaires publiques par la population au niveau communautaire ; des affaires publiques qui ne sont qu'ensuite devenues le domaine exclusif des politiciens et des bureaucrates. La population gérait la chose publique dans des assemblées citoyennes directes, *en face-à-face*, et élisait des conseils qui exécutaient les décisions politiques formulées dans ces assemblées. Celles-ci contrôlaient de près le fonctionnement de ces conseils, en révoquant les délégués dont l'action était l'objet de la désapprobation publique.

Mais en limitant la vie politique uniquement aux assemblées citoyennes, on risquerait d'ignorer l'importance de leur enracinement dans une culture politique fertile faite de discussions publiques quotidiennes, sur les



AG des Verts - Strasbourg 1990

places, dans les parcs, aux carrefours des rues, dans les écoles, les auberges, les cercles, etc. On discutait de politique partout où l'on se retrouvait, en se préparant pour les assemblées citoyennes, et un tel exercice journalier était profondément vital. À travers ce processus d'autoformation, le corps citoyen faisait non seulement mûrir un grand sens de sa cohésion et de sa finalité, mais il favorisait aussi le développement de fortes personnalités individuelles, indispensables pour promouvoir l'habitude et la capacité de s'autogérer. Cette culture politique s'enracinait dans des fêtes civiques, des commémorations, dans un ensemble partagé d'émotions, de joies et de douleurs communes, qui donnaient à chaque localité (village, bourg, quartier ou ville) un sentiment de spécificité et de communauté et qui favorisait plus la singularité de l'individu que sa subordination à la dimension collective.

Un écosystème politique

Une politique de ce genre est organique et écologique et non formelle ou fortement *structurée* (dans l'acception verticale du terme) comme elle le deviendra par la suite. Il s'agissait d'un processus constant et non d'un épisode occasionnel comme les campagnes électorales. Chaque citoyen mûrissait individuellement à travers son propre engagement politique et grâce à la richesse des discussions et des interactions avec les autres. Le citoyen avait le sentiment de contrôler son destin et de pouvoir le déterminer, plutôt que d'être déterminé par des personnes et des forces sur lesquelles il n'exerçait aucun contrôle. Cette sensation était symbiotique : la sphère politique renforçait l'individualité en lui donnant un sentiment de possession et, vice versa, la sphère individuelle renforçait la politique en lui procurant un sentiment de loyauté, de responsabilité et d'obligation.

Dans un tel processus de réciprocité, le *moi* individuel et le *nous* collectif n'étaient pas subordonnés l'un à l'autre mais se soutenaient mutuellement. La sphère publique fournissait la base collective, le sol pour le développement de fortes personnalités et ceux-ci, à leur tour, se rassemblaient dans une sphère publique créative, démocratique, institutionnalisée de façon transparente. C'étaient des citoyens au plein sens du terme, c'est-à-dire des acteurs agissants de la décision et de l'autogestion politique de la vie communautaire, y compris l'économie, et non des bénéficiaires passifs de biens et de services fournis par des entités locales en échange d'impôts et de taxes. La communauté constituait une unité éthique de libres citoyens et non une entreprise municipale instituée par «contrat social».

La commune : un enjeu moderne

Il y a beaucoup de problèmes qui se posent à ceux qui cherchent à tracer les caractéristiques d'une intervention au niveau communal, mais, en même temps, les possibilités d'imaginer de nouvelles formes d'action politique, qui récupéreraient le concept classique de citoyenneté et ses valeurs participatives, sont considérables.

À une époque où le pouvoir des États-nations augmente, où l'administration, la propriété, la production, les bureaucraties et les flux de pouvoir et de capitaux tendent à la centralisation, est-il possible d'aspirer à une société fondée sur des options locales, à base municipale, sans avoir l'air d'utopistes inguérissables ? Cette vision décentralisée et participative n'est-elle pas absolument incompatible avec la tendance à la massification de la sphère publique ? La notion de communauté à l'échelle humaine n'est-elle pas une suggestion atavique d'inspiration réactionnaire qui se réfère au monde prémoderne (du genre de la *communauté du peuple* du nazisme allemand) ? Et ceux qui la soutiennent n'entendent-ils pas



Dessin : Gozzo



rejeter ainsi toutes les conquêtes technologiques réalisées au cours des différentes révolutions industrielles depuis deux siècles ? Ou encore, est-ce qu'une « société moderne » peut être gouvernée sur des bases locales à une époque où le pouvoir centralisé semble être une option irréversible ?

À ces questions à caractère théorique, s'en ajoutent beaucoup d'autres à caractère pratique. Comment est-il possible de coordonner des assemblées locales de citoyens pour traiter de questions comme le transport ferroviaire, l'entretien des routes, la fourniture de biens et ressources provenant de zones éloignées ? Comment est-il possible de passer d'une économie basée sur l'éthique du business (ce qui inclut sa contrepartie plébéienne : l'éthique du travail) à une économie guidée par une éthique basée sur la réalisation de soi au sein de l'activité productive ? Comment pourrions-nous changer les instruments de gouvernement actuels, notamment les constitutions nationales et les statuts communaux, pour les adapter à un système d'autogouvernement basé sur l'autonomie municipale ? Comment pourrions-nous restructurer une économie de marché orientée sur le profit et basée sur une technologie centralisée, en la transformant en une économie morale orientée sur l'homme et basée sur une technologie alternative décentralisée ? Et, de plus, comment toutes ces conceptions peuvent-elles confluer au sein d'une société écologique qui cherche à établir une relation équilibrée avec le monde naturel

et qui veut se libérer de la hiérarchie sociale, de la domination de classe et sexiste et de l'homogénéisation culturelle ?

La conception suivant laquelle les communautés décentralisées sont une sorte d'atavisme prémoderne, ou mieux antimoderne, reflète une incapacité à reconnaître qu'une communauté organique ne doit pas nécessairement être un *organisme*, dans lequel les comportements individuels sont subordonnés au tout. Cela relève d'une conception de l'individualisme qui confond individualité et égoïsme. Il n'y a rien de *nostalgique* ou de *novateur* dans la tentative de l'humanité d'harmoniser le collectif et l'individuel. L'impulsion à réaliser ces buts complémentaires (surtout en un temps comme le nôtre, où tous deux courent le risque d'une dissolution rapide) représente une recherche humaine constante qui s'est exprimée tant dans le domaine religieux que dans le radicalisme laïc, dans des expériences utopistes comme dans la vie citoyenne de quartier, dans des groupes ethniques fermés comme dans des conglomérats urbains cosmopolites. Ce n'est que grâce à une connaissance qui s'est sédimentée au fil des siècles qu'on a pu empêcher la notion de communauté de verser dans le gréganisme et l'esprit de clocher et celle d'individualité de verser dans l'atomisme.

Une politique en-dehors de l'État et des partis

N'importe quel programme qui essaye de rétablir et d'élargir la signification classique de la politique et de la citoyenneté doit clairement indiquer ce que celles-ci ne sont pas, ne fût-ce qu'à cause de la confusion qui entoure ces deux mots...

La politique **n'est pas** l'art de gérer l'État, et les citoyens **ne sont pas** des *électeurs* ou des *contribuables*. L'art de gérer l'État consiste en des opérations qui engagent l'État : l'exercice de son monopole de la violence, le contrôle



Vote en AG des Verts

des appareils de régulation de la société à travers la fabrication de lois et de règlements, la gouvernance de la société au moyen de magistrats professionnels, de l'armée, des forces de police et de la bureaucratie. L'art de gérer l'État acquiert un vernis politique lorsque les soi-disant « partis politiques » s'efforcent, à travers divers jeux de pouvoir, d'occuper les postes où l'action de l'État est conçue et exécutée. Une « politique » de ce genre est à ce point typée qu'elle en est presque assommante. Un « parti politique », c'est habituellement une hiérarchie structurée, alimentée par des adhérents et qui fonctionne de façon verticale. C'est un État en miniature et dans certains pays, comme l'ex-Union Soviétique et l'Allemagne nazie, le parti constitue réellement l'État lui-même.

Les exemples soviétique et nazi du Parti/État ont représenté l'extension logique du parti fonctionnant à l'intérieur de l'État. Et de fait, tout parti a ses racines dans l'État et non dans la citoyenneté. Le parti traditionnel est accroché à l'État comme un vêtement à un mannequin. Aussi varié que puisse être le vêtement et son style, il ne fait pas partie du corps politique, il se contente de l'habiller.

Il n'y a rien d'authentiquement politique dans ce phénomène : il vise précisément à envelopper le corps politique, à le contrôler et à le manipuler, et non à exprimer sa volonté — ni même à lui permettre de développer une volonté. En aucun sens, un parti « politique » traditionnel ne dérive du corps politique ou n'est constitué par lui. Toute métaphore mise à part, les partis « politiques » sont des répliques de l'État lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir et sont souvent synonymes de l'État lorsqu'ils sont au pouvoir. Ils sont formés pour mobiliser, pour commander, pour acquérir du pouvoir et pour diriger. Ils sont donc tout aussi inorganiques que l'État lui-même — une excroissance de la société qui n'a pas de réelles racines au sein de celle-ci, ni de responsabilité envers elle au-delà des besoins de faction, de pouvoir et de mobilisation.



Rassemblement à Seattle

Un nouveau corps politique

La politique, au contraire, est un phénomène organique. Elle est organique au vrai sens où elle représente l'activité d'un corps public — une communauté si on préfère — de même que le processus de la floraison est une activité organique de la plante enracinée dans le sol. La politique, conçue comme une activité, implique un discours rationnel, l'engagement public, l'exercice de la raison pratique et sa réalisation dans une activité à la fois partagée et participative.

La redécouverte et le développement de la politique doit prendre pour point de départ le citoyen et son environnement immédiat au-delà de la famille et de la sphère de sa vie privée. Il ne peut pas y avoir de politique sans communauté. Et par communauté, j'entend une association municipale de gens renforcée par son propre pouvoir économique, sa propre institutionnalisation des groupes de base et le soutien confédéral de communautés similaires organisées au sein d'un réseau territorial à l'échelle locale et régionale.

La cellule véritable de la vie politique est, en effet, la commune, soit dans son ensemble, si elle est à l'échelle humaine, soit à travers ses différentes subdivisions, notamment les quartiers.

Un nouveau programme politique ne peut être un programme municipal que si nous prenons au sérieux nos obligations envers la démocratie. Autrement, nous serons ligotés par l'une ou l'autre variante de gestion étatique, par une structure bureaucratique qui est clairement

hostile à toute vie publique animée. La commune est la cellule vivante qui forme l'unité de base de la vie politique et de laquelle tout provient : la citoyenneté, l'interdépendance, la confédération et la liberté. Le seul moyen de reconstruire la politique est de commencer par

ses formes les plus élémentaires : les villages, les villes, les quartiers et les cités où les gens vivent au niveau le plus intime de l'interdépendance politique au-delà de la vie privée. C'est à ce niveau qu'ils peuvent commencer à se familiariser avec le processus politique, un processus qui va bien au-delà du vote et de l'information. C'est à ce niveau aussi qu'ils peuvent dépasser l'insularité privée de la vie familiale — une vie qui est souvent célébrée au nom de la valeur de l'intériorité et de l'isolement — et inventer des institutions publiques qui rendent possible la participation et la cogestion d'une communauté élargie.

En bref, c'est à travers la commune que les gens peuvent se transformer eux-mêmes de monades isolées en un corps politique innovateur et créer une vie civique existentiellement vitale car protoplasmique, inscrite dans la continuité et dotée tant d'une forme institutionnelle que d'un contenu citoyen. Je me réfère ici à des organisations de blocs d'habitations, à des assemblées de quartier, à des réunions de ville, à des confédérations civiques et à un espace public pour une parole qui aille au-delà de manifestations ou de campagnes monothématiques, aussi valable qu'elles puissent être pour redresser les injustices sociales. Mais protester ne suffit pas. La protestation se détermine en fonction de ce à quoi elle s'oppose et non par les changements sociaux que les protestataires peuvent souhaiter mettre en place. Ignorer l'unité civique élémentaire de la politique et de la démocratie, c'est comme jouer aux échecs sans échiquier, car c'est sur le plan citoyen que les objectifs à long terme de rénovation sociale doivent d'abord se jouer.

Pour la décentralisation

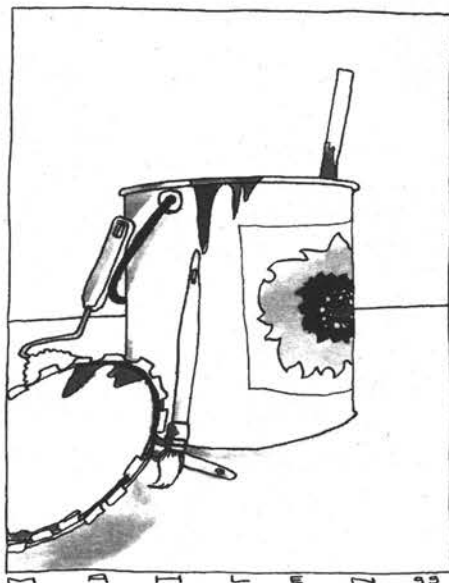
En écartant toutes les objections d'inspiration étatiste, le problème du rétablissement des assemblées municipales semble cependant difficilement réalisable si l'on reste dans le cadre des formes administratives et territoriales actuelles. New York ou Londres n'auraient pas les moyens de s'assembler si elles voulaient

imiter l'Athènes antique, avec son corps relativement peu nombreux de citoyens. Ces deux villes ne sont plus, en fait, des cités au sens classique du terme, ni même des municipalités selon les standards urbanistiques du XIXe siècle. Vues sous un angle étroitement macro-

scopique, ce sont de sauvages proliférations urbaines qui ingurgitent chaque jour des millions de personnes à une grande distance des centres commerciaux. Mais New York et Londres sont formées de quartiers, c'est-à-dire de plus petites communautés qui possèdent jusqu'à un certain point un caractère organique et une certaine identité propre, définie par un héritage culturel partagé, des intérêts économiques, une commu-

nauté de vues sociales et parfois aussi une tradition artistique comme dans le cas de Greenwich Village à New York ou de Camden Town à Londres. Aussi élevé que soit le degré nécessaire de coordination de leur gestion logistique, sanitaire et commerciale par des experts et leurs assistants, elles sont potentiellement ouvertes à une décentralisation politique et même, avec le temps, physique. Sans aucun doute, il faudra du temps pour décentraliser réellement une métropole comme New York en plusieurs municipalités véritables et, finalement, en communes, mais il n'y a pas de raison pour qu'une métropole de cette taille ne puisse progressivement se décentraliser au niveau institutionnel. Il faut toujours bien distinguer entre décentralisation territoriale et décentralisation institutionnelle. On a avancé d'excellentes propositions pour implanter au niveau local la démocratie dans de telles entités métropolitaines, en restituant le pouvoir aux gens, mais elles ont été bloquées par les centralisateurs qui, avec leur cynisme habituel, ont évoqué toute sorte d'empêchements matériels pour réaliser une telle entreprise. On prétend réfuter les arguments des partisans de la décentralisation en jetant la confusion entre la décentralisation institutionnelle et la désagrégation territoriale effective de ces métropoles. Il faut, au contraire, toujours bien faire la distinction entre décentralisation institutionnelle et décentralisation territoriale, en comprenant clairement que la première est parfaitement réalisable alors qu'il faudrait quelques années pour réaliser la seconde.

En même temps, je voudrais souligner que les conceptions municipalistes (ou, c'est la même chose, communalistes) libertaires que je propose ici s'inscrivent dans une perspective transformatrice et formatrice — un concept de



Construction d'une statue de la liberté
Place Tien - an - Men - Chine - Mai 1989



la politique et de la citoyenneté qui cherche à transformer finalement les cités et les mégapoles urbaines éthiquement aussi bien que spatialement, et politiquement aussi bien qu'économiquement.

Des assemblées populaires ou même de quartiers peuvent être constitués indépendamment de la taille de la cité, pourvu qu'on en identifie les composantes culturelles et qu'on fasse ressortir leur spécificité. Les débats sur leur dimension optimale sont politiquement hors-sujets, c'est l'objet de discussion préféré de sociologues entichés de statistique. Il est possible de coordonner les assemblées populaires à travers des délégués pourvus d'un mandat impératif, soumis à rotation, révocables et, surtout, munis d'instructions écrites rigoureuses pour approuver ou rejeter les points à l'ordre du jour des conseils locaux confédérés composés de délégués des différentes assemblées de quartiers. Il n'y a aucun mystère dans cette forme d'organisation. La démonstration historique de son efficacité a été faite à travers sa réapparition constante aux époques de réorganisation sociale accélérée. Les sections parisiennes de 1793, en dépit de la taille de Paris (entre 500 000 et 600 000 habitants) et des difficultés logistiques de l'époque (où le cheval était ce qu'il y avait de plus rapide) ont



Parlement Européen

œuvré avec beaucoup de succès, en étant coordonnées par des délégués de sections au sein de la Commune de Paris. Elles étaient réputées non seulement pour leur efficacité dans le traitement des problèmes politiques, en se basant sur des méthodes de démocratie directe, mais elles ont aussi joué un rôle important dans l'approvisionnement de la ville, dans la sécurité alimentaire, dans l'élimination de la spéculation, dans le contrôle du respect du maximum des prix et dans beaucoup d'autres tâches administratives complexes.

Aucune cité n'est par conséquent trop grande pour ne pas pouvoir être irriguée d'assemblées

populaires avec des objectifs politiques. La vraie difficulté est dans une large mesure d'ordre administratif : comment entretenir les ressources matérielles de la vie de la cité ? Comment affronter d'énormes charges logistiques et tout le poids de la circulation ? Comment préserver un environnement salubre ? Ces problèmes sont fréquemment mystifiés au moyen d'une confusion dangereuse entre la formulation d'une politique et sa gestion. Le fait pour une communauté de décider de manière participative quelle orientation suivre dans une question donnée n'implique pas que tous les citoyens participent effectivement à la mise en œuvre de la décision. Par exemple, la décision de construire une route n'implique pas que tous doivent savoir comment on conçoit et comment on réalise une route.

C'est le travail des ingénieurs, qui peuvent présenter des projets alternatifs, et les experts remplissent donc par là une fonction politique importante, mais c'est l'assemblée des citoyens qui est libre de décider. L'élaboration du projet et la construction de la route sont des responsabilités strictement administratives, alors que la discussion et la décision sur la nécessité de cette route, y compris le choix de son emplacement et l'appréciation du projet relèvent d'un processus politique. Si on garde clairement en tête la distinction entre la formulation d'une politique et son exécution, entre la fonction des assemblées populaires et celle des gens qui assurent la gestion des décisions prises, il est alors facile de distinguer les problèmes logistiques des problèmes politiques, deux niveaux habituellement entremêlés.

Le citoyen véritable

Au premier coup d'œil, il peut sembler que le système des assemblées est proche de la formule du référendum, basé sur le partage de la prise de décision entre toute la population et sur la règle majoritaire. Pourquoi, dès lors, souligner l'importance de la forme de l'assemblée pour l'autogouvernement ? Ne serait-il pas suffisant d'adopter le référendum, comme c'est aujourd'hui le cas en Suisse, et de résoudre la question par une procédure démocratique apparemment beaucoup moins compliquée ? Ou alors pourquoi ne pas prendre les décisions politiques par la voie électronique — comme le suggèrent certains enthousiastes de l'internet — où chaque individu « autonome », après s'être informé des débats, prendrait part au vote dans l'intimité de son foyer ?

Pour répondre à ces questions, il faut prendre en considération une série de thèmes vitaux



Manifestation pour la démocratie en Indonésie

qui touchent à la nature même de la citoyenneté. L'individu « autonome », qui, selon la théorie libérale, représente, en tant qu'« électeur », l'unité élémentaire du processus référendaire, n'est qu'une fiction. Abandonné à son destin personnel au nom de « l'autonomie » et de « l'indépendance », cet individu devient un être isolé dont la liberté véritable est dépouillée des traits politiques et sociaux sans lesquels l'individualité est privée de chair et de sang... La notion d'indépendance, qui est souvent confondue avec celles de pensée indépendante et de liberté, a été tellement imprégnée du pur et simple égoïsme bourgeois que nous avons tendance à oublier que notre individualité dépend largement des systèmes de soutien et de solidarité de la communauté. Ce n'est ni en nous subordonnant de façon infantile à la communauté, ni en nous détachant d'elle que nous devenons des êtres humains majeurs. Ce qui nous distingue comme êtres sociaux, de préférence dans des institutions rationnelles, d'êtres solitaires dépourvus de toute affiliation sérieuse, ce sont nos capacités d'exercer une solidarité les uns par rapports aux autres, d'encourager l'autodéveloppement et la créativité réciproques, d'atteindre la liberté au sein d'une collectivité socialement créatrice et institutionnellement enrichissante. Une « citoyenneté » séparée de la communauté peut être tout aussi débilite pour notre personnalité politique que l'est la « citoyenneté » dans un État ou une communauté totalitaire. Dans les deux cas, nous sommes reconduits à un état de dépendance caractéristique de la petite enfance, qui nous rend dangereusement vulnérables devant la manipulation, soit de la part de fortes personnalités dans la vie privée, soit de la part de l'État ou des grandes firmes dans la vie publique. Dans les deux cas, et l'individualité et la communauté nous font défaut. Elles se retrouvent toutes deux dis-

soutes par la suppression du sol communautaire qui nourrit l'individualité authentique. C'est au contraire l'interdépendance au sein d'une communauté solide qui peut enrichir l'individu de cette rationalité, de ce sens de la solidarité et de la justice, de cette liberté effective qui en font un citoyen créatif et responsable.

Bien que cela paraisse paradoxal, les éléments authentiques d'une société libre et rationnelle sont communautaires et non individuels. Pour le dire en termes plus institutionnels, la commune n'est pas seulement la base d'une société libre mais aussi le terrain irréductible d'une individualité authentique. L'importance énorme de la commune est due au fait qu'elle constitue le lieu de parole au sein duquel les gens peuvent intellectuellement et émotionnellement se confronter les uns aux autres, s'éprouver réciproquement à travers le dialogue, le langage du corps, l'intimité personnelle et des modalités directes, non-médiatisées, du processus de prise de décision collective. Je me réfère ici aux processus fondamentaux de *socialisation*, d'interaction continue entre les multiples aspects de l'existence qui rendent la *solidarité* — et pas seulement la «convivialité» — tellement indispensable pour des rapports interpersonnels vraiment organiques.

Le référendum, réalisé dans l'intimité de «l'isoloir», ou, comme le voudraient les partisans enthousiastes de l'internet, dans la solitu-

et de nos valeurs et non leur expression entière. C'est une réduction technique des opinions en simples préférences, des idéaux en simples goûts, de la compréhension générale en pure quantification, de façon à pouvoir réduire les aspirations et les convictions des hommes à des unités numériques.

Une vraie formation à la citoyenneté

En fin de compte, «l'individu autonome», privé de tout contexte communautaire, de rapports de solidarité et de relations organiques, se retrouve désengagé du processus de formation de soi — *paideia* — que les Athéniens de l'Antiquité assignaient à la politique comme l'une de ses plus importantes fonctions pédagogiques. La vraie citoyenneté et la vraie politique impliquent la formation permanente de la personnalité, l'éducation et un sens croissant de la responsabilité et de l'engagement public au sein de la communauté, lesquels, en retour, sont seuls à donner une vraie substance à celle-ci. Ce n'est pas dans le lieu clos de l'école, et encore moins dans l'isoloir électoral, que des qualités personnelles et politiques vitales peuvent se former. Pour les acquérir, il faut une présence publique, incarnée par des individus parlants et pensants, dans un espace

nous situons nous-mêmes dans une relation infantile avec l'État.

La solidarité ou *philia*, au contraire, implique le sens de la responsabilité. Elle est créée par la connaissance, la formation, l'expérience et l'exercice d'une certaine sensibilité — en bref, par une éducation politique qui se développe à travers la participation politique. En l'absence d'une municipalité à l'échelle humaine, compréhensible et accessible au point de vue institutionnel, il est tout simplement impossible

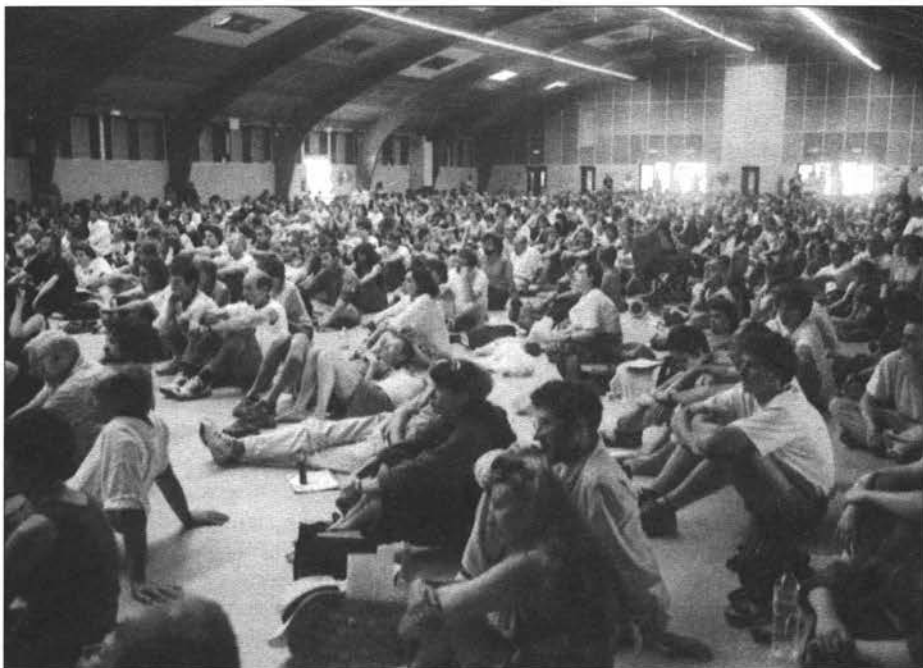


Assemblée Nationale

d'assurer cette fonction fondamentale de la politique et de l'incarner dans la citoyenneté. En l'absence de *philia*, nous jugeons «l'engagement politique» par le pourcentage des «votants» qui «participent» au processus «politique» : un avilissement des mots qui dénature totalement leur signification authentique et les dépouille de leur contenu éthique...

Qu'elles soient grandes ou petites, les assemblées initiales et le mouvement qui cherche à les étendre restent la seule école effective de citoyenneté que nous possédions. Il n'y a pas d'autre *curriculum* civique qu'un domaine politique vivant et créatif pour faire surgir des gens qui prennent la gestion des affaires publiques au sérieux. À une époque de marchandisation, de concurrence, d'anomie et d'égoïsme, cela signifie créer consciemment une sphère publique qui inculquera des valeurs d'humanisme, de coopération, de communauté et de service public dans la pratique quotidienne de la vie civique.

La *polis* athénienne, en dépit de ses nombreux défauts, nous offre des exemples significatifs de comment le sens élevé de la citoyenneté qui l'imprégnait s'est trouvé renforcé non seulement par une éducation systématique mais par le développement d'une éthique du comportement civique et par une culture artistique qui illustrait des idéaux de service civique par les faits de la pratique civique. Le respect des opposants au cours des débats, le recours à la parole pour obtenir un consensus, les interminables discussions publiques sur l'*agora*, au cours desquelles les personnalités les plus en vue de la *polis* étaient tenues à discuter des questions d'intérêt public même avec les moins connus, l'utilisation de la richesse non seulement à des fins personnelles mais aussi pour embellir la *polis* (en attribuant ainsi une plus grande valeur à la redistribution qu'à l'accumulation de richesse), un grand nombre de festivités publiques, de tragédies et de comé-



Réunion - débat à Millau - 30 juin 2000

de électronique de sa propre maison, *privatiser* la démocratie et ainsi la mine. Le vote, de même que les sondages d'opinion sur les préférences en matière de savons et de détergents, représente une quantification absolue de la citoyenneté, de la politique, de l'individualité et une caricature de la formation véritable des idées au cours d'un processus d'information réciproque. Le vote à l'état pur exprime un «pourcentage» préformulé de nos perceptions

public responsable et animé par la parole. Le «patriotisme», comme l'indique l'étymologie du mot [patrie vient du mot latin *pater*, le père], est un concept typique de l'État-nation, où le citoyen est considéré comme un enfant et est donc la créature obéissante de l'État-nation conçu comme *paterfamilias*, ou comme un père sévère qui impose la croyance et le dévouement à l'ordre. Plus nous sommes les «fils» ou les «filles» d'une «patrie», plus nous



dies en grande partie centrées sur des thèmes civiques et sur le besoin d'encourager la solidarité... tout cela et bien d'autres aspects encore de la culture politique d'Athènes formaient les éléments qui ont contribué à créer un sens de responsabilité et de solidarité civiques qui a produit des citoyens activement engagés et profondément conscients de leur mission civique.

Pour notre part, nous ne pouvons pas faire moins — et, souhaitons-le, à terme, nous ferons considérablement plus. Le développement de la citoyenneté doit devenir un art et pas simplement une forme d'éducation — et un art créateur au sens esthétique qui fasse appel au désir profondément humain d'expression de soi au sein d'une communauté politique pleine de sens. Ce doit être un art personnel grâce auquel chaque citoyen est pleinement conscient du fait que sa communauté confie sa destinée à sa probité morale et à sa rationalité. Si l'autorité idéologique de l'étatisme repose sur la conviction que le «citoyen» est un être incompétent, quelquefois infantile et généralement peu digne de confiance, la conception municipaliste de la citoyenneté repose sur la conviction exactement contraire. Chaque citoyen devrait être considéré comme compétent pour participer directement aux «affaires de l'État» et surtout, ce qui est le plus important, il devrait être *encouragé à le faire*. Il faudrait fournir tous les moyens destinés à favoriser une participation complète, comprise comme un processus pédagogique et éthique qui transforme la capacité latente des citoyens en une réalité effective. La vie politique et sociale devrait être orchestrée de manière à



Réunion du G7

promouvoir une sensibilité diffuse, la capacité réelle à accepter les différences, sans se soustraire, lorsque c'est nécessaire au besoin de mener de vigoureuses disputes.

Le service civique devrait être considéré comme un attribut humain essentiel et non comme un «don» que le citoyen offre à la communauté ou une tâche onéreuse qu'il est contraint d'accomplir. La coopération et la responsabilité civique devraient être vues comme des expressions de la sociabilité et de la *philia*, et non comme des obligations auxquelles le citoyen essaye d'échapper dès qu'il le peut.

La municipalité serait donc vue comme une scène de théâtre où se déroule la vie publique sous sa forme la plus pleine de sens, un drame politique dont la grandeur s'étend aux citoyens qui en sont les protagonistes. Tout au contraire, nos villes modernes sont devenues dans une large mesure des agglomérations d'appartements-dortoirs dans lesquels les hommes et les femmes s'assoupissent spirituellement et trivialisent leurs personnalités dans le divertissement, la consommation et le bavardage mesquins.

Ces problèmes n'ont pas disparu à l'époque actuelle. Ils sont même assez souvent tout aussi graves que par le passé. Mais ce qui est spécifique à notre époque (et qui a peu été compris par beaucoup de gens de gauche et d'extrême-gauche en Amérique et en Europe), c'est le fait qu'ont commencé à apparaître des questions transclassistes totalement nouvelles qui concernent l'environnement, la croissance, les transports, la déglincure culturelle et la qualité de la vie urbaine en général. Ce sont des problèmes suscités par l'urbanisation et non par la constitution de la cité. D'autres questions traversent aussi transversalement les intérêts conflictuels de classe, comme les dangers de guerre thermonucléaire, l'autoritarisme étatique croissant et finalement la possibilité d'un effondrement écologique de la planète. À une échelle sans précédent dans l'histoire américaine, une énorme variété de groupes de citoyens ont rassemblé des gens de toute origine de classe dans des projets communs autour de problèmes souvent à caractère local mais qui concernent la destinée et le bien-être de l'ensemble de la communauté.



L'économie municipale

Le dernier et un des plus intraitables problèmes que nous rencontrons est celui de l'économie. Aujourd'hui, les questions économiques tendent à se centrer sur *qui possède quoi, qui a plus que qui* et, surtout, sur comment les disparités de richesse peuvent se concilier avec un sentiment de communauté civique. Presque toutes les municipalités avaient dans le passé été fragmentées par des différences de statut économique, avec des classes pauvres, moyennes et riches dressées les unes contre les autres jusqu'au point de ruiner les libertés municipales, comme le montre clairement l'histoire sanglante des communes du Moyen-âge et de la Renaissance en Italie.

L'émergence d'un *intérêt social général* par-delà les vieux intérêts particularistes démontre qu'une nouvelle politique peut facilement prendre corps et qu'elle visera non seulement à reconstruire le paysage politique au niveau municipal mais aussi le paysage économique. Les vieux débats entre la *propriété privée* et la *propriété nationalisée* sont devenus de la pure logomachie. Non que ces différents genres de propriété et les formes d'exploitation qu'elles impliquent aient disparu, mais elles ont été progressivement rejetées dans l'ombre par des réalités et des préoccupations nouvelles. La propriété privée, au sens traditionnel du terme, qui perpétuait le citoyen en tant qu'individu économiquement autosuffisant et politiquement indépendant est en train de disparaître. Elle ne disparaît pas parce que le «socialisme rampant» a dévoré la «libre entreprise» mais

bien parce que la «grande firme rampante» a tout dévoré — ironiquement au nom de la «libre entreprise». L'idéal grec d'un citoyen politiquement souverain qui pouvait juger rationnellement des affaires publiques parce qu'il était libéré du besoin matériel et du clientélisme n'est plus qu'une moquerie. Le caractère oligarchique de la vie économique menace la démocratie en tant que telle, pas seulement au niveau national mais aussi municipal, là où elle conservait encore un certain degré d'intimité et de souplesse.

Nous en arrivons ainsi, soudainement, à l'idée d'une économie municipale qui se propose de dissoudre de manière novatrice l'aura mystique qui entoure la propriété des firmes et la propriété nationalisée. Je me réfère à la *municipalisation de la propriété*, comme opposée à sa privatisation ou à sa nationalisation. Le municipalisme libertaire propose de redéfinir la politique pour y inclure une démocratie communale directe qui s'étendra graduellement sous des formes confédérales, en prévoyant également une approche différente de l'économie. Le municipalisme libertaire propose que la terre et les entreprises soient mises de façon croissante à la disposition de la communauté, ou, plus précisément, à la disposition des citoyens dans leurs libres assemblées et de leurs députés dans les conseils confédéraux. Comment planifier le travail, quelles technologies employer, quels biens distribuer ? Ce sont toutes des questions qui ne peuvent être résolues que dans la pratique. La maxime *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins*, cette exigence célèbre des différents socialismes du XIXe siècle, se trouverait institutionnalisée comme une dimension de la sphère publique. En visant à assurer aux gens l'accès aux moyens de vivre indépendamment du travail qu'ils sont capables d'accomplir, elle cesserait d'exprimer un credo précaire : elle deviendrait une pratique, une manière de fonctionner politiquement.

Aucune communauté ne peut espérer acquérir une autarcie économique, ni ne devrait essayer de le faire. Économiquement, la large gamme de ressources nécessaires à la production de nos biens d'usage courant exclut l'insularité refermée sur elle-même et l'esprit de clocher. Loin d'être une contrainte, l'interdépendance entre communautés et régions doit être considérée — culturellement et politiquement — comme un avantage. L'interdépendance entre les communautés n'est pas moins importante que l'interdépendance entre les individus. Si elle est privée de l'enrichissement culturel mutuel qui a souvent été le produit de l'échange économique, la municipalité tend à se refermer sur elle-même et s'engloutit dans une forme de privatisme civique. Des besoins et des ressources partagés impliquent l'existence d'un partage et, avec le partage, d'une communication, d'un rajeunissement grâce à des idées nouvelles et d'un horizon social élargi qui facilite une sensibilité accrue aux expériences nouvelles.

Une question de survie écologique

À la lumière de ces coordonnées, il est possible d'envisager une nouvelle culture politique avec une nouvelle renaissance de la citoyenneté, d'institutions civiques populaires, un nouveau type d'économie, et un contre-pouvoir parallèle, dans un réseau confédéral, capable d'arrêter et, espérons-le, de renverser la tendance à une centralisation accrue de l'État et des grandes firmes et entreprises. En outre, il est aussi possible d'envisager un point



de départ éminemment pratique pour dépasser la ville et la cité telles que nous les avons connues jusqu'à présent et pour développer de nouvelles formes d'habitation réellement communautaires, capables de réaliser une nouvelle harmonisation entre les gens et entre l'humanité et le monde naturel. J'ai souligné le mot «pratique» parce qu'il est évident que n'importe quelle tentative d'adapter une communauté humaine à un écosystème naturel se



«Election» en Tunisie

heurte de plein fouet à la trame du pouvoir centralisé, que ce soit celui de l'État ou des grandes firmes.

Le pouvoir centralisé se reproduit inexorablement à tous les niveaux de la vie sociale, économique et politique. Il ne s'agit pas seulement d'être grand : il pense «en grand». Ainsi, ce mode d'être et de penser est non seulement la condition de sa croissance mais de sa survie même. Nous vivons déjà dans un monde où l'économie est excessivement mondialisée, centralisée et bureaucratisée. Beaucoup de ce qui pourrait être fait au niveau local et régional, l'est à l'échelle mondiale — en grande partie pour des raisons de profits, de stratégie militaire et d'appétits impériaux — avec une complexité apparente qui pourrait en réalité être facilement simplifiée.

Si toutes ces idées peuvent sembler trop «utopiques» pour notre temps, alors on peut aussi considérer comme utopiques les exigences urgentes de ceux qui demandent un changement radical des politiques énergétiques, une réduction drastique de la pollution de l'atmosphère et des mers et la mise en œuvre de programmes au niveau mondial pour arrêter le réchauffement de la planète et la destruction de la couche d'ozone. Est-ce qu'il est vraiment illusoire de poursuivre des changements institutionnels et économiques non moins drastiques mais qui se basent en réalité sur des traditions démocratiques profondément enracinées ?

Murray Bookchin ■

Extraits de *From Urbanization to Cities* (Londres, Cassell, 1995). Traduit par Jean Vogel pour la revue *Articulations*.

Murray Bookchin

Si Murray Bookchin est largement méconnu en Europe, à l'exception de milieux libertaires ou écologistes plutôt restreints, son travail de plusieurs décennies a fait de lui aux États-Unis un des penseurs les plus importants de la *nouvelle gauche*. Issu de la tradition anarchiste classique, il a considérablement contribué à renouveler et à moderniser la pensée libertaire. Mais il est aussi le fondateur du courant de l'*écologie sociale* qui, en opposition à la *deep ecology* ou écologie fondamentale, promeut une approche philosophique et politique à la fois rationnelle et radicale du rapport de la société humaine à son environnement naturel.

Murray Bookchin est aussi le premier théoricien du *municipalisme libertaire*. Il conçoit l'organisation des hommes au sein de cités comme un processus historique et anthropologique émancipateur essentiel (qu'il dénomme, par un néologisme, la *citification*, par opposition à l'urbanisation), qui s'est trouvé entravé, interrompu et même miné par le développement des États-nations et du capitalisme depuis le XVIIe siècle. La municipalité ou, plus exactement, la commune représente à ses yeux la forme politique par excellence non seulement d'une réinvention de la citoyenneté mais d'une réponse à l'ensemble des menaces politiques, économique et écologiques auxquelles l'humanité est confrontée en ce début du XXIe siècle.

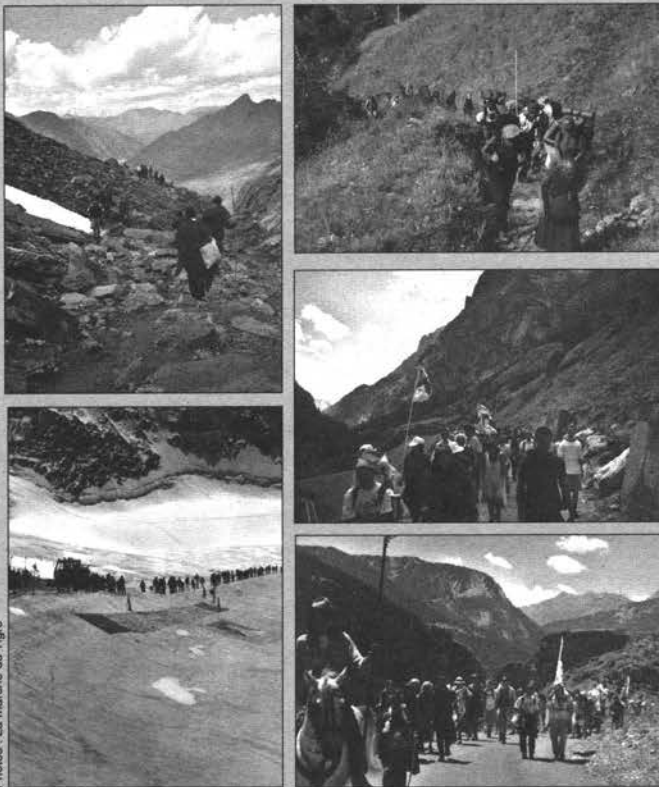
Mexique Coca-Cola au pouvoir

Après soixante et onze ans de règne, le Parti révolutionnaire institutionnel a été battu aux élections par l'Alliance pour le changement, une coalition conservatrice... dans laquelle on trouve les Verts mexicains ! Le nouveau président mexicain n'est autre que l'ancien directeur de Coca-Cola Mexique. Les Verts mexicains qui obtiennent 20 députés et 5 sénateurs se classent là-bas dans le camp libéral, bien loin des préoccupations des indiens du Chiapas.

USA le pétrole d'abord

George Bush et Al Gore ont un point commun : ils tirent tous les deux leur fortune de leurs actions dans des compagnies pétrolières. Peu de chance donc que l'on assiste à une remise en cause de la pollution par la voiture aux Etats-Unis.

Tibet marche transalpine



Photos : La marche du Tigre

Pour marquer le 49e anniversaire de l'invasion du Tibet par la Chine, une marche de 49 jours s'est tenue en juillet et en août dans les Alpes, joignant par les plus hauts cols Nice à Genève. Une cinquantaine de personnes étaient prises en charge par l'organisation, les autres personnes (jusqu'à 200 en haute altitude, jusqu'à 500 dans les vallées) devant assurer elles-mêmes leur intendance. La marche a dû affronter les intempéries de juillet : elle a plusieurs fois marché dans la neige, le grésil, la pluie, le brouillard. L'ambiance particulièrement sereine a permis de surmonter les épreuves. La présence de plusieurs religieux tibétains tout au long de la marche a sans doute contribué à «élever» un débat qui a bénéficié d'une bonne couverture médiatique. A l'arrivée à Genève, environ 2000 personnes ont parcouru les rues de Genève pour se rendre au siège de l'ONU où une délégation a été reçue... mais sans drapeau, ni photo du Dalaï Lama. Puis devant la nouvelle ambassade de Chine, les Tibétains présents ont découpé sur le drapeau officiel la troisième étoile représentant le Tibet.

Paris un an après Seattle

Des rencontres internationales sont organisées à la grande halle de la Vilette du 30 novembre au 2 décembre sur le thème «pour une construction citoyenne du monde, un an après Seattle». Il s'agit de faire se rencontrer associations, fondations, organisations, revues, etc. pour débattre des possibilités d'un développement humain et ceci dans la diversité des approches : régulation, humanisation, dépassement du capitalisme... Le but est de mutualiser les expériences et les idées pour une construction démocratique et citoyenne du monde. Organismes : Actuel Marx, Attac, Cimade, Fondation Copernic, Espaces-Marx, Fondation Jean-Jaurès, Amis du Monde Diplomatique, Ligue de l'enseignement, Observatoire de la mondialisation, Témoignage Chrétien... Fondation Copernic, BP 32, 75921 Paris cedex 19, e-mail : copernic2@wanadoo.fr.



Photo Gilles Gesson

Hongrie ségrégation raciale

En Hongrie, certaines régions sont particulièrement racistes envers les roms (gitanes). A Zámoly, un moyen d'écartier les roms de la société est d'envoyer leurs enfants dans des écoles destinées aux handicapés. Dans ces écoles, le taux d'enfants roms atteint 94 % ! De nombreux roms choisissent de se réfugier à l'étranger pour mettre fin aux discriminations. C'est le cas de six familles venues se réfugier à Strasbourg, le 23 août dernier... où elles ont porté plainte devant le Conseil de l'Europe. Logées à l'auberge de jeunesse, elles attendent un statut pour pouvoir vivre en France. Un comité de soutien s'est constitué. Dr G. Federmann, 5, rue du Haut-Barr, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 25 12 30.

les générations futures. Le projet doit favoriser la démocratie interne à la structure, être transposable facilement en d'autres lieux, favoriser la reprise institutionnelle d'initiatives déjà existantes et peu connues. Les aides publiques peuvent aller jusqu'à 500 000 F pour un projet. Le budget global est de 33 millions de francs pour 2000. Dossier complet sur internet ou dans les préfectures. Dépôt des candidatures avant le 10 octobre. Si l'on retrouve là un des rôles nobles de l'Etat — la solidarité — on peut s'interroger sur la finalité de ces aides qui parlent de «reprise institutionnelle».

L'écologiste

Annoncé depuis quelques temps, le numéro 1 de l'Ecologiste, est enfin disponible en kiosque. Il s'agit d'un mixte entre des articles déjà paru dans la version britannique The Ecologist et d'articles écrits par les animateurs des grandes associations... parisiennes. Maquette sobre, articles de fond soignés, il devrait vite devenir une revue de référence. Premier dossier : les causes réelles du cancer sont ignorées par la recherche officielle : rejets industriels de toutes sortes sont sans doute à la base des cancers, pourtant rien n'est fait pour la prévention qui consisterait à lutter contre toutes les formes de pollution. Numéro sur simple demande :

L'écologiste, 25, rue Fécamp, 75012 Paris, tél : 01 46 28 70 32.

Dynamiques solidaires

Guy Hascoët a trouvé ses marques au sein du nouveau secrétariat d'Etat à l'économie solidaire. Il a lancé au mois d'août un programme «dynamiques solidaires» qui vise à aider toute initiative ayant une finalité solidaire. Cela peut provenir du milieu associatif comme du milieu des entreprises, personnes physiques ou morales. Quatre axes sont retenus : solidarité entre les générations, entre les activités, entre les territoires, avec

Kosovo Flora Brovina

Présidente de la Ligue des femmes albanaises du Kosovo, Flora Brovina crée, à Pristina, en 1998, le centre de réhabilitation pour la mère et l'enfant. Médecin, elle y accueille des femmes et des enfants qui fuient les zones d'affrontement au Kosovo. Parallèlement, elle participe à l'organisation de manifestations contre les exactions serbes. Lorsque les bombardements de l'OTAN commencent, au printemps 1999, elle décide de poursuivre son travail. Les Serbes ne l'entendent pas ainsi et l'arrêtent le 20 avril 1999. Accusée d'«aide aux terroristes» pour avoir soigné des civils échappés d'une rafle à Drenica, elle est internée à la prison serbe de Pozarevac. Elle a été condamnée à quinze ans de prison. L'UNESCO l'a élue femme de l'année 1999 pour le Kosovo et demande sa libération. (source : *Courrier international*, 11 mai 2000)

Marche mondiale des femmes

Dernière étape de l'initiative : la remise des pétitions, des revendications, des messages à l'ONU à New-York, le 17 octobre. Plus de 4500 organisations du monde entier ont participé à l'initiative avec des messages parfois forts différents, et des mobilisations diverses. *Fédération des femmes du Québec*, 110, rue Sainte-Thérèse, #307, Montréal, Québec, Canada H2Y 1E6, tél : 1 514 395 1196.

Bésil prostituées et dépression

Une enquête auprès de 7000 prostituées brésiliennes conclut que 76 % présentent des signes de dépression, 59 % un stress chronique, 36 % affirment avoir pensé au suicide. Même si le proxénétisme est en régression, la prostitution reste toujours une voie insupportable. (*Courrier International*, 15 juin 2000)

Colombie Vamos Mujer

Le groupe Vamos Mujer (en avant les femmes !) est né en 1979 à Medellin, dans le sillage d'un mouvement paysan et d'un travail dans les quartiers mené par des chrétiens de base. Il se place dans une logique pacifiste et féministe, et arti-

Manifeste des travailleuses du sexe

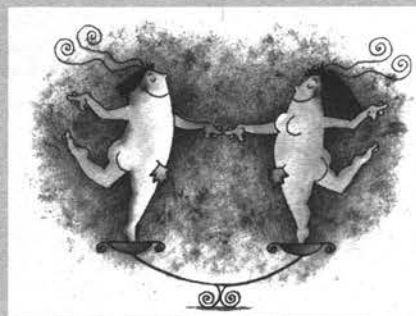


Les travailleuses du sexe de Calcutta se sont regroupées en association en 1995 et ont publié un manifeste qui nous éclaire sur de nombreuses réalités que nous refusons de voir : propagation du sida et d'autres maladies, difficulté de parler de protection par les préservatifs à des femmes qui n'ont aucune estime d'elles-mêmes, interdiction du préservatif par les maquerelles/aux, désir du client, lui-même mal dans sa peau (souvent des personnes déplacées pour répondre à des besoins économiques). Interrogation sur les interdits moraux qui accom-

gnent la prostitution : pourquoi est-elle présente partout ? Différences sexuelles entre les hommes et les femmes, rapports avec le patriarcat, rapport à la famille. D'excellentes pistes de réflexion sur les rapports hommes-femmes dans un monde où nos corps sont aussi des marchandises. Ce texte d'une vingtaine de pages a été traduit et édité en France. On peut l'obtenir contre 10 F (+4,70 F de port) auprès de *Cabiria éditions*, Le Dragon Lune, 7, rue Puits-Gaillot, BP 1145, 69203 Lyon cedex 01, tél : 04 78 30 02 65.

Toujours la double journée

Une enquête récente du CNRS a chiffré avec précision la répartition du temps de travail et le temps parental. En moyenne, un père consacre 76 % de son temps au professionnel et 24 % au parental. Pour les mères, cette proportion passe à 51 % pour le professionnel, 49 % pour le parental. Les mères font donc bien une double journée, alors que les hommes n'en font qu'une et un tiers.



culer ses actions et réflexions sur les questions de genre et d'environnement : travail des femmes, femmes dans la famille, alphabétisation, éthique citoyenne, exercice de l'autorité, identité féminine, violences envers les femmes. Le groupe cherche à aider des femmes à développer des activités leur permettant d'acquérir une certaine autonomie, en particulier par la production agro-écologique, l'implication des femmes dans les systèmes agroalimentaires, la préservation de la biodiversité... *Vamos Mujer*, Olga Lucia Ramirez Ramirez, Carrera 50A n°58-78, BP 12 526, Medellin, Colombie. (Palabres, été 2000)

Est esclavage des femmes

Selon une enquête de l'association Angel, depuis l'effondrement du bloc communiste, l'esclavage sexuel a pris une dimension sans précédent. Plus de 550 000 femmes de l'Est ont été ainsi déportées en dix ans dans plus de cinquante pays d'Europe, d'Amérique ou d'Asie. Cela se fait par des agences de mannequins, agences matrimoniales, placement de jeunes filles au pair et proxénétisme classique. (*L'Humanité*, 12 juin 2000)

Economisez eau et énergie



A confort égal vous pouvez réduire votre consommation d'eau domestique de 50 %, en adaptant vous-même les économiseurs d'eau **AQUA-TECHNIQUES** pour douches, éviers, lavabo, WC en quelques minutes et sans modifier la robinetterie existante. Avec l'eau vous économiserez l'énergie (pour chauffer l'eau) soit une économie globale annuelle de 20 m³ + 500 kWh soit environ 600 frs par personne et par an (tableau de calcul joint à tout envoi et sur le catalogue).

Alors pourquoi pas vous ? Faites le calcul pour votre famille, pour l'immeuble ou pour la collectivité. Geste économique mais aussi geste citoyen, le troisième millénaire sera celui de l'eau.

Profitez de notre offre : **Satisfait ou Remboursé.**

OUI, je souhaite recevoir les économiseurs d'eau **AQUA-TECHNIQUES** suivants :

- Douchette Eco en ABS blanche : 148,00 F x =
 Douchette Eco en ABS chromée : 178,00 F x =
 Aérateur Eco de robinet (inox) : 69,00 F x =
(Livré avec bague d'adaptation pour tous robinets)
 Eco plaquettes pour chasse de WC : 192,00 F x =

Forfait de port = 29 frs

Catalogue AQUA-TECHNIQUES : Economie, Anti-tartre et Potabilité
 Total =

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Téléphone (pour la livraison)

Ci-joint mon règlement de Frs à l'ordre de Aqua-Techniques.

à retourner à Pierre GISSOT - AQUA-TECHNIQUES
 BP 77 - 82202 MOISSAC cedex - Tél. 05 63 04 45 67
 Adresse internet : www.montauban.cci.fr/aqua-techniques/
 e.mail : AQUA-TECHNIQUES@wanadoo.fr

Déchets

● **Toujours l'incinération ?** Il y a en France 72 incinérateurs de grand volume (plus de 6 tonnes par heure) et environ 300 petites unités. Quand les Verts sont arrivés au gouvernement en 1997, ces incinérateurs traitaient environ 40 % des

déchets ménagers et la politique gouvernementale envisageait d'aller jusqu'à 80 %. En fixant la barre à 50 %, Dominique Voynet a donc limité cette tendance. Mais, selon le CNIID, pour ne pas dépasser ces 50 %, les fonctionnaires ont développé au niveau des départements une méthode qui consiste à compter comme déchets ménagers des produits que l'on recycle déjà. Ainsi les boues d'épuration sont maintenant considérées comme du recyclage, ce qui tend à retarder le moment où l'on passera les 50 %. 230 associations se battent sur le terrain contre de nouveaux incinérateurs et 30 projets ont été blo-



photo : Greenpeace

qués par leurs recours administratifs. Ces associations ont souvent le soutien des Verts locaux, pas souvent d'écho du côté du ministère. Ce dernier justifie son attentisme en publiant des chiffres rassurants sur les dioxines rejetées par les incinérateurs. Mais ces chiffres sont en contradiction avec les méthodes de mesure de l'OMS, organisation mondiale de la santé, qui n'est pourtant pas un organisme révolutionnaire. Le principe de précaution reste au rang des promesses électorales. CNIID, 51, rue du Faubourg Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 60.

● **Cher : déchets ultimes.** En octobre 1996, les habitants des communes de Charenton-sur-Cher et de Vernais apprennent que l'industriel France-Déchets a acheté une exploitation agricole de 130 ha sur laquelle il envisage de stocker 2 millions de tonnes de déchets ultimes (un concentré de polluants). Deux associations, l'ADEPE et C'VITAL dénoncent les incohérences du projet : géologie incompatible et risque de pollution par les métaux lourds, manque de transparence dans le dossier. Malgré cela, l'enquête publique est positive et le préfet autorise l'ouverture du site le 19 mai 1998. Les associations perdent leur recours au tribunal administratif le 22 juillet 1999. Depuis le projet est bloqué à la suite de la découverte d'un site archéologique. ADEPE, Les Perrons, 18210 Charenton-du-Cher.

Animaux

● **Cirques sans animaux.** One Voice (anciennement Talis) mène une campagne pour obtenir l'interdiction des animaux dans les cirques. Cela n'a rien d'utopique, quelques cirques fonctionnant déjà ainsi : cirque du Soleil, cirque Plume, cirque Imagine... One Voice propose que le gouvernement accorde une prime de reconversion aux cirques qui accepteraient de cesser d'exploiter des animaux par eux-mêmes. Les cirques avec ani-

maux sont déjà interdits dans les pays scandinaves. L'Inde et l'Autriche ont un projet de loi en ce sens. Ces demandes s'appuient sur de nombreux arguments : négation des besoins physiologiques des animaux, nombreux accidents, dressages à contrenature, non respect de la convention de Washington sur la détention d'animaux sauvages, anti-pédagogie envers l'enfant qui perçoit l'animal comme un jouet ou un esclave. Une pétition et une fiche de soutien sont disponibles à One Voice, BP41, 67065 Strasbourg cedex, tél : 03 88 60 64 06.



● **Loup : pétition.** L'ASPAS, association pour la protection des animaux sauvages, a lancé une pétition pour sauver le loup. Elle demande le respect par la France de la convention de Berne signée en 1990 et demandent que soient simplement mises en place des mesures de protection des troupeaux appropriées, comme dans d'autres pays d'Europe. ASPAS, BP34, 26270 Loriol.

● **Loups : Chiens de protection.** Il existe une association qui forme déjà avec succès des chiens de berger contre les attaques des ours dans les Pyrénées et qui peut fournir des chiens dressés pour encadrer les troupeaux contre les loups et les chiens errants : Chiens de protection, 09230 Barjac, tél : 05 61 96 42 35.



Climat

● **Pôle fondu.** Au début du mois d'août, l'océanographe James McCarthy mène une campagne de mesure de l'épaisseur de la glace au niveau du pôle Nord. Surprise en arrivant au pôle : plus de glace ! La mer est libre sur un kilomètre et demi de large. C'est la première fois de l'histoire de la climatologie que l'on observe le phénomène (alors que l'on connaît le climat sur 50 millions d'années !). En quarante ans, la banquise nord a perdu 40 % de son épaisseur.



Photo : US Army

les cinq plus grosses compagnies chimiques américaines, notamment par l'aviation. L'armée américaine produit à elle seule 76 % du Halon 1211 et 50 % du CFC-113, deux molécules connues pour détruire la couche d'ozone.

● **Top to top !** Une expédition internationale a escaladé le mont Blanc le 20 août dernier, entamant ainsi un tour du monde reliant les sept sommets des sept continents (en comptant les deux Amériques et l'Antarctique). Les membres de l'expédition se déplaceront à pied et à VTT sur terre, en voilier sur mer. Du 20 août au 22 septembre, ils ont rejoint à VTT Saint-Tropez d'où ils ont pris un voilier pour l'Amérique. Le tour du monde devrait se terminer en août 2004 par une nouvelle ascension du mont Blanc. Le but de cette expédition est de faire la promotion à grande échelle des moyens de transport non-polluants et de sensibiliser sur la question de la responsabilité de l'homme dans les risques de changement climatique. Marika Krampe, Le Colporteur, 74570 Thorens-Glières, tél : 04 50 22 48 78, www.toptotop.org.

● **Paris : tempête sur le climat.** L'association Action Santé Environnement organise le samedi 14 octobre à 13h45 au centre culturel La Clef, 21, rue La Clef, 75005 Paris (M° Censier-Daubenton), la projection du film de Danielle Jaeggi «A l'écoute des climats». Un débat suivra avec plusieurs climatologues : Yves Bénilan, Robert Kendel, Hervé Le Treut. ASE, 53, avenue Mathurin Moreau, 75019 Paris, tél : 01 46 59 06 84.

● **Nucléaire et effet de serre.** A en croire les publicités d'EDF ou de Framatome, plus on a de centrales nucléaires, moins on contribue à l'effet de serre. Tout faux ! Les chiffres européens sur les émissions de gaz carbonique montrent que si la France (59 réacteurs, 6 tonnes de CO2 par habitant et par an) est le troisième pays le moins émetteur, elle est devancée par l'Espagne (9 réacteurs, 5,8 tonnes) et par le Portugal (aucun réacteur et seulement 4,6 tonnes). C'est donc bien le niveau de vie et en particulier les transports qui sont déterminants et non les réacteurs nucléaires.

Idem pour le dioxyde de soufre. La France (17 kg par habitant et par an) est devancée par la Suède (4 réacteurs, 10,7 kg), par l'Autriche (aucun réacteur, 6 kg) et par l'Irlande (aucun réacteur, 4,4 kg). Là, c'est les autorisations de rejets par l'industrie qui sont déterminantes.

Tribunal international de l'environnement

Chaque peuple a droit à un environnement sain et protégé. Déforestation, radioactivité, couche d'ozone, effet de serre... nous en sommes loin. Mais comment régler ces problèmes d'ampleur planétaire ? Une pétition circule pour demander à l'ONU la mise en place d'un tribunal international de l'environnement. *Harmonie Environnement, Progrès, Château des Princes d'Orange, 71480 Cuiseaux.*

Hérault vin américain

La société américaine Mondavi envisage de créer au sein du massif forestier de l'Arboussas, commune d'Aniane, un vignoble d'une cinquantaine d'hectares dont le but est un cru de qualité destiné à l'exportation. Les viticulteurs dénoncent cette colonisation de plus en plus fréquente dans leur domaine. Les chasseurs dénoncent la disparition d'un de leur territoire de chasse. La Confédération paysanne dénonce le projet social et soutient le développement de coopératives contre les multinationales. Une association s'est constituée pour la défense du site : *Association de défense du massif de l'Arboussas, 1, impasse Michel, 34150 Aniane.*

Deux-Sèvres Oiseaux à Ménigoute

Le 16e festival du film ornithologique de Ménigoute se déroulera du 28 octobre au 2 novembre. Autour du festival : marché bio (29 oct.), bilan de l'Erika (29 oct.), hommage à Robert Hainard (2 nov.)...

Programme : *Ass. Mainate, Résidence La Fontaine, BP5, 79340 Ménigoute, tél : 05 49 69 90 09.*

Ariège montagne menacée

A La Hillette, dans l'Ariège, un promoteur essaie d'obtenir les autorisations pour la construction d'un refuge-hôtel de 180 m² en site classé, zone inconstructible. Le CAF, en charge de nombreux refuges, a donné un avis négatif tout comme de nombreuses associations de protection de la montagne qui ont proposé des alternatives. Le ministère avait demandé un simple refuge sans gardiennage. Malgré cela, le projet se poursuit. Les amoureux de la montagne espèrent une réaction de Dominique Voynet. *Comité écologique Ariégeois, 09420 Rimont, tél : 05 61 96 36 20.*

Ardèche gorges chaudes !



Entre 1980, année de mise en réserve des gorges de l'Ardèche, et aujourd'hui, le nombre de loueurs de canoës est passé de 17 à 54. Le nombre de touristes qui descendent les gorges n'a toutefois que peu d'importance : le passage de canoë étant relativement neutre. Le problème apparaît quand les aménagements se multiplient autour de la réserve pour valoriser le potentiel touristique (1,2 million de personnes par an). L'association pour la protection des Gorges de l'Ardèche (APGA) dénonce le bétonnage censé gérer la «surfréquentation» en contradiction avec la loi qui interdit toute construction neuve, toute intervention d'engins mécaniques, toute extension des réseaux viaire, etc. *AGPA, Mairie de Bidon, 07700 Bourg-Saint-Andéol.*



Polluants organiques persistants



Les polluants organiques persistants (POPs) sont des substances chimiques qui ne se dégradent pas facilement dans la nature et dont on retrouve des accumulations de plus en plus grandes le long des chaînes alimentaires. Du fait de l'accumulation dans le temps, elles sont dangereuses pour les organismes. Les plus connus de ces produits sont les PCB et HCB, des huiles d'isolation contre la chaleur, les dioxines et furanes que l'on retrouve dans les décompositions des plastiques, le DDT, l'Aldrin, le Chlordane, l'Endrin, le Dieldrin, Heptachlor, Mirex et Toxaphène, des pesticides, etc. La plupart des molécules qui posent ainsi problème ont un point commun : la présence de chlore dans leur composition.

Du 4 au 9 décembre 2000, se tient à Johannesburg (Afrique du Sud) la cinquième et dernière étape des négociations sur ces POPs, conduite sous l'égide de l'ONU, au sein d'un comité INC5. Douze composés chlorés sont en ligne de mire, mais la discussion porte sur des seuils autorisés alors que de nombreuses organisations non-gouvernementales demandent l'interdiction pure et simple de ces POPs. Pour le moment, la France, à la présidence de l'Euro, met surtout en avant la nécessité d'aider les pays du Sud à appliquer le traité... mais point d'interdiction en vue : l'Union européenne ne semble pas pressée de gêner les industriels. D'autant plus que les Etats-Unis veulent un «traité non contraignant d'élimination des POPs». Autant dire, ne pas gêner le commerce, conformément aux clauses de l'OMC, l'organisation mondiale du commerce. Une nouvelle fois, les ONG demandent que les raisons environnementales puissent être prioritaire sur la liberté du commerce (de mort). Une présentation en quatre pages du problème est disponible (contre une enveloppe timbrée) auprès de :

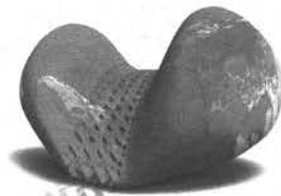
- CNIID, Centre national d'information indépendante sur les déchets, Gaëlle Ecobichon, 51, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 75011 Paris, tél : 01 55 78 28 63.
- MDRGF, Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, François Veillerette, 7, rue principale, 60380 Saint-Deniscourt, tél : 03 44 82 70 37.

Transports

● **Le gouvernement soutient la route.** Le 31 août, Laurent Fabius a annoncé des réductions d'impôts et de taxes. Encore une fois, c'est la route qui bénéficie le plus des largesses de l'Etat : suppression de la vignette, détaxation des carburants... Le même jour, un rapport européen indique que 6 % des décès en France sont dus à la pollution de l'air dont la moitié à la pollution routière. Heureusement que l'accord Verts-PS prévoyait une réorientation des aides vers le rail ! Heureusement que la France accueille une conférence internationale sur le climat où l'on parle de réduire les gaz à effet de serre !

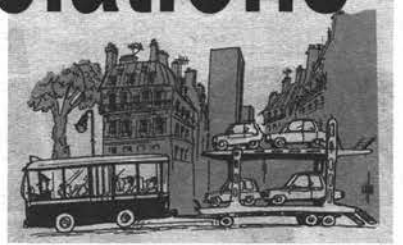
● **Favoriser la reconversion des transporteurs routiers.** Début septembre, une nouvelle fois, les routiers font le blocus estimant payer trop cher le carburant. Or celui-ci est déjà fortement détaxé pour les professionnels. Les transporteurs profitent également de dérogations concernant le droit au travail, les nuisances environnementales, etc. Alors que le trafic augmente de manière exponentielle (+10 % par an), la situation est

dans une impasse. Les Verts rappellent que ce développement se fait au détriment du rail, provoque une insécurité routière croissante, favorise l'épuisement des ressources fossiles. Conscients des difficultés des petits transporteurs et des routiers, les Verts demandent au gouvernement d'engager une réflexion de fond sur la question des transports de marchandise : toute nouvelle baisse des taxes sur le pétrole ne constitue qu'un palliatif à courte vue. Les Verts proposent au contraire que l'on maintienne au niveau actuel la fiscalité des carburants et que les recettes obtenues soient en partie destinées à la création d'un fond de reconversion des transporteurs routiers. Un transfert de la route vers le rail peut en effet s'accompagner d'un transfert des emplois. *Les Verts, 107, avenue Parmentier, 75011 Paris, tél : 01 43 55 10 01.*



Difficiles négociations

Entre refus des pays riches de polluer moins et promotion du nucléaire par la France, le climat a du souci à se faire...



La mobilisation internationale officielle sur la sauvegarde du climat a commencé véritablement avec la conférence de Rio en 1992. La convention sur les changements climatiques qui y a été rédigée déclare que son objectif ultime est «de stabiliser [...] les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique». Cette convention est entrée en vigueur en 1994, sans pour autant obliger les pays signataires (appelés "parties") à limiter leurs émissions.

Le protocole de Kyoto, décidé en 1997, a mis en place des objectifs chiffrés par pays. L'objectif global du protocole est de diminuer les émissions des Parties de 5,2 % par rapport à 1990 (année de référence). Chaque pays dispose d'objectifs différents, la France s'est ainsi engagée à ramener ses émissions de 2010 au niveau de celles de 1990 (1).

Cependant, le protocole de Kyoto n'est pas encore entré en application, faute du nombre suffisant de signataires. Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, attendent pour le signer de

connaître les règles de mise en œuvre du protocole, car pour l'instant seuls les objectifs sont définis, mais pas les façons d'y parvenir. L'enjeu des négociations en cours, et en particulier de la sixième conférence des parties (COP6), qui se tiendra à La Haye en novembre, est précisément de fixer ces règles.

Parmi les sujets qui seront négociés, se discuteront les mécanismes de flexibilité, qui regroupent différents outils, dont les fameux permis d'émissions négociables (encore appelés "permis à polluer" par leurs adversaires). Ces outils visent à instaurer un marché mondial du gaz carbonique, qui permettra à un acteur (pays, entreprise...) d'atteindre ses objectifs soit en achetant des droits, soit en effectuant des investissements pour réduire les émissions dans d'autres pays (en particulier dans les pays pauvres). "L'un des risques est ainsi que la France aille construire des centrales nucléaires en Chine, ou planter des forêts d'eucalyptus en Amazonie, plutôt que d'investir ici pour des transports rationnels ou des parcs éoliens..." analyse Philippe Quirion, responsable "climat" pour les Amis de la Terre France.

Pour les ONG, l'enjeu des négociations est désormais de réussir à éviter que les outils acceptés soient inefficaces, voire néfastes, pour la sauvegarde du climat. L'entrée en vigueur d'un protocole de Kyoto efficace au niveau environnemental, reste cependant une première étape essentielle en tant que signal politique.

Le problème du changement climatique sera-t-il résolu par ces conférences ?

Les experts scientifiques internationaux réunis par l'ONU au sein du GIEC (2) s'accordent à dire qu'une réduction à terme de 50 à 70 % de nos émissions de gaz à effet de serre est nécessaire pour stabiliser le climat. L'objectif de Kyoto (réduction de 5% sur 20 ans) est donc totalement insuffisant. Mais il constitue une première étape, et incite les pays à mesurer et maîtriser leurs émissions, ce qu'ils ont peu de raisons de faire en dehors de ces négociations.

Pour cela, il faudra que chaque pays relance le programmes de maîtrise de la demande énergétique, repense ses schémas de transport (moins de voitures et d'avions, plus de rail et de voies d'eau), développe réellement les énergies renouvelables, etc.

Résoudre le problème de l'effet de serre revient à affronter enfin le problème de la demande en énergie et de la pénurie de combustibles fossiles qui est annoncée pour le milieu du siècle à venir.

A quoi servent les associations dans ce processus ?

Sur ce thème, les plus actives associations sont regroupées dans un réseau, le "climate action network". Au niveau mondial, ce réseau regroupe plus de 800 associations, qui totalisent plusieurs millions d'adhérents. Les plus connues sont les Amis de la Terre,





DR

Greenpeace et le WWF. Elles évaluent les propositions des Etats, les critiquent et font des contre propositions. Le suivi des négociations climatiques est de plus en plus ardu, faisant appel à des compétences scientifiques (évaluation des conséquences du réchauffement sur la production agricole par exemple), mais aussi économiques (débat sur la taxe CO2 ou les permis d'émissions négociables) et juridiques (comment obliger les pays à respecter leurs engagements). Face à eux, les lobbyistes industriels sont très actifs.

Les enjeux du moment

La session de Lyon (4 au 15 septembre) est une conférence intermédiaire qui prépare à celle de La Haye. C'est la première fois que la France accueille une négociation sur le climat. Notre gouvernement entend se montrer comme un pays moteur sur le sujet. S'il faut reconnaître que la France est active dans les conférences, elle est loin d'être sans reproche.

Les associations jugent ainsi positif que la France base sa position sur les efforts «domestiques» (au sein même du pays) par opposition au commerce de permis d'émissions. Au regard de leurs responsabilités dans le réchauffement planétaire actuel, c'est aux pays riches de mettre en place des solutions. Le programme français de lutte contre le changement climatique, contient certaines mesures intéressantes pour limiter à terme la croissance de l'usage des automobiles et des camions. A plus court terme, face à l'explosion des transports routier et aérien, le gouvernement et les élus locaux manquent cependant encore de courage.



Les associations souhaitent voir la France profiter de la présidence européenne pour faire progresser le dossier des transports, premier secteur d'émissions en France et en Europe. Il est temps de réorienter les camions vers le rail et de limiter le trafic intérieur au profit du train. Quant aux mauvais points, les associations rappellent à la France que la convention de Rio est basée sur le concept de développement durable, le nucléaire n'y a donc pas sa place. Certains négociateurs français, qui veulent permettre l'exportation de centrales nucléaires dans les pays du tiers monde, feraient mieux de se rallier à la sage position européenne. L'absence de garanties sur la sécurité, le contrôle démocratique inexistant et le risque de prolifération militaire justifient l'exclusion du nucléaire des mécanismes de réduction d'émissions autorisés. Comme le dit Antoine Bonduelle, président du Réseau Action Climat : *"On ne va pas remplacer la peste par le choléra alors qu'existent de nombreuses solutions techniques moins chères et plus respectueuses pour l'environnement !"*

Sylvain Godinot ■
Réseau Action Climat

(1) L'objectif global européen étant de -8 %, et va de -28 % pour le Luxembourg à +27 % pour le Portugal. Celui des Etats-Unis est de -7 %, -6% pour le Japon, +8% pour l'Australie, -8% pour beaucoup de pays de l'Est, 0% pour l'Ukraine et la Russie... Il est fonction de la situation énergétique de chaque pays, et de leur capacité à négocier !

(2) Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat : comité international de 5000 scientifiques.

Réseau Action Climat France

Le but du Réseau Action Climat est pour une part d'assurer le suivi des négociations pour les associations membres en France (les Amis de la Terre, le Comité de Liaison des Énergies Renouvelables, la Fédération nationale des usagers des transports (FNAUT), France Nature Environnement, Greenpeace-France, Hélio International, Inestène, WWF-France...), mais aussi de relayer l'information climatique parmi les médias et les associations, et d'agir pour développer le débat sur le changement climatique.

Le Réseau Action Climat s'est associé à d'autres associations pour porter les campagnes *SOS Climat* et *le pari contre l'effet de serre*

● *SOS climat*, l'objectif est de mobiliser les différents acteurs de la société (associations, grand public, milieu éducatif et scolaire, collectivités locales) sur le problème du changement climatique, de leur montrer en quoi cela les touche directement, et quels sont leurs moyens d'action pour réduire leurs émissions. Un travail de sensibilisation et d'information est prévu préalablement.

● *Le pari contre l'effet de serre* est une campagne européenne qui se tient dans les écoles et les lycées, et apprendra aux élèves à mesurer et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre par des petites actions quotidiennes à la portée de tous (voir *Silence* 261 de septembre 2000).

Réseau Action Climat France, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, tél : 01 48 58 83 92.

Pour en savoir plus

Silence diffuse deux ouvrages sur la question climatique :

● **La menace climatique**
Coordonné par Dominique Zanda

Les émissions en grande quantité dans notre atmosphère de certains gaz pourraient perturber le climat terrestre actuel et provoquer un réchauffement. La menace est sérieuse. Une présentation du phénomène et surtout les mesures à prendre, en particulier dans le domaine de la maîtrise de l'énergie, pour éviter ce risque.

1990 - 60 pages 21 x 29,7 cm - 30 F

● **Où va le climat ?**

De Stephen Henry Schneider
Quels liens entre la modification du climat et les activités humaines ? Si bon nombre d'hypothèses ne sont pas encore vérifiables, les climatologues redoutent quand même qu'une variation rapide du climat ait des conséquences néfastes sur les formes de vie sur Terre.

1996 - 68 pages 15 x 21 cm - 40 F

voir bon de commande en page 39.



Sydney lotissement solaire

Conséquence de l'accord entre Greenpeace et la ville de Sydney, les 665 maisons du village olympique ont été construites de manière écologiste : alimentation électrique photovoltaïque, récupération des eaux de pluie, chauffe-eau solaire, matériaux sains... Ce village sera ensuite vendu à des particuliers et abritera à terme environ 2000 habitants, ce qui en fera sans doute la plus grande banlieue solaire du monde.

Maroc 84 éoliennes

Le premier parc éolien marocain a été inauguré cet été. 84 éoliennes sont installées dans le parc d'Al Koudia, dans la province de Tétouan, au nord du Maroc. Ces éoliennes devraient assurer une production de 200 000 MWh annuels soit 2 % de la consommation du pays. Le site a été équipé par le cabinet Germa (Montpellier) et est géré par une société de droit marocain dont l'un des gros actionnaires est EDF. (*Environnement magazine, juin 2000*)

Europe perspective des éoliennes

Il y avait 8000 MW installés en éolien fin 1999 en Europe. L'association des installateurs estime que les commandes dépasseront 2000 MW rien que pour l'année 2000 et que cela s'accroîtra encore dans les trois années à venir. Ils estiment qu'au rythme actuel, nous en serons à 40 000 MW en 2010. (*source : Renewable Energy World, mars 2000*)

Allemagne envol du courant vert

Pas de monopole de l'énergie en Allemagne : il y existe déjà 60 compagnies électriques qui fournissent du courant «vert» c'est-à-dire issu des énergies renouvelables. (*source : Tam-Tam, juin 2000*)

Allemagne climatisation solaire

La clinique universitaire de Fribourg utilise une installation solaire pour se chauffer en hiver et pour faire la climatisation en été. L'installation a été mise au point par le Fraunhofer Institut. Il permet une économie de 30 000 kWh par an. (*source : Tam-Tam, juin 2000*)



Espagne 1400 MW de plus

Le gouvernement espagnol vient d'autoriser la compagnie EHN (Energia Hidroelectrica de Navarra) à lancer l'installation d'ici 2002 de 1800 éoliennes pour un total de 1400 MW. La plupart de ces éoliennes devraient être installées dans la région de Navarre. La compagnie EHN a passé un contrat avec Gamesa Eolica pour l'installation des machines. Cette dernière firme est la filiale espagnole de la compagnie danoise Vestas qui fournira des éoliennes de 660 à 1,65 MW. (*source : Renewable Energy World, mars 2000*)

Europe HIP HIP

L'Europe vient de lancer un programme intitulé *House integrated PV - Hightech in Public (HIP HIP)* afin d'aider à l'installation de photovoltaïques dans les bâtiments en construction. Des aides pouvant aller jusqu'à 50 % du coût sont disponibles dans six pays (dont la France) à raison de 500 kWc par pays. (*Tam-Tam, août 2000*)

Eolienne densité énergétique

Si l'Allemagne est le plus gros producteur d'énergie éolienne, par rapport à la surface au sol, le classement est sensiblement différent. Pour 1000 km², la production d'énergie éolienne est de 0,02 MW en France, 0,26 MW en Belgique (mais 0,03 pour la Wallonie francophone), 8 MW pour l'Allemagne, 10 MW pour les Pays-Bas, 29 MW pour le Danemark. Cela signifie que sur la même surface, vous avez 1500 fois plus d'éoliennes au Danemark qu'en France. (*source : Tam-Tam, juin 2000*)

Toulouse Altener 2000

Une conférence européenne sur les énergies alternatives se tiendra du 23 au 25 octobre au Centre de Congrès Pierre Baudis de Toulouse. Le sujet central sera de voir comment chaque pays envisage de doubler sa production renouvelable afin que la moyenne européenne passe de 6 à 12 % de la production énergétique. Officiel et très cher. *ADEME, Florence Clément, 27, rue Louis Vicat, 75737 Paris cedex 15, tél : 01 47 65 20 41.*

Autriche actions locales



Photo REW
Réserve de chaufferie au bois

L'Autriche mène une politique de maîtrise de l'énergie efficace depuis qu'elle a renoncé au nucléaire en 1979. Mais certaines régions estiment que cela est insuffisant et développent leur propre programme énergétique. C'est le cas d'Oberösterreich (Haute-Autriche) qui, en 1994, avait adopté un plan avec des objectifs à atteindre pour l'an 2000. L'heure du bilan est arrivé.

Un des buts était de baisser de 20 % les besoins en chaleur et en eau chaude dans les maisons individuelles. 20 000 maisons se sont construites durant ces six années. Grâce à des aides régionales, celles-ci ont toutes une faible consommation

d'énergie : environ 33 % de moins que la moyenne par famille auparavant. Vu le taux de renouvellement de l'habitat, cela ne permet toutefois pas une baisse globale de 20 %, mais montre que l'objectif est dépassable à plus long terme.

Un autre but était de diminuer la consommation industrielle de 20 %. Dans les faits, on a obtenu une baisse régulière de 2 % par an soit 12 % en six ans. Objectif non atteint, mais là aussi dépassable.

Enfin, il était prévu d'atteindre une production d'énergie à partir des renouvelables de 30 % contre 25 % en 1996. Ceci a été atteint et représente maintenant dans la région 9000 installations de chauffage au bois, 150 réseaux de chaleur fonctionnant à partir de la biomasse, 500 000 m² de capteurs solaires thermiques pour l'eau chaude et le chauffage, 12 installations éoliennes, cinq pompes géothermiques, 36 micro-centrales hydroélectriques.

La commune de Laussa a fait le pari de faire encore mieux. Avec une forte participation de la population (1400 habitants), différentes initiatives ont été mises en place. Des capteurs solaires ont été fabriqués sur place artisanalement et 1400 m² installés (soit 1 m² par habitant). Plusieurs installations de chauffage au bois ont vu le jour, ainsi que des installations photovoltaïques et des micro-centrales hydrauliques. La commune a enfin favorisé l'implantation de trois éoliennes de 600 kW chacune. L'ensemble des 700 maisons produit ainsi 835 000 kWh par an, ce qui couvre la consommation du village, à l'exception, notable, des transports. (*Renewable Energy World, juillet 2000*)

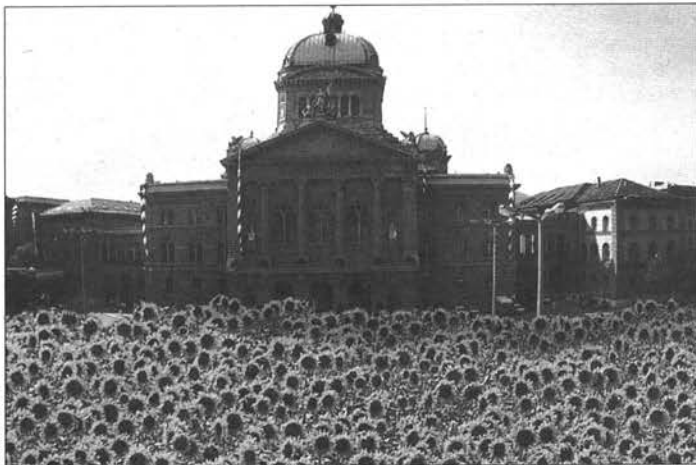


Photo : WWF

Suisse manif de tournesols

Le 24 septembre, 3 votes ont eu lieu en Suisse pour une meilleure répartition des coûts de l'énergie. Le 2 septembre, pour appeler les Suisses à voter favorablement, le WWF Suisse a organisé un rassemblement sur la place fédérale de Berne où chaque manifestant tenait un tournesol à la main, pour qu'enfin, on se tourne vers le soleil !

Promouvoir le bois dans la construction

Le bois ne représente plus que 10 % des matériaux de construction en France. Pourtant, renouvelable et recyclable, il nécessite, à performances égales, deux fois moins d'énergie que le béton et cinq fois moins que l'acier. L'usage du bois est bon pour l'effet de serre : il stocke une tonne de gaz carbonique par m³. L'Ademe, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, vient de proposer un décret favorisant l'usage du bois matériau dans le bâtiment.

(source : *Quatre saisons du jardinage*, mai 2000)



Programme éolien en hausse

L'actuel programme éolien prévoyait d'atteindre entre 250 et 500 MW d'ici 2005. Le développement rapide dans les autres pays et le nombre croissant de demandes par les communes et les entreprises font que le gouvernement devrait annoncer prochainement une accélération du rythme d'implantation des éoliennes avec un objectif de 3000 MW en 2010... Si c'est mieux, c'est encore largement inférieur aux pays voisins.

Charente-Maritime une maison à visiter

Située à Rochefort-sur-Mer, dans un lotissement proche du centre-ville, la maison solaire de l'association Multi-Energies Renouvelables se visite. Construite en 1994, elle présente différentes techniques : serres solaires (55 % d'économie),



Photo : MER 17

capteurs photovoltaïques et éolienne (80 % de l'électricité produite), capteurs solaires pour l'eau chaude sanitaire (75 % des besoins en eau chaude), chauffage complémentaire au bois, climatisation naturelle par une forte inertie thermique, des protections solaires, un puits canadien (température intérieure maintenue en-dessous de 25°C). La maison a de plus été construite avec des matériaux

sains : brique de terre cuite, briques de terre crue, bois, chaux, lasures non-toxiques, etc. Résultat une facture énergétique annuelle de 2500 F : 1200 F pour le bois, 700 F pour le gaz, 600 F pour EDF (abonnement compris). Pour en savoir plus : MER, 12, rue de la Mauratière, 17300 Rochefort/Mer, tél : 05 46 99 18 38.

Narbonne colloque national éolien

L'ADEME, agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, organise à Narbonne du 7 au 9 décembre un colloque sur l'énergie éolienne. Au programme : situation européenne et place de la France, soutiens aux éoliennes dans différents pays, viabilité économique des projets éoliens, développement à l'exportation, présentation d'un nouvel objectif pour la France, potentiel off-shore, aspects juridiques et fiscaux, visites de parcs éoliens de la région. ADEME Languedoc-Roussillon, 205, rue de l'Acropole, le Parthéna II, 34965 Montpellier cedex 2, tél : 04 67 99 89 79 (Hubert Pscherer)

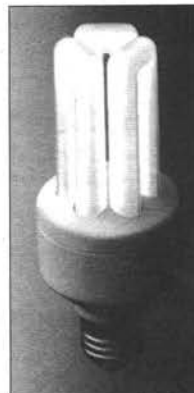
Vaucluse salon des renouvelables

Le 2e salon des économies d'énergies et des énergies renouvelables

se tiendra les 14 et 15 octobre, de 10 h à 20 h, à Mérindol-en-Lubéron, dans le village et la salle des fêtes. Une trentaine d'exposants et sept conférences pour obtenir de l'énergie propre. Action Mérindol Environnement, Les Gardiols, 84360 Mérindol-en-Lubéron, tél : 04 90 71 55 43.

Grenoble opération négawatts

La FRAPNA, fédération Rhône-Alpes de protection de la nature, vient de lancer une campagne de distribution d'ampoules économes sur l'agglomération grenobloise. But à atteindre : 100 000 ampoules. De quoi économiser l'énergie d'un pétrolier comme l'Erika. On peut participer à l'opération de deux façons : soit en achetant des ampoules sur place, soit en parrainant la distribution gratuite d'ampoules. Chaque ampoule vaut 50 F (prix négocié en gros). Hervé Lavergne, FRAPNA, MNEI, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél : 04 76 42 64 08.



Manger des produits de saison

Le WWF-Suisse (Fonds mondial pour la nature) a lancé une grande campagne intitulée «Nous sommes le climat» qui a pour but de sensibiliser les personnes aux conséquences de leurs actes dans leur vie quotidienne. Une brochure présente de nombreux exemples des gestes que l'on peut faire pour économiser l'énergie et donc les émissions de gaz à effet de serre. Si la limitation de la voiture particulière est une évidence, d'autres comportements sont moins évidents. Ainsi, une fiche présente les dates de production des différents légumes en Suisse. Si vous achetez en dehors de ces périodes de production locales, vous augmentez la consommation d'essence par le fait des transports. Le calcul a été fait sur quelques exemples. Manger un kilo d'asperges en juillet ne consomme que 0,5 litre de pétrole contre 5 litres si vous en mangez en décembre. Manger des haricots en hiver consomme 5 litres par kilo contre seulement 0,2 litre en août... Pour économiser l'énergie, mangez donc des fruits et légumes locaux, donc de saison. Pour en savoir plus : WWF Suisse, Chemin de Poussy, 14, 1214 Vernier/GE, Suisse, tél : 41 22 939 39 90.



Japon séisme et fissures

En principe tous les réacteurs nucléaires sont conçus pour résister à des séismes importants... même si l'on sait que des erreurs de conception sont possibles comme à Fessenheim (Alsace) ou à Bugey (Ain) où certains composants ne résisteraient pas à des séismes supérieurs à 6,5 sur l'échelle de Richter.

Le 21 juillet, un séisme de 6,1 secoue la région de Fukushima au Japon. Pas de victimes, mais le même jour un des dix réacteurs du site de Fukushima est arrêté suite à un mauvais fonctionnement d'instruments de contrôle. Le 23 juillet, un deuxième réacteur est arrêté pour fuite d'huile ; le 25 juillet, un troisième est arrêté pour fuite radioactive interne...

Rappelons qu'en général, les réacteurs sont placés en bord des cours d'eau pour assurer leur refroidissement et que les cours d'eau ont tendance à se mettre dans les failles où se produisent le plus de tremblements de terre.

USA - Russie détruire le plutonium

Le 4 juin, les présidents russes et étatsuniens, Vladimir Poutine et Bill Clinton ont annoncé ensemble à Moscou leur intention de détruire une partie de leurs stocks de plutonium. Si la quantité annoncée est importante (34 tonnes, soit de quoi faire environ 3000 têtes de missiles), on peut se demander comment on détruira ce plutonium dont la période (temps de la moitié de désintégration) est de 24 400 ans. Différentes solutions sont à l'étude, la plus simple pour l'instant semble de réaliser des combinaisons chimiques complexes rendant l'extraction du plutonium extrêmement difficile.

Les grandes familles

En 1974, quand Valéry Giscard d'Estaing est élu président, tout est prêt pour le lancement d'un vaste programme nucléaire. Les deux plus grandes familles de l'acier en France s'appellent alors Schneider

Cibles pour le terrorisme

Le gouvernement néo-zélandais a rendu public le 26 août qu'il avait intercepté un commando, dans le cadre d'une enquête sur l'immigration clandestine. Ce commando, semble-t-il financé par le milliardaire islamiste Ben Laden, envisageait une action terroriste contre le réacteur nucléaire expérimental de Sydney, situé à 25 kilomètres des jeux Olympiques. Si l'on se méfie de ce genre d'infos, il n'y a particulièrement rien d'étonnant à ce que des terroristes envisagent d'attaquer un réacteur nucléaire pour provoquer d'énormes dégâts. C'est un moyen simple pour les pays pauvres de se procurer indirectement la bombe atomique. **MB.**

et De Wendel. Ces deux familles contrôleront le futur programme qui nécessitera des tonnes d'alliages et métaux spéciaux. Qu'on en juge. La femme de Valéry Giscard d'Estaing est une Schneider. Simon Nora, conseiller de Chaban-Delmas, Maurice Herzog, secrétaire d'Etat, sont mariés à une Schneider. François Missoffe, député (et père de Françoise de Panafieu), Yves Guéna, ministre, Jean-François Poncet, chef de la diplomatie, sont mariés avec des De Wendel. Michel Debré est le beau-fils d'une De Wendel. Jacques Giscard d'Estaing, cousin germain, est directeur au CEA et à la Cogéma, François Giscard d'Estaing, cousin, est PDG de la Banque Française du commerce extérieur. Il sera chargé de vendre la technologie nucléaire à l'étranger. Philippe Giscard d'Estaing, autre cousin germain, est PDG de Thomson, marchand de technologies pour le nucléaire civil et militaire. Olivier Giscard d'Estaing, frère du président, est responsable à Saint-Gobain de la fabrication des éléments combustibles. Heureusement que nous sommes en démocratie ! (*Courant Alternatif, Hors-série sur le nucléaire, été 2000*)

Déchets baladeurs

L'usine Rhodia, filiale de Rhône-Poulenc, a traité des terres rares radioactives jusqu'en 1995, à La Rochelle (Charente-Maritime). A plusieurs reprises, l'entreposage des déchets a été dénoncé et depuis 1992, un «stockage provisoire» a été autorisé à Cadarache

(Bouches-du-Rhône). L'autorisation provisoire s'est achevée fin 1999 et les déchets sont toujours là : 25 350 fûts, dans deux immenses hangars contenant 5100 tonnes de résidus. En janvier et février 2000, l'ANDRA a ouvert une enquête publique pour une nouvelle autorisation de stockage jusqu'en 2008. Les fûts ne résistant pas correctement au temps, ils sont régulièrement changés... ce qui nécessite de les ramener à La Rochelle. Bref, à chaque fois, les fûts traversent tout le sud de la France. Pour en savoir plus : *APRII-Rad, Chemin du Thuve, 04300 Oraison, tél : 04 92 79 82 05.*

Suisse sortir du nucléaire

En novembre 1998, le gouvernement suisse a annoncé un «retrait ordonné de l'énergie atomique». Une nouvelle loi en ce sens a été promulguée... mais celle-ci ne fixe pas de calendrier. C'est pourquoi une pétition a été lancée par plusieurs associations pour demander que la loi fixe une limite de 30 ans aux réacteurs, une responsabilité civile illimitée en cas d'accident d'ici là, une responsabilité illimitée

sur l'élimination des déchets nucléaires. *WWF, chemin de Poussy, 14, CH 1214 Vernier, tél : 022 939 39 90.*

Sortir du nucléaire

Certains opposants au nucléaire estiment toujours qu'un recours massif aux éoliennes serait impossible... faute de place ! Or un simple remplacement de l'ensemble des centrales nucléaires par des éoliennes de 600 kW (actuellement les plus grosses atteignent 2 MW ou 2000 kW) provoquerait un alignement d'environ 100 000 éoliennes... soit environ 30 000 km. Cela peut sembler énorme, mais il y a en France environ 700 000 km de haies et également 700 000 km de lignes à haute tension. La question de l'espace ne se pose donc pas.



Autriche monument à la résistance antinucléaire

Le collectif salzbourgeois des opposants aux dangers nucléaires (PLAGE en allemand) a inauguré le 20 juillet dernier, en plein centre de Salzbourg un «monument à la résistance antinucléaire» afin de commémorer la bataille acharnée qui de 1985 à 1989 s'opposa au projet d'usine de retraitement à Wackersdorf (Bavière). Le monument de 3,5 m de haut représente un élément de la clôture, symbole de l'Etat nucléaire et de ses méthodes policières. A l'époque, plus de 800 000 signatures, moitié allemandes, moitié autrichiennes, avaient été collectées, accompagnés d'innombrables actions. Ce fut le point de départ de la politique antinucléaire de l'Autriche. Une plaque en anglais et en allemand rappelle les faits et remercie «le subversif inconnu». Le monument a été inauguré à la veille du festival de Salzbourg, par le maire actuel et l'ancien maire. *PLAGE, Arenbergstraße 10, A 5020 Salzburg, tél : 43 662 643567.*



Photo : Plage

Gironde

Alerte au Blayais

Le 24 juillet, une fuite radioactive dans la salle de commande nécessitait l'évacuation des 46 personnes présentes. Le 12 août, une fuite d'hydrogène est détectée dans les échangeurs de vapeur, pouvant provoquer une explosion. Comme toutes les centrales qui vieillissent, les risques augmentent avec le temps.

Un collectif de Haute-Saône et du Territoire-de-Belfort vient de se constituer contre les laboratoires de recherche en vue de l'enfouissement des déchets radioactifs et contre les nuisances du nucléaire civil et militaire. Au programme : soutien à la lutte de Bure, dans la Meuse, demande d'arrêt de Fessenheim en Alsace, demande d'information sur le site militaire de Valduc en Côte-d'Or.

A. Griffon, 50, faubourg de Brisach, 90000 Belfort.



Photo : ACRIO

La Belgique a stoppé son retraitement à l'usine Cogéma de La Hague. Les Allemands feront de même en 2005 dans le cadre de leur sortie du nucléaire. Cela fait sensiblement la moitié de l'activité de l'usine en moins et il est fort possible que les autres clients étrangers (Suisse et Hollande) suivent le mouvement. Côté français le retraitement ne se justifie plus : plus de besoins militaires, plus de débouchés dans la surgénération, combustible-mixte MOX coûteux. EDF pourrait donc envisager de stopper le retraitement. Que deviendrait alors l'usine de La Hague ? S'appuyant sur des études américaines et allemandes, Didier Anger, conseiller régional vert, suggère une utilisation de La Hague pour détruire les stocks militaires et civils de plutonium dont on ne sait que faire.

Une telle solution (mélange du plutonium de manière irréversible dans des céramiques) apporterait du travail sur le site pour une vingtaine d'années. Reste le risque de pollution qui n'est pas écarté. *Didier Anger, Conseil régional, BP523, 14035 Caen cedex, fax : 02 33 52 53 26.*

Annonces

Emplois

● La NEF, société financière déménage en région lyonnaise. Deux personnes ne pouvant suivre ce déplacement, il y a deux postes de disponibles, à Lyon, à partir d'octobre : un **agent polyvalent** pour standard téléphonique, accueil clientèle, envoi de documentation, secrétariat et assistance commerciale. La personne devra avoir une bonne maîtrise des outils bureautiques Word et Windows. Salaire brut annuel : 96000 F. Contrat initial de trois mois. Deuxième emploi : un **responsable épargne**, agent bancaire expérimenté, en CDI, avec pour mission de développer l'accueil et le lien avec les sociétaires et les usagers de la Nef, profil sur demande. Enfin, la Nef propose un poste de **chargé de crédits** à Paris. Il sera chargé du montage et du suivi des dossiers de crédit réalisés en faveur de porteurs de projets professionnels et/ou associatifs, et pour une moindre part de l'accueil des sociétaires et usagers, de l'animation des réseaux partenaires locaux ainsi que la présence dans les manifestations où la Nef sera représentée. Niveau de formation Bac+2, DUT de gestion, avec une bonne maîtrise des outils bureautiques Word et Excel. Profil sur demande. *Patrice Bouquet des Chaux ou Isabel Moquet, tél : 04 70 67 31 80.*

● **Emploi-jeune.** Les Ateliers de la Bergerette, association de sensibilisation sur les questions du gaspillage, de la détérioration du cadre de vie, des possibilités de recyclage, cherche un **animateur** pour renforcer équipe de sensibilisation. Temps plein. Mi-temps accueil du public, collectes d'embarras, tenue magasin, mi-temps anima-

teur pour création outils pédagogiques en direction du grand public sur questions environnementales. Bonne culture générale et environnementale, expérience d'animation (BAFA souhaité), capacités à communiquer, être autonome, disponible, débrouillard et créatif. Salaire net : 6000 F. *Ateliers de la Bergerette, 8, rue de la Bergerette, 60000 Beauvais, tél : 03 44 48 26 74.*

● **Emploi-jeune.** La Bourse aux financements solidaire (BFS) a pour objet de faciliter, via un lieu unique virtuel sur internet, d'une part la mise en relation de porteurs de projet d'activités économiques solidaires avec des financeurs de l'économie solidaire et sociale, de mettre en relation les projets de développement d'entreprise avec ces mêmes financeurs. La Bourse comprendra une partie «grand public» et une partie fermée en accès réservé aux seuls membres de l'association. Il s'agira d'un outil mutualisé entre plusieurs organisations de la finance solidaire. Un **animateur de réseaux** est recherché. Il aura pour fonction d'être capable d'assurer la synthèse des intérêts d'associations différentes afin de mutualiser leurs compétences, d'être capable d'analyser rapidement un projet d'activité économique afin de sélectionner, avec les membres de la BFS, ceux susceptibles d'être introduits dans la partie privée. Expérience associative demandée. Formation équivalente à bac plus 2, niveau DUT de gestion. Salaire de départ 8500 F brut par mois. Travail à Pantin, dans une maison d'associations. Candidature à *BFS, Jacques Dughera, 61, rue Victor Hugo, 93500 Pantin.*

Créer ensemble

● Idées, participations, textes, dessins, pistes et alternatives recherchées pour nouveau journal d'inspiration film l'an 01 (Gébé), autonomie de l'individu, nature, imaginaire, architecture joyeuse ou ludique, auto-production, psychogéographie, pédagogies différentes, potlach, Merci de répondre de quelque endroit que vous soyez. *Alexandre Esteban, 5, le Vert Vallon, 76770 Malaunay, tél : 02 35 74 50 43 (un dimanche sur deux) ou 06 195 194 68. e-mail : aesteban@free.fr.*

Travailler ensemble

● A 31 ans, je veux recommencer ma vie professionnelle et recherche en vue de cette reconversion un artisan menuisier-ébéniste disposé à transmettre son savoir-faire. Toutes régions possibles. *Pascal Bernard, 6, rue de Lanneau, 75005 Paris, tél : 01 55 42 16 64.*

● Toscane : cherchons de l'aide pour la récolte des olives. A partir du 20 octobre. Offrons hébergement dans notre ferme au milieu des bois : potager, élevage de chèvres, châne-liège contre quatre heures de travail par jour. *Tél : 0039 0566 91 29 62. aux heures des repas, Marco et Patricia.*

Vivre ensemble

● La commune de Saint-Clément (Ardèche) cherche un ou plusieurs porteurs de projets pour mettre en valeur un domaine de 80 hectares divisibles dans la vallée de la Salouise, au pied du mont Mézenc. Plusieurs bâtiments disponibles. Le contrat entre la commune et le(s) porteur(s) de projet se fait sous forme d'une location-vente. *Adeline Salvary, Mairie, 07310 Saint-Clément, tél : 04 75 30 41 77.*

● Un réseau écovillage a vu le jour à Fougères (Ille-et-Vilaine) et cherche à développer musique, école différente, festivals, autres alternatives. Si intéressé(e) pour plus d'information envoyer une enveloppe timbrée à *Jean-Noël Simon, 42, rue de la Pinterie, 35300 Fougères.*

● Après trente ans d'enseignement du piano, femme cherche contacts avec personnes sensées et sensibles, afin de mener ensemble un projet proche de la nature si entente. Exemples : lieu de stages artistiques, gîte, restauration de bâti ancien puis animation du lieu, élevage d'animaux non destinés à l'abattoir, etc. Accueille toute autre proposition compatible avec mes compétences et mes moyens financiers. Bretagne/Normandie/Poitou/Touraine. *Tél : Marion, 02 99 45 58 13.*

Recherche

● Je suis envahi par les conversations téléphoniques de personnes inconnues qui me mêlent sans aucune gêne à leur

vie privée. Qui peut me renseigner sur la possibilité de se procurer un instrument qui permettrait de mettre fin aux conversations indésirables des téléphones portables ? *Christophe Réveillé, 3, rue de la Petite Bilange, 49400 Saumur.*

● Je cherche les livres suivants (ou leurs photocopies) : Le recours à la terre (Pierre Rabhi), Douze balles pour un veto (Henri Quiquandon), Les plantes malades des pesticides et Santé des cultures (Francis Chabousson), Pesticides sans frontières (David Weis et Marc Schapiro). *Christian Bastard, Le Ruand, rue des Bouleaux, 44450 Saint-Julien-de-Concelles, tél : 02 40 36 53 06.*

Logement

● Artiste vivant en Savoie cherche lieu pour hébergement ponctuel (le week-end) à Lyon. Peut fournir du bon lait pour petits déjeuners sympas. *Dominique, tél : 04 79 68 81 14.*

● Couple thérapeute cherche colocataire méditant(e), végétarien(ne), non fumeur(se), pour partage beau 135 m², Lyon 7e. Loyer : 2000 F par mois. Partage de préférence avec personne aimant l'écologie profonde, projet «oasis» en cours, spiritualité vraie et surtout cohérence de leur pratique quotidienne. Avec humour si possible. Possibilité partage espace thérapeutique en plus. *Tél : 04 72 73 20 80 (AM et soir).*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés.

Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois.

Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.

Domiciliées : Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 30 F en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue.

Sélection : Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Armes génétiques

Avec le développement des manipulations génétiques, les experts estiment que l'on devrait bientôt voir se développer des armes génétiques. Alors que les armes biologiques tuent sans distinction, ces armes génétiques pourraient ne tuer que la partie de la population que l'on souhaite (les handicapés, les basanés...). Rien n'indique que l'on puisse empêcher cela.

Chypre Internet, facteur de paix

L'île de Chypre est coupée en deux depuis 1974 : une partie veut son rattachement à la Grèce, l'autre à la Turquie. Une zone tampon de l'ONU empêche les affrontements entre les deux communautés et tout contact par téléphone est impossible entre les deux parties de l'île. C'est en passant par Internet que des jeunes ont commencé à dialoguer au début de l'année. En mars, plus d'un millier de jeunes se sont donné rendez-vous dans la zone sous contrôle de l'ONU pour un pique-nique organisé par «les jeunes, promoteurs de paix». Le même mois, plus de 700 000 jeunes Turcs ont répondu à un appel au don du sang destiné à sauver la vie d'un enfant d'origine grecque. La paix est-elle en route ? (source : *Non-Violence Actualité*, juin 2000)

Suisse formation à la non-violence

Le Centre Martin-Luther-King de Lausanne organise des temps de formation tout au long de l'année : communication non-violente (30 sept. 1er oct.), les émotions dans les conflits (28 oct.), l'action non-violente (18 nov.), introduction à la médiation (9 déc.), mes attitudes face au conflit (13 janv.), animation de groupes (3-4 fév.), conflits de culture (3 mars), prise de décisions par consensus (31 mars), face à la violence (28 avr.), etc. *CMLK, rue de Genève 52, CH 1004 Lausanne, tél : 021 661 24 34.*

Rififi et médiation

L'association de ressources pédagogiques pour une culture de non-violence, ARP, propose un spectacle éducatif et interactif «Rififi et médiation» dont l'objectif est la sensibilisation à la médiation des conflits par les pairs, destiné à des enfants du primaire et des collégiés. *ARP, Lux, 09000 Serres-sur-Arget, tél : 05 61 65 28 76.*

Polynésie peines réduites en appel

Le 15 juin dernier, cinq militants syndicaux indépendantistes polynésiens passaient en appel au tribunal de Papeete, suite aux émeutes de l'aéroport de Faaa du 5 septembre 1995, jour de la reprise des essais nucléaires. Les peines ont été revues à la baisse : Hiro Tefaarere écope de trois ans de prison (dont 30 mois avec sursis) et un an d'inéligibilité, Ronald Teroratua est condamné à 24 mois (dont 18 avec sursis). Deux autres ont eu des peines avec sursis, le dernier a été relaxé. Elu régional, Hiro Tefaarere ne pourra ainsi pas se représenter aux élections prévues cette année. Un pourvoi en cassation a été introduit, les syndicalistes maintenant que le blocage de l'aéroport a été spontané. Reste

USA contre l'arme nucléaire

Les actions contre la possession de l'arme nucléaire — déclarée illégale au niveau internationale — se poursuivent de manière toujours aussi radicales. En juin, deux militants, Bonnie Urfer et Michael Sprong ont scié publiquement trois poteaux de la ligne de télécommunication de la base de sous-marins nucléaires US du Wisconsin. Ils ont été arrêtés pour «atteintes volontaires à la propriété privée». D'autres militants ont été interpellés pour avoir pénétré sur la base.



Photo : Peace News

Kosovo



Bus bombardé sur un pont de Belgrade

● Mensonges avoués.

Dans l'ouvrage collectif «Que nos valeurs sont universelles et que la guerre est jolie» (voir *Silence* n°256, p.36), plusieurs personnes dénoncent la propagande de l'OTAN. Différentes enquêtes journalistiques menées aux USA montrent aujourd'hui que l'OTAN a sciemment menti pour justifier ses bombardements : ainsi les chiffres donnés par les Serbes sur les destructions étaient les chiffres justes, ceux de l'OTAN énormément

gonflés : l'OTAN n'a réussi à détruire que 14 chars, 18 véhicules de transport de troupe et 20 pièces d'artillerie ! Une goutte d'eau dans l'armement serbe. Cette inefficacité provient de la technique qui consiste à bombarder de très haut (18 000 m) pour ne prendre aucun risque. Résultat : ce sont surtout des «dégâts collatéraux» que l'on obtient. Les motivations de l'OTAN restent pour le moment inavouées, mais il ne s'agissait pas du tout de protéger les Kosovars comme certains politiques ont essayé de nous le faire croire, y compris dans les rangs des écologistes. (source : *Courrier international*, 18 mai 2000)

● **L'OTAN inculpée ?** Amnesty international a diffusé un rapport le 6 juin dernier dans lequel l'organisation internationale se penche sur le droit international en temps de guerre. Amnesty y soulève la question de la précision des bombardements de haute altitude qui frappent d'abord des civils ce qui est contraire au droit. L'organisation relève d'autres violations et pose clairement la question de traduire l'OTAN devant la justice.

une lourde ardoise financière. On peut aider en envoyant des dons à *Stop-Essais, La Ville, 71250 Mazille (mention : procès Papeete).*

Graines de médiateurs

L'Université de Paix de Namur vient de réaliser un coffret de deux cassettes vidéo et d'un livre pédagogique destinés aux jeunes pour les aider à trouver des solutions à leurs différends sans nécessairement faire appel à un adulte : importance de la parole, explication sans jugement, exprimer son ressenti, identification des besoins et des souhaits, recherche d'une solution... Prix du coffret et du livre : 2600 FB ou 430 FF. *Université de paix, 4, boulevard du Nord, B 5000 Namur, tél : 081 22 61 02.*

Un poing, c'est tout ?

Le Centre Martin-Luther-King de Lausanne (Suisse) met à votre disposition une exposition intitulée «Un poing c'est tout ?». Cette exposition destinée à apprendre à dire non à la violence s'adresse à un public adulte ou des enfants de plus de 12 ans. Elle occupe au sol environ 200 m2 et est constituée

d'éléments modulables facilement stockables. Elle comprend un salon de la violence, une brève histoire des armes, puis un ensemble de passages présentés sous forme de jeux : un couloir de la vie, «ni hérison, ni paillason», écouter vraiment, oser dire, observer sans déformer, obéir, est-ce toujours bien ? du bon usage du conflit, la médiation, l'action non-violente. Location pour 3 semaines minimum. *Centre Martin-Luther-King, rue de Genève, 52, 1004 Lausanne, tél : 021 661 24 34.*

Albi fête antimilitariste

Le collectif des objecteurs tarnais, le COT, organise le samedi 28 octobre à la salle de Pratgraussals, à partir de 17 h, la 22e fête antimilitariste : stands, repas et concert (Rageous Gratoons, Nemless, Skarface). *COT, BP 229, 81006 Albi cedex, tél : 05 63 38 39 55.*



Souvenez-vous du traité de Versailles

D'après la presse française, Ehud Barak, au cours d'un entretien avec Yasser Arafat, aurait dit que s'il avait été un jeune Palestinien, il aurait rejoint une organisation terroriste. Il avait dit la même

La demande d'annulation du diktat de Versailles est devenue le principal thème de propagande d'Adolf Hitler lorsqu'il s'est attelé à la tâche de démolir la démocratie installée par les «criminels de novembre» qui ont poi-

j'étais élève avant de partir pour la Palestine. J'ai demandé au directeur si l'école gardait toujours ses vieilles cartes. Après quelques minutes, il m'a montré la carte dont je me rappelle depuis l'âge de neuf ans, avant que les nazis arrivent au pouvoir dans une province qui était encore sous administration sociale démocrate.

Cette carte était alors accrochée au mur de toutes les salles de classe allemandes. Elle montrait deux frontières : la frontière de l'Allemagne d'alors et en rouge, la frontière des «territoires perdus» de l'Allemagne avant Versailles. Toute une génération d'Allemands a été élevée d'après cette carte, la génération qui plus tard a marché derrière Hitler, le suivant comme les souris derrière le petit joueur de flûte de Hamelin.

(...) Je vois dans ma tête la carte dans toutes les salles de classes palestiniennes qui montrerait trois frontières : un trait rouge délimitant les frontières de la Palestine sous mandat britannique jusqu'en 1948, de la Méditerranée jusqu'au fleuve Jourdain, un trait vert entourant la rive occidentale de la bande de Gaza jusqu'en 1967 (22 % seulement du territoire sous mandat) et un trait noir pour «l'arrangement final».

Celui-ci a l'air de poignards enfoncés dans le corps de l'Etat palestinien à Kadumin, Ariel, Maaleh, Adumin, Tekoa, la vallée du Jourdain, la mer Morte, Gush Katif et ailleurs. Les colonies sont toutes établies sur les terres les plus fertiles, terres de réserve pour la société palestinienne en développement qui seraient encore plus précieuses lorsque des centaines de milliers de réfugiés devraient être rapatriés.

Aux yeux de la nouvelle génération de Palestiniens, les colonies seraient des monuments en souvenir de la défaite. Ce ne serait pas la fin des

conflits comme l'imagine Barak, mais une nouvelle étape du conflit qui en a déjà connu tant d'autres.

Si Barak choisit cette voie, il se trouvera aux côtés de Lloyd Georges et Clemenceau, les vainqueurs de Versailles, à la tête de la marche historique de la folie.

Uri Avnery ■

publié dans *Ha'aretz* du 27 septembre 1999
traduit dans *The Other Israël* de novembre 1999.

Les militants pour une solution pacifique s'interrogent sur le maintien des colonies juives en territoires palestiniens. Ils demandent la création d'un véritable Etat palestinien, qui prenne en compte la possibilité du retour des réfugiés.

chose en 1998 au cours d'un interview en Israël et ses propos avaient été largement utilisés dans la campagne électorale du Likoud.

Moi qui, à l'âge de 15 ans, avait rejoint une organisation terroriste (pardon, je veux dire une organisation de libération), je peux apprécier pleinement cette déclaration courageuse. La question se pose : est-ce que Barak tire de ce point de vue la conclusion logique, c'est-à-dire que l'on doit conclure une paix que l'autre partie peut accepter et non pas un «arrangement» qui poussera demain les jeunes Palestiniens dans les bras d'une organisation palestinienne militaire et nationaliste («organisation nationale militaire», Irgun, était le nom du mouvement clandestin armé que j'ai rejoint dans ma prime jeunesse) ?

Barak s'y connaît très bien en histoire militaire. J'ai discuté longuement avec lui une fois sur ce sujet qui se trouve être mon hobby à moi aussi. J'ai été impressionné par l'étendue de son savoir. C'est pourquoi, pour le mettre en garde contre «un arrangement final» basé sur les exigences du groupe des colons, trois mots devraient suffire : «Traité de Versailles».

Le traité qui porte le nom de Versailles a été signé en 1919 à la fin de la première guerre mondiale entre les Allemands vaincus et les alliés vainqueurs.

Il rejetait toute la faute de la guerre sur l'Allemagne, lui enlevait des territoires considérables, la condamnait à verser des indemnités énormes et ne lui permettait de maintenir qu'une toute petite armée. C'est un diktat humiliant et manifestement injuste.

gnardé dans le dos la vaillante armée allemande et ont signé le traité de la honte. Tous les signataires allemands ont été assassinés. Les historiens sont unanimes dans leur jugement : ce traité a été un acte d'une folie incroyable, le



fruit d'un désir aveugle de vengeance et il a joué un rôle majeur dans le déclenchement de la deuxième guerre mondiale. Il a fallu encore 60 millions d'êtres humains, y compris six millions de Juifs, qui ont perdu leur vie pour que l'Europe construise un cadre pour la paix, sans vainqueur ni vaincu.

Un souvenir personnel : il y a quelques années, le producteur allemand d'un film biographique m'a demandé de revoir l'école où

Recherche scientifique contrôlée

L'association médicale américaine a publié dans sa revue une importante étude sociologique sur le comportement des chercheurs sponsorisés de l'industrie pharmaceutique. Sans avoir décelé exactement où se passent les modifications dans les études, le résultat est éloquent : les résultats défavorables ne sont que de 5 % pour les études sponsorisées contre 38 % pour les autres. (source : *Courrier international*, 13 janvier 2000)

Lait cru : plus sain qu'on ne croit !



Photo : Nature et Progrès

Au nom de l'hygiène, le combat contre le lait cru se construit sur des rumeurs. Ainsi en est-il de l'intoxication à la listéria par le fromage Mont d'Or. De très nombreux articles ont mis en cause le Mont d'Or du Jura français (au lait cru) alors que l'intoxication a été provoquée par le Mont d'Or suisse (au lait pasteurisé).

Christian Cabrol, président du Conseil national français de l'alimentation rectifie le tir : «*La salmonelle, par exemple, disparaît progressivement dans les fromages au cours de l'affinage et ne constitue dès lors pas un danger dans les fromages affinés au lait cru. Ces mêmes fromages possèdent d'ailleurs un système anti-bactérien naturel efficace contre la listéria monocytogène. Il est à signaler d'ailleurs que ce système anti-bactérien est détruit par la pasteurisation. La responsabilité des fromages au lait cru en cas de listériose sporadique n'est que de 10 % pour les personnes sensibles. Elle est négligeable, voire nulle, pour les personnes non à risque.*

Ainsi, la pasteurisation jusqu'ici brandie comme l'arme absolue contre les microbes serait au contraire la porte ouverte à des contaminations ultérieures.

Cette campagne contre le lait cru est en fait organisée par les industriels à qui échappe la vente des fromages par les petits producteurs (on retrouve là la même méthode de dénigrement que pour l'hygiène sur les marchés). Dans les faits, les cas de listéria s'observent surtout dans les fromages conservés longtemps dans les chambres froides. Pour éviter cela, le plus simple est que la chaîne de distribution soit la plus courte possible : achetez sur les marchés directement aux producteurs !

Enfin, signalons que le nombre de cas de listériose a été divisé en France par trois en dix ans.

Une association s'est constituée pour défendre les fromages : ASPF, association pour la sauvegarde du patrimoine fromager, 34, rue de Saint-Petersbourg, 75008 Paris, tél : 01 49 70 71 12 (Nature & Progrès, juillet 2000)

Sommeil et stress

Selon une étude publiée par *The Lancet*, le stress serait directement lié à notre quantité de sommeil. Le manque de sommeil perturbe le métabolisme du sucre et les fonctions hormonales endocrines. Or, nous dormons de moins en moins : 7h30 par nuit en moyenne contre 9h, il y a un siècle. (source : *Soixante millions de consommateurs*, janvier 2000)

Drôle de chocolat

Cherchez la composition du chocolat Crunch de Nestlé sur son emballage ? Il n'y est pas : il est seulement indiqué «chocolat au lait aux grains de riz et céréale croustillants, cacao 30 % minimum». Est-ce légal ?

Boissons sucrées et obésité

Selon une étude financée par Evian-Volvic, sur 2000 foyers représentatifs, 22 % des moins de 15 ans sont trop gros et cela est encore pire pour les plus jeunes : 31 % des 8-10 ans. Mis en cause : l'abus des boissons sucrées qui ne devrait pas dépasser deux fois par semaine.

Origine des caries

Outre l'hygiène dentaire, la consommation de certains aliments favorise l'apparition des caries. Selon une étude citée dans *Viva* de juillet-août 2000, ce sont les sodas les plus fautifs suivis des fruits secs, des frites et des confiseries. A l'inverse, les fruits frais, les yaourts, le lait sont inoffensifs. Certains fromages comme le brie ou le gruyère auraient même une action préventive pris en fin de repas.

Cosmétiques (1)

Alors qu'une femme européenne de 75 ans aura passé 11 000 heures (soit un peu plus d'un an) à s'appliquer des cosmétiques, Margot Fransen revendique «un visage sans rides est comme un livre sans mots». (source : *Consommateur Actif*, mai 2000)

Cosmétiques (2)

Le mensuel *60 millions de consommateurs* a fait tester par 220 femmes, dix gels amincissants pendant un mois comme conseillé par la plupart des marques. Au bout du test, les femmes avaient en moyenne perdu 0,7 cm de tour de cuisse alors que les marchands promettent au moins 2 cm. Résultat positif quand même ? Pas du tout, car des femmes ayant testé à leur insu de banales crèmes de massage ont perdu également 0,7 cm. Evitez-vous des frais : ce qui compte, c'est le massage !

Vive le vélo !

Une enquête auprès de 30 000 personnes, du Dr Lars Bo Andersen, de l'université de Copenhague, conclut que les personnes qui font du vélo chaque jour réduisent de moitié les risques de maladies graves ou de mort précoce. Pas besoin d'en faire beaucoup : un quart d'heure par jour suffit pour avoir des effets positifs.

Amiante



● **Le Canada porte plainte.** Le Canada a porté plainte auprès de l'OMC, organisation mondiale du commerce, contre la France pour atteinte à la liberté du commerce. Le Canada estime en effet que l'interdiction de l'utilisation de l'amiante n'est pas justifiée car il existe différentes sortes de fibres et que toutes ne sont pas également cancérigènes ! On croit rêver ! Le lobby amiante résiste comme il peut !

● **500 000.** Petit rappel aux Canadiens : les estimations sur le nombre de morts en Europe provoqués par l'amiante d'ici 2025 est estimé à 500 000 (dont 100 000 en France). Quant à ceux provoqués dans les autres pays, ils sont encore à définir : les industriels de l'amiante, dont les Canadiens, continuent leur marché de la mort dans les pays les plus pauvres.

● **L'Etat condamné.** Après plusieurs procès contre des employeurs, tous gagnés par les malades de l'amiante, le tribunal administratif de Marseille a jugé, le 30 mai dernier, «l'Etat responsable des conséquences dommageables du décès» de quatre victimes qui avaient inhalé des poussières d'amiante dans le cadre de leur profession. Cette condamnation fait suite à la comparaison entre les mesures préventives prises en France par rapport à d'autres pays européens, en particulier l'Angleterre qui dès 1930 avait pris des mesures de protection... la France traînant encore les pieds pour appliquer les directives européennes dans les années 90. L'avocate qui a défendu les victimes, suite à ce jugement, envisage des poursuites pénales contre les ministres responsables de 1970 à nos jours.



Tabac

● **Mensonges scientifiques.** Le Centre international de recherche contre le cancer, CIRC, organisme de recherche de l'ONU, dont le siège est à Lyon, avait publié en 1998 une étude sur le tabagisme passif. Selon celle-ci, le simple fait de subir la fumée des autres peut conduire à un cancer du poumon. 2500 personnes meurent ainsi chaque année en Europe.

Aliments irradiés

Depuis les années 1970, différentes formes d'irradiation des aliments ont été mises au point pour différents effets : lutte antibactérienne, retardateur de germination, etc. Le 8 mai 1970 une loi a été votée en France pour définir les conditions d'application de ces techniques. Aucun décret d'application n'a jamais vu le jour. En Belgique, la loi prévoit l'étiquetage «traité par rayonnement ionisants» ou «traité par ionisation». Cet étiquetage n'est jamais appliqué. Des autorisations alimentaires ont été accordées.

En France, sont autorisés :

- les viandes de volailles séparées ou morcelées,
- le sang animal, plasma,
- les légumes secs,
- les fruits secs,
- les cuisses de grenouilles,
- les herbes aromatiques,
- les crevettes décortiquées,
- le blanc d'œuf,
- les caséines et caséinates,
- les abricots, figues, raisins et dattes séchés,
- colostrum bovin pour alimenter les veaux,
- camemberts de lait cru.

En Belgique :

- aliments pour animaux de laboratoire,
- oignon, ail, échalote
- paprika, poivre, épices, aromates,
- gomme arabique,
- légumes déshydratés,
- produits pour infusions,
- crevettes cuites surgelées,
- cuisses de grenouilles.

En principe les autorisations données en Belgique en 1980 pour les fraises et les pommes de terre n'ont pas été renouvelées depuis 1990.

Pour éviter ces aliments, les produits non transformés échappent à cette méthode ainsi que tous les produits bios. (*Nature & Progrès, juillet 2000*)

Au moment de publier l'étude, plusieurs revues anglaises annonçaient que l'étude donnait des résultats négatifs. Déjà auparavant, des scientifiques «indépendants» avaient contredit le résultat d'études du CIRC affirmant que ce n'était pas le tabac qui donnait le cancer.

Le CIRC vient de publier une étude sur l'origine de ces contre-informations. Elle a réussi à montrer que certains scientifiques «indépendants» avaient bénéficié de salaires de l'industrie du tabac jusqu'à hauteur de 700 000 F. Elle signale aussi des candidatures à des postes de recherche au CIRC par des scientifiques déjà repérés comme travaillant pour l'industrie du tabac. Le même rapport rappelle qu'une émission sur France 2 sur la loi Evin avait subi une coupe étrange au moment où le Dr Paul Kleihues disait que le meilleur moyen de faire baisser les chiffres du cancer du poumon était d'interdire purement et simplement le tabac. (*Le Progrès, 9 août 2000*)

● **Reflux.** Jusqu'à maintenant les grandes firmes productrices de tabac supportaient assez bien les campagnes anti-tabac dans les pays occidentaux, car le marché restait en croissance dans les autres parties du monde. Mais la mondialisation a au moins un avantage : les campagnes d'information ici ont été également entendues là-bas. Si en France, la consommation de tabac a chuté de 19 % en quinze ans, elle a également baissé de 8 % en Chine et globalement de 3 % sur l'ensemble du globe. (*source : Courrier International, 11 mai 2000*)

● **A l'école.** La consommation de tabac est interdite dans les établissements publics, ceci depuis la loi Evin du début des années 90. Une récente enquête de l'Education nationale montre que seuls 59 % des établissements scolaires ont limité l'usage du tabac dans leurs locaux. Normalement, un prof ou un élève qui veut fumer doit aller à l'extérieur de l'établissement (pas dans la cour ou dans les couloirs, encore moins dans la salle des profs ou au foyer des élèves). Quand on sait que la plupart des jeunes commencent à fumer à l'adolescence, la première mesure de prévention serait d'éviter que les profs fument devant eux. (*Soleil Vert, septembre 2000*)

OGM

● **Espagne : chardons transgéniques.** L'Espagne possède de grandes surfaces relativement arides. D'où un projet de plantation de chardons qui une fois récoltés serviraient de carburant à deux centrales qui assureraient ainsi une partie des besoins en eau chaude et en électricité des villes de Burgos et de Huesca. L'objectif serait de dépasser 90 GWh d'électricité par an (soit la

Téléphones portables



● **Belgique : école en grève.** Les parents des 200 élèves de l'école primaire des frères de la charité chrétienne de Lierde (Flandre orientale) ont bloqué l'accès à l'école à la rentrée, demandant le démontage d'un gigantesque mat de retransmission pour le téléphone portable installé par la firme Orange (rachetée par France-Telecom). Un contrat annuel de 60 000 FF lie l'école à l'entreprise. (*Tam-Tam, septembre 2000*)

● **Belgique : candidat anti-antenne.** Jan Nyutens a constitué une liste aux élections communales de Hasselt pour demander que la commune respecte les recommandations en matière d'antennes de téléphone portable : pas d'antennes à moins de 300 m d'un lieu habité.

● **Niveau de radiations.** Trois fabricants de téléphones mobiles, Nokia, Ericsson et Motorola, ont annoncé, fin août, qu'ils indiqueront sur l'emballage, dès l'an prochain, le taux de radiations émises par chaque appareil. Bientôt comme sur les paquets de tabac : «l'usage d'un tel appareil peut nuire à votre santé». Rappelons que ces téléphones sont fortement suspectés de déclencher des cancers du cerveau.

● **Antennes dangereuses.** Le magazine *Sciences & Avenir* révèle dans son numéro d'août que les champs électromagnétiques diffusés par les antennes relais sont bien plus importants que ce qu'annoncent les opérateurs. Les deux tiers des mesures effectuées par un laboratoire indépendant dépassent de dix fois les valeurs annoncées par les laboratoires de France-Télécom. Sont particulièrement exposées, les personnes situées aux derniers étages des immeubles portant une antenne.

● **Refus des antennes.** Seule une décision de la copropriété d'un immeuble peut accepter de passer un contrat avec un opérateur de téléphone mobile pour la pose d'une antenne. Si vous êtes propriétaire, n'hésitez pas à fournir des articles sur la question à vos voisins. Si vous êtes locataires, essayez d'intervenir auprès de votre propriétaire. Sont particulièrement visés les immeubles placés en hauteur dans les villes.

consommation de 60 000 personnes). Mais les concepteurs qui envisagent de pouvoir développer ensuite le projet sur 2 des 15 millions d'hectares cultivables en Espagne, ont eu recours au transgénique pour développer un chardon censé avoir une croissance extraordinaire. En laboratoire, les manipulations des gènes ont permis d'obtenir des plantes de 3 mètres de haut et ceci avec peu de pesticides et d'engrais. Le rendement espéré était de 17 tonnes à l'hectare. Mais le passage en plein champ a fait déchanter les ingénieurs de l'école des ingénieurs agronomes de Madrid : les plants ne font plus que 70 cm de haut et les tiges se sont révélées si épaisses qu'elles sont impossibles à faucher. Le projet se poursuit quand même avec le risque d'obtenir une plante très résistante que rien ne pourra plus arrêter. (*source : Courrier International, 31 mai 2000*)

● **Herbicide transgénique contre coca.** Afin de lutter contre la culture de coca dans les Andes, le gouvernement américain n'a rien trouvé de mieux que d'offrir au gouvernement colombien un herbicide fait d'un champignon transgénique. Celui-ci est censé détruire les champs illégaux. Des essais ont été faits par survol en avion. Des indiens se sont

plaints d'éruptions cutanées et de douleurs intestinales, signes d'intoxication. Selon l'*Observer* de Londres (20 juillet 2000), ce fongicide provient d'un champignon utilisé autrefois dans des armes biologiques. Certains spécialistes dénoncent la possibilité pour le champignon de pouvoir muter rapidement et de s'attaquer ensuite aux cultures vivrières.

● **Arbres modifiés.** Un rapport du WWF publié à Londres avant l'été signale que de plus en plus d'arbres génétiquement modifiés sont plantés à titre expérimental. Depuis 1998, 116 sites expérimentaux ont été recensés dans 17 pays concernant 24 espèces d'arbres. La France est le pays le plus actif avec 8 sites. Les espèces sont modifiées pour tester des résistances aux herbicides et aux insectes. (*Infos du WWF, été 2000*)

● **Vers le monopole ?** La crise des OGM, d'abord en Europe puis maintenant en Amérique du Nord où les surfaces régressent, provoque une méfiance des multinationales qui ne développent plus guère ce secteur. Conséquence : en 1999, Monsanto, qui a presque tout misé sur ce secteur, fournit 78 % des OGM commercialisés dans le monde. (*Nature & Progrès, septembre 2000*)

La maison en papier

Si le petit cochon avait connu la technique des briques de construction en cellulose stabilisée, sa maison aurait mieux résisté au souffle des méchants loups de l'immobilier.

La revue *Earth Quarterly* a vulgarisé aux USA la technique du liant-papier. L'un de ses rédacteurs, Gordon Solberg explique ainsi leur motivation : «Avoir un lieu où s'abriter est l'élément le plus indispensable quel que soit le style de vie. La nécessité d'avoir un abri est profondément ancrée en nous. Les premiers humains qui ne recherchaient pas un refuge pour la nuit avaient tendance à être dévorés par les léopards et les hyènes. Seuls les 'chercheurs d'abris' arrivaient à survivre et à avoir une progéniture dont nous sommes les descendants. Aussi, il n'y a rien de surprenant à ce que nous rêvions tous de la 'maison parfaite', comme nous rêvons d'une parfaite santé, d'un parfait bonheur...»



Aujourd'hui, nos abris sont devenus onéreux, nécessitant le plus souvent des emprunts et il faudra longtemps pour les rembourser.

«Une minorité de gens ont une vision plus perspicace et se demandent pourquoi les maisons doivent-elles être si grandes, coûter si cher, nécessiter autant de matériaux ? Pourquoi devons-nous devenir esclave le reste de notre vie juste pour avoir une maison décente ? Pourquoi les banquiers, les agents immobiliers conduisent de grosses voitures ? Après avoir réfléchi à ces questions, on en arrive à l'essentiel : que pouvons-nous faire ?»

Le pouvoir de construire sa maison

Dans un monde où tout s'achète, tout se délègue, construire sa maison reste un concept révolutionnaire : «les 'consommateurs' sont incapables de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires, tels la nourriture et le logement. Quand nous construisons notre propre maison, nous avons là une façon de nous octroyer un pouvoir que le simple fait de rembourser un emprunt n'égalera jamais.»

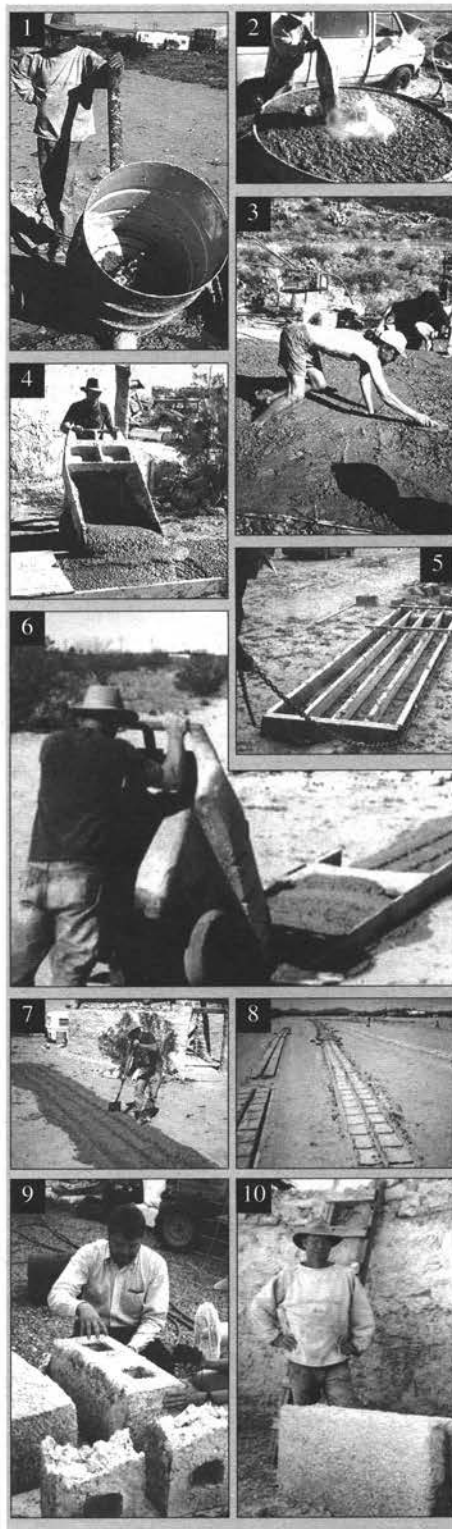
«Quand nous construisons notre maison, nous ne sommes plus de simples consommateurs ou des rouages que l'on peut sacrifier dans une quelconque machinerie corporatiste, nous devenons partie intégrante de la nature. Car nous sommes fondamentalement capables de construire notre propre maison, de produire notre nourriture, de développer des moyens de subsistance et de vivre en véritables communautés — et quand nous faisons cela, nous sommes alors capables de partager les bénéfices de notre existence avec nos amis, nos voisins, et la communauté au sens large.»

«Être à même de remplir un créneau étroit du Système est parfait pour les gens qui sont noyés dans ce courant, mais tout le monde ne peut pas se réaliser de cette manière. Des millions de gens ont faim de faire de leur vie quelque chose qui soit plus concret, qui ait plus de sens et qui nourrisse leur âme. Construire sa maison est une excellente façon de démarrer.»

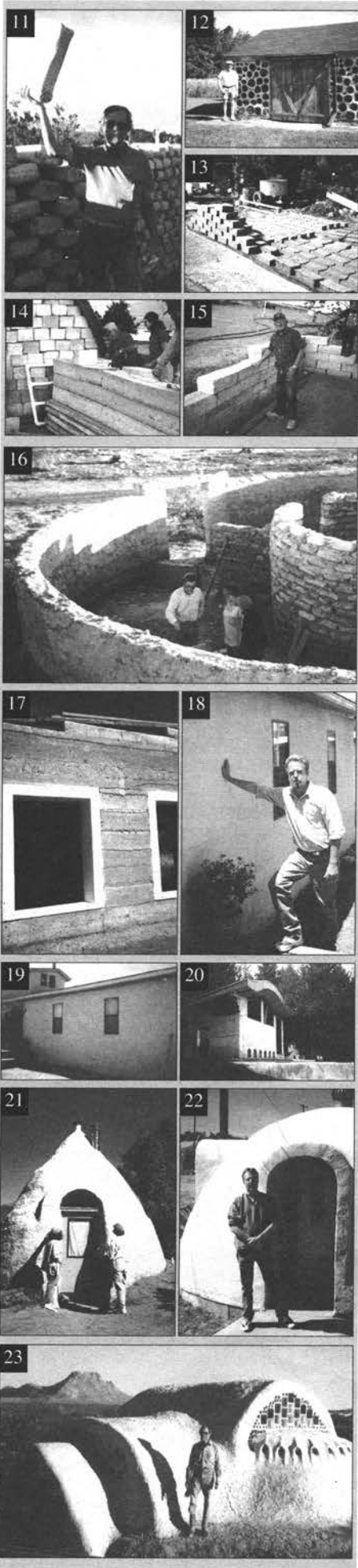
Des maisons en papier

Il y a de multiples façons de construire un abri bon marché, cela dépend de là où vous habitez, et de quelles sortes de matériaux vous disposez — les matériaux de construction de substitution les plus employés comprennent des mélanges divers de pierres, de terre, de béton, de balles de paille et de... papier.

Une maison en papier n'est pas faite de feuilles de papiers qui virevoltent dans le vent. On utilise une sorte de papier mâché de solidité industrielle qu'on appelle le **liant-papier**. Pour cela, vous collectez les vieux journaux vous prenez une grande cuve munie d'un mixer, vous y mettez de vieux journaux et de vieux journaux puis de l'eau jusqu'à ce qu'ils soient complètement imbibés, vous ajoutez du sable et enfin de la chaux. Vous mixez ensuite jusqu'à obtenir une soupe for-



Photos : www.papercrenews.com



mée de 60 % de papier, 30 % de sable et 10 % de chaux².

A partir de cette mixture, vous pouvez faire différentes choses : une dalle de sol d'un seul tenant³ ou encore des briques ou des parpaings de différentes tailles qui serviront à monter les murs et même le toit si l'on s'y prend bien (voûtes).

Pour cela, différentes possibilités ont été étudiées : verser la boue dans un calibrage préfabriqué⁴⁻⁵⁻⁶ puis finir de découper les briques⁷ et ensuite les faire sécher au soleil selon la même technique que les briques en terre crue⁸. Selon la taille des cases initiales, vous pouvez obtenir différentes formes⁹⁻¹⁰. On peut prévoir des parpaings assez gros car le liant papier est très léger¹¹ (mais ils mettent alors plus longtemps à sécher). Une autre méthode consiste à bancher des murs et à verser le liant-papier directement dans le mur comme on le fait avec des mélanges à base de terre. Là aussi, il faut savoir gérer les questions de séchage. Enfin, le liant-papier peut être utilisé comme isolant sur des murs déjà existants ou encore de mortier pour fixer d'autres matériaux¹².

Des caractéristiques remarquables

Une fois sec, le liant-papier est léger, a un excellent pouvoir isolant, une grande inertie thermique, il garde bien sa forme d'origine et est remarquablement solide. Il résiste quand on veut l'écraser (résistance à la compression) ou quand on veut le réduire en petits morceaux (limite d'élasticité). Alors que le béton ordinaire a une forte résistance à la compression, il n'a pas de limite d'élasticité ce qui explique qu'en général il faut le renforcer avec des barres de métal (béton armé).

Le liant-papier résiste bien au feu. Comme chaque fibre de papier est imprégnée de chaux et de ciment, l'oxygène n'a aucune chance d'y pénétrer, et la combustion ne peut pas se faire. Gordon Solberg raconte : «*J'ai tenté une expérience en dirigeant un chalumeau sur une brique de liant-papier pour voir ce qui se passerait. La brique a été carbonisée en surface mais après plusieurs minutes en contact direct avec la flamme, elle n'a pas pris feu*».

La résistance est excellente : un mur de 2,40 m de haut et de 30 cm d'épaisseur a une résistance à la charge de 500 kg/cm et pourtant il ne pèse que 1,8 kg/cm ! Cela permet de limiter la solidité des fondations...¹³⁻³

Son pouvoir isolant est tel qu'un mur de 30 cm va mettre une journée pour se réchauffer et toute la nuit pour se refroidir. Rien que pour

cela, il est révolutionnaire : c'est sans doute l'isolant le moins cher. Plus besoin de climatisation quand il fait très chaud, moins de besoins de chauffage quand il fait froid.

Le liant-papier a un autre avantage : une fois sec, il peut être découpé avec une tronçonneuse ou une scie à arc, ce qui permet de construire d'abord les murs de votre maison avant de fixer l'emplacement des fenêtres. Vous pourrez les mettre où vous voulez.

Devant un tel matériau révolutionnaire, on peut se demander pourquoi il n'a pas été utilisé plus tôt. En fait, il a été breveté dès 1928, mais c'était sans doute un procédé trop bon marché et trop simple pour faire l'objet d'une promotion qui rapporte de l'argent, aussi cela est-il tombé dans l'oubli jusqu'à récemment.¹⁴⁻¹⁵

Les visionnaires

Le liant-papier a été développé de manière indépendante par Mike McCain à Alamosa dans le Colorado¹⁶ et par Eric Patterson à Silver City, au Nouveau-Mexique à partir de 1997. Si les techniques ont été mises au point dans des lieux particulièrement secs¹⁷⁻¹⁸ - 19 elles ont été améliorées depuis pour des climats plus humides : une maison a même été construite à Vancouver, particulièrement sous les embruns du Pacifique²⁰. Pour rendre les maisons imperméables, les solutions utilisées ne sont pour le moment pas très écologiques : goudrons ou silicone pour les toits, latex pour les murs. Les résultats sont parfois surprenants, mais l'intérieur des maisons s'avère très confortable²¹⁻²²⁻²³⁻²⁴. Des

dizaines de gens ayant vu des reportages sur ces nouvelles maisons se lancent actuellement dans l'aventure aux USA. Leur coût de revient est très faible (parfois moins de 6000 F pour le gros œuvre).

En France, il faudra probablement négocier des dérogations car l'autoconstruction se

heurte à une réglementation draconienne. Aux Etats-Unis, le matériau a passé avec succès les tests d'homologation liés à l'usage de l'adobe et a été autorisé.

Si vous envisagez de construire avec du liant-papier, chaque fois que vous verrez de la publicité dans votre boîte aux lettres, ne râlez plus : vous avez là la matière première de votre prochaine maison !

Michel Bernard ■

Pour en savoir plus :

- en français : «Le liant-papier, comment construire une maison en papier» Ed. Las Encantadas, BP 217, 11300 Limoux, tél : 04 68 3151 11 (57,50 F franco de port pour 24 pages).
- en anglais : Earth Quarterly, Box 23, Radium Springs, NM 88054, USA, tél : 01 505 526 1853, site : www.papercretenews.com.

Bientôt sept milliards !

Nous étions 4 milliards sur Terre en 1975, 5 milliards en 1988, 6 milliards en 1999, nous serons 7 milliards en 2006 ! Malgré la baisse de la natalité dans le monde, la population continue à augmenter rapidement.

Nourriture contre violence

Comment combattre la violence à l'école ? Au Portugal, une méthode originale a été expérimentée avec succès. Dans un quartier défavorisé de Lisbonne, une étude a montré que de nombreux enfants venaient à l'école le ventre vide. L'école a alors organisé des repas complets pour ces enfants. Ce repas complet est souvent le seul digne de ce nom que les enfants prennent. Depuis la mise en place de ces repas, la violence dans l'établissement pilote a fortement diminué. Le Parlement portugais a demandé une généralisation de ces repas à toutes les écoles. (Féli-cité, printemps 2000)

Violence routière

Dans une exposition de la Maison de l'environnement du Rhône, on peut lire «la vipère tue huit personnes chaque année, la voiture huit mille, tout le monde a peur de la vipère, pas de la voiture, pourquoi ?». Dans une émission de France 3 («En direct de Dijon», jeudi 13 avril, le Pr Claude Got donne une explication : «quand le risque est familier, il est peu perçu. Une voiture, c'est un instrument familier, on l'utilise tous les jours» (...) «les accidents sont des catastrophes en miettes. Il y en a tous les jours. Donc ce n'est pas perçu de la même façon qu'un accident d'avion. C'est la familiarité qui fait écran».

Certaines solutions proposés par les adeptes de l'automobile sont totalement inefficaces (comme par exemple rouler les phares allumés

ou couper les arbres en bord de route). Les solutions réelles sont simples : faire des voitures qui roulent plus doucement, faire respecter les lois. 92 % des accidents ont pour cause une erreur humaine, 42 % les infrastructures routières, 26 % la voiture.

La vitesse est la principale responsable. A 200 km/h, même en ayant de bons réflexes (une seconde) on parcourt 56 m avant de freiner, 400 m avant de s'arrêter.

Le meilleur moyen d'éviter les accidents est d'apprendre les bons comportements. Pour cela, ce ne sont pas les trente heures d'auto-école qui vont effacer les dix-huit ans de modèle parental. C'est donc d'abord aux parents de bien se conduire devant leurs enfants. Enfin, au niveau politique, il serait souhaitable de développer des transports collectifs moins meurtriers : le train par exemple. (Correspondance Pierre Dubois)

Norvège dieu et la démocratie

La municipalité d'Oslo a autorisé en début d'année les muezzins à lancer leurs appels à la prière du haut des dix-huit minarets de la ville, et ceci cinq fois par jour, au nom de la liberté de croyance. La société païenne de Norvège a immédiatement demandé l'autorisation d'installer des hauts-parleurs dans la ville pour y lancer des messages du genre «Dieu n'existe pas» «enrichis-toi : crée ta propre religion». Démocrate jusqu'au bout, la municipalité envisagerait de les autoriser à le faire.

Sacs plastiques humanitaires ?

Certains commerçants diffusent des sacs plastiques portant la mention «An 2000 solidaire : avec votre commerçant, aidez l'enfance dans votre région. La diffusion de ce sac est un acte humanitaire». Les professionnels du plastique sont sans doute derrière cette belle arnaque qui a quand même été obligée d'indiquer en petit «ne pas jeter ce sac dans la nature» et «ne laissez pas les enfants jouer avec lui pour éviter tout risque d'étouffement». Et donc vous jeterez ce sac dans une poubelle, qui terminera à l'incinérateur où il se transformera en dioxine qui ira contaminer durablement les enfants que cette opération est censée aider. On peut réagir en laissant des messages sur le site de l'opération : www.causes-enfance.com.

ENFIN UN TRUC DE GAUCHE QUI MARCHE.



Travail précaire

Plus le chômage baisse, plus la précarité augmente... signe que les chiffres de l'emploi s'améliorent en quantité, pas en qualité. Pour réfléchir à ce que signifie la précarité en hausse, son rôle dans l'économie, son intérêt pour le patronat, ses conséquences pour les salariés, un collectif a vu le jour qui anime une revue «Tsunami». Tous les précaires peuvent participer à la réflexion : Tsunami, CTP, RP, BP98, 92225 Bagneux cedex.

Après les vacances

Selon une étude de l'INSEE, 40 % des Français n'ont pas pris de vacances depuis plus de deux ans. Pour les autres, 80 % les prennent dans l'hexagone. Ces chiffres sont en recul par rapport aux années précédentes, ce qui signifie plus de difficultés financières pour les

familles... contrairement aux chiffres optimistes de la croissance économique.

Internet

● **Aucune confidentialité.** Le logiciel Spector, vendu 350 F sur Internet, permet à n'importe qui d'espionner un autre internaute. Le logiciel photographie à un rythme choisi (toutes les secondes par exemple) l'écran de l'autre, un rythme suffisant pour intercepter par exemple votre numéro de carte de crédit.

● **Le commerce a gagné.** Norman Solomon, dans un article de la revue américaine Z magazine, de février 2000, dénombre le nombre de fois où la presse américaine a parlé «autoroute d'information» et de «commerce électronique» pour parler d'Internet. L'évolution est saisissante : en 1995, 4562 référence à l'information, 915 au commerce ; en 1996, respectivement 2370 et 1662, en 1997, 1314 et 2812, en 1998, 945 et 6403 ; en 1999, 842 et 20641. (source Nexus, été 2000)

Sauvons nos marchés



● **Bourg-en-Bresse (Ain) proteste.** Le 17 août, le conseil municipal, regrettant qu'aucune distinction ne soit faite dans la directive sur les marchés entre les producteurs commercialisant leurs produits sur des circuits courts et l'agro-industrie qui commercialise sur des circuits longs en temps et en distance, a voté une demande au gouvernement pour suspendre l'arrêté du 16 mai 1995 entré en application ce 16 mai et demander un arrêté spécifique aux circuits courts.

● **Fosses (Val d'Oise) proteste.** Le conseil municipal demande la suspension de l'arrêté du 16 mai 1995 et son remplacement par une incitation au commerce équitable. Il incite son syndicat intercommunal à privilégier les fournisseurs acceptant les règles du commerce équitable.

Mc DO

se la joue écolo!

Les campagnes contre la malbouffe portent leurs fruits. Aux USA, depuis quelques années, le nombre d'établissements est en baisse. Mais pas encore en Europe.

McDo est l'un des deux plus gros sponsors des jeux Olympiques de Sydney. Ces derniers sont présentés comme les premiers jeux «verts» car Greenpeace-Australie a supervisé une partie des travaux pour éviter l'emploi de bois tropicaux, favoriser les énergies renouvelables, économiser l'énergie, lutter contre les gaz à effet de serre, etc. McDo communique ainsi en disant se retrouver dans les trois idéaux des JO : le sport, la culture (?) et l'environnement. L'autre gros sponsor est Coca-Cola. Greenpeace, dans un rapport publié en avril a dénoncé le non-respect de la charte des JO par ces deux firmes qui utilisent sur place des systèmes de réfrigération fonctionnant au HFC, des molécules destructrices de la couche d'ozone (1). Rappelons qu'en 1996, à Atlanta, les athlètes avaient protesté contre les mauvaises prestations des mêmes deux marques.

McDo joue également sur la corde sensible des OGM. Alors que Coca-Cola refuse de ne plus utiliser de sucre d'origine transgénique, McDo a demandé à son principal fournisseur de pommes de terre aux USA, la firme J.R. Simplot, de ne plus cultiver la variété Newleaf de Monsanto (2).

Cette poudre aux yeux, digne d'une bonne communication, ne doit pas faire oublier les nombreuses raisons de dénoncer les néfastes-food dont McDo est la marque la plus voyante.

● Une bouffe homogène et sous-culturelle

Chez McDo, 30 millions de personnes dans le monde mangent la même chose, de la même façon : un hamburger servi par des employés surexploités. Le mangeur de hamburger devient une personne sans mémoire et sans histoire. Elle ne mange plus par désir ou par tradition, mais par un besoin impulsif ou imitatif. Elle devient aussi sans saison, car chez McDo, on mange toujours la même chose.

● Une bouffe dangereuse pour la santé

McDo offre une nourriture malsaine : trop riche en gras, sucre et sel et trop pauvre en fibres végétales et vitamines. Le Docteur Sydney Amott, expert pour McDo pendant le procès contre les opposants anglais, a reconnu qu'un tel régime peut être lié au cancer. Il

semble qu'un tel régime puisse aussi provoquer plus facilement maladies de peau, diabète, obésité...

Chaque année aux USA, on compte 80 millions de cas d'intoxication alimentaire dont 9000 sont mortels. La salmonellose, responsable de 500 à 1000 de ces morts provient de l'utilisation de fiente de poulet dans l'alimentation des bovins destinés aux hamburgers (3).

● Une exploitation cruelle des animaux

McDo est le premier utilisateur mondial de bœuf, et le deuxième pour le poulet. En France, McDo achète 600 000 tonnes de viande par an soit 6 millions de bêtes approximativement.

● Une exploitation préméditée des enfants

McDo dépense près de 12 milliards de francs par an en publicité, propagande et gadgets de promotion, presque tout à l'adresse des enfants. C'est le 10e annonceur publicitaire mondial.

Extrait du manuel des opérations chez McDo : *«Rappelez-vous que les enfants exercent une influence majeure quand il s'agit de choisir un resto ; cela veut dire qu'il vous faut tout faire pour susciter chez les enfants l'amour de Ronald (le clown effigie de la marque) et de Mac Donald's».*

● Une exploitation des employé-e-s

Sur près d'un million d'employés dans le monde, 300 000 ont moins de 18 ans. Les salaires sont les plus bas possible et les heures supplémentaires ne sont pas payées.

Equipes minimales et fortes pressions pour travailler toujours plus dur et plus vite. Conséquences, l'ancienneté moyenne des employés est de moins d'un an ! Il y a peu de licenciements car les employés s'usent vite et partent d'eux-mêmes.

A Lyon, 66 % de femmes chez les «équipers» et 81 % d'hommes chez les «managers». Le travail est surtout féminin et le pouvoir masculin. Plus de 80 % des emplois sont à temps partiel, temporaires, sous-payés et dévalorisés



pour jeunes femmes sans enfant (car plus flexibles).

● Une exploitation du tiers-monde

Au Brésil, 23 % des terres cultivées servent à l'exportation du bœuf. Au Guatemala, 90 % de la production de bœuf part aux USA.

En 40 ans, la population mondiale de bétail a augmenté de 100 %... alors que la population humaine a surtout augmenté au Sud, celle du bétail a surtout augmenté pour alimenter le Nord.

● Une exploitation de l'environnement

Les déchets d'emballage de tous les McDo du monde représentent à peu près un million de tonnes de déchets par année qui sont jetés après moins de cinq minutes d'utilisation.

Les exigences de McDo impliquent une agriculture très intensive et donc très chimique qui pollue et détruit les sols.

Les usines de production, hyper-centralisées — trois seulement prévues à terme pour toute l'Europe de l'Ouest — nécessitent une flotte importante de camions, avec toute la pollution que cela implique.

McDo en n'acceptant que certaines variétés de produits (quatre de pommes de terre sur plusieurs dizaines de milliers existantes) et de semences, provoque un appauvrissement de la biodiversité.

● Semaine anti-McDo

Pour dénoncer les méfaits de la néfaste-food, une semaine de contestation a lieu du 12 au 16 octobre chaque année. Les actions doivent être non-violentes. A chacun de faire jouer son imagination.

Francis Vergier ■

Silence diffuse un tract qui développe les arguments anti McDo. Prix franco de port : 1 ex : 5 F ; 10 ex : 20 F ; 50 ex : 35 F ; 100 ex : 50 F ; 250 ex : 100 F.

(1) Source : Greenpeace Magazine, été 2000.

(2) Source : Wall-Street journal, 28 avril 2000.

(3) Les sources des différents chiffres donnés dans ce texte sont disponibles sur le tract que nous diffusons.

auprès de SAT-amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris, tél : 01 47 97 87 05.

Espéranto

● **Dictionnaire.** Un dictionnaire comprenant les règles grammaticales de l'espéranto, 20 000 entrées en français et 9600 radicaux d'espéranto est disponible contre 150 F (+30 F de port)

Agriculture : vous avez dit «raisonnée»

Les produits de l'agriculture raisonnée sont en vente dans tous les grands magasins. Qui se cache derrière cette nouvelle appellation ?

Les mots ne sont jamais neutres. Ainsi de l'expression «agriculture raisonnée». Elle est aujourd'hui sur le devant de la scène et sa rapide promotion ne doit rien au hasard...

Elle intervient alors que le modèle agricole productiviste — celui sur lequel la FNSEA

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, fondait hier sa gloire — est interpellé de toutes parts compte tenu des impasses dans lesquelles il s'est enfoncé.

Impasses économiques générées par l'effondrement des cours et la perte d'image qui résulte des pratiques ayant conduit à la vache folle, au poulet à la dioxine, à la surconsommation d'antibiotiques... Impasses écologiques avec la pollution de l'eau, de l'air, des sols... Impasses sociales dues à l'endettement des agriculteurs et aux phénomènes de concentration qui les éliminent impitoyablement.

C'est dans ce contexte que l'on voit, depuis peu, cette nouvelle expression s'imposer : agriculture «raisonnée» !

Au pays de Descartes, avouons-le, le qualitatif est bien choisi. Et ceux qui l'on retenu n'ont rien laissé au hasard. Reconnaissons-leur une grande adresse ou, plus exactement, saluons le savoir-faire de la «boîte de com» aux services de laquelle ils ont eu recours.

Agriculture «raisonnée», cela ne sous-entend-il pas que les autres ne le sont pas ?

Les autres, c'est-à-dire la plus outrancièrement intensive dont on tient maintenant à se démarquer, mais aussi «l'agriculture durable», qu'il convient évidemment de marginaliser lors même qu'elle commence à se faire mieux connaître ; et, bien sûr, l'agriculture biologique que l'on rejette ainsi, subrepticement dans le domaine de l'obscurantisme, du passionnel, de l'élitisme.

Procès d'intention ? Que non. Derrière le réseau Farre, le «forum pour une agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement», savez-vous que se cachent l'UIPP, Union des industries de la protection des plantes, l'Ania, Association nationale professionnelle pour les engrais et les amendements, ou bien encore Novartis, Rhône-Poulenc, Sanders ? Rien d'étonnant donc si déjà quelques géants de la distribution comme Auchan et Casino se font les promoteurs zélés des produits issus du réseau Farre.

A chacun de nous de déjouer ces nouveaux pièges, dans lesquels il semble que soient déjà tombés certains responsables de l'Union fédérale des consommateurs !

Tout ce qui est raisonné n'est pas forcément raisonnable. Nul doute par exemple que la promotion des OGM par Monsanto ne soit finement «raisonnée».

Ne nous laissons pas abuser par les mots. Faire connaître la vérité, ne perdre aucune occasion de dire et redire qui se cache derrière ce nouveau concept est un devoir pour toutes les composantes du mouvement associatif. A nous de dénoncer la lumière trouble émise par ce drôle de «Farre».

Jean-Claude Pierre
Réseau Cohérence, Bretagne

Economiser l'eau dans la maison

La société Aqua-Techniques commercialise tout un ensemble de petits objets astucieux pour économiser l'eau dans la maison (et l'énergie lorsqu'il s'agit d'eau chaude) : une douchette permettant de pulvériser l'eau plus finement donne la même impression qu'une douche normale mais économise l'eau ; un économiseur pour robinet permet l'entrée d'air et d'économiser ainsi jusqu'à 50 % d'eau ; un stop douche permet à ceux qui n'ont pas de mélangeur de stopper l'eau à la base du flexible de douche sans perdre le réglage des deux robinets ; les éco-plaquettes pour WC permet de diminuer les quantités d'eau présentes dans les réservoirs (jusqu'à 20 m3 économisés par an). Les prix sont modiques et vite amortis. Aqua-Techniques, BP 77, 82202 Moissac cedex, tél : 05 63 04 45 67.

Ecoles alternatives

L'association Oiseau-Lyre a organisé un premier forum de l'éducation alternative le 4 mars dernier. Il a réuni les principaux courants présents en France et quelques observateurs extérieurs, devant un large public. Le compte-rendu de ce forum est disponible contre une enveloppe timbrée. Le deuxième forum est prévu pour mars 2001 à Ablon-sur-Seine. Oiseau-Lyre, 5, rue Pierre-Brosselette, 94480 Ablon-sur-Seine, tél : 01 45 97 96 96.

Journées mondiales végétariennes

Les journées mondiales végétariennes se déroulent dans de nombreux pays et depuis 1998 en France. Elles auront lieu le vendredi 6 et le samedi 7 octobre. Alliance Végétarienne se propose de recenser toutes les initiatives prises lors de ces journées : repas sans viande entre amis, manger individuellement sans viande, organiser un repas dégustation végétarien dans une rue, animer un débat sur les effets positifs du végétarisme, etc. D'ores et déjà, le samedi 7 octobre à partir de 14 h à l'Ageca (177, rue Charonne, 75011 Paris), se tiendra une exposition sur la gastronomie végétarienne traditionnelle de différents pays : cuisines méditerranéenne, indienne, plats du terroir, etc. Un buffet et une conférence cloront la journée. Alliance végétarienne, Beauregard, 85240 Saint-Hilaire-des-Loges, tél : 05 49 06 03 87.

La bio et ses emballages

De plus en plus de produits portant un logo AB sont présentés dans un emballage «tetra briq». Or cet emballage est multicouche. Il est constitué de 75 % de papier, de 5 % d'aluminium et de plusieurs couches intermédiaires de polyéthylène (20 %), un plastique. Mais bien sûr, tout ceci est écologique puisque la marque annonce qu'on peut ensuite fabriquer des matériaux de construction avec ces emballages perdus. Le hic c'est que d'une part la majorité de ces emballages se perd dans les déchets ménagers et que, deuxièmement, le matériau de construction présente les mêmes défauts que le produit d'origine : le mélange des genres en fait qu'il n'est ensuite que difficilement recyclable. Une écobilan réalisé par le Réseau Eco-consommation en Belgique dénonce le coût énergétique de cet emballage (plus élevé que le verre ou le plastique simple). Une étude allemande conclut de même. Il faut savoir que, même avec les inconvénients de poids que pose le verre, l'emballage verre réutilisable (avec consigne) donne de meilleurs résultats et ceci d'autant plus que le nombre de modèles de bouteilles est limité. Il va également de soi, que le verre est d'autant plus intéressant que le circuit de vente est court... ce qui est de moins en moins souvent le cas avec les grosses sociétés de la bio d'aujourd'hui. Nature & Progrès rappelle que le TetraPak n'est autorisé en bio qu'en cas de traitement UHT (note de la rédaction : modifier un produit par UHT serait donc bio ?) et que le meilleur emballage est celui que l'on peut recycler à volonté comme les gourdes, les paniers, les récipients hermétiques, etc. Nature & Progrès, 68, boulevard Gambetta, 30700 Uzès, tél : 04 66 03 23 40.



Belgique samedis de la bioconstruction

Nature & Progrès propose des samedis de formation sur la bioconstruction les 21 octobre, 25 novembre, 9 décembre, de 9h30 à 12h30. *Nature & Progrès*, 520 rue de Dave, 5100 Jambes.



Belgique
Solid'R

Terre, Les Petits Riens, De Bouche à Oreille, Tricoop, La Poudrière et Oxfam-Solidarités, six entreprises d'économie sociale, membres du réseau RESsources et actives dans la récupération du textile viennent de créer le label Solid'R. Celui-ci correspond à une charte éthique : transparence financière, travailleurs représentés en assemblée générale, travailleurs informés, consultés sur la politique de l'entreprise, écart de salaire limité à 4, pas de personne physique majoritaire dans le capital. Ces six entreprises collectent 7000 tonnes en Wallonie, 3000 à Bruxelles. Elles emploient 415 salariés dont 80 % peu qualifiés. *RESsources*, avenue Cardinal-Mercier, 53, 5000 Namur, tél : 081 71 15 81.

Morbihan les dix ans de Callune

La biocoop Callune, à Pontivy, fête ses dix ans du 12 au 14 octobre. Rencontres et débats avec des producteurs, présentation du réseau Biocoop, ateliers de cuisine bio, de compostage, de fabrication du pain, de nutrition... et repas. *Callune*, 21, rue du Caire, 56300 Pontivy, tél : 02 97 25 63 73.

Gard troupeau solidaire

Sylvain Dworcak disposait de landes communales pour faire paître son troupeau de brebis. Celles-ci avaient l'habitude de boire dans une ferme voisine... jusqu'ou jour où celle-ci, rachetée par un touriste américain, a été entièrement clôturée. Commence alors un scénario à la Manon des sources : un troupeau qui a le droit de brouter, mais plus de boire. Une solution serait d'aller sur des landes voisines de l'armée, mais celle-ci estime que les brebis travaillent pour l'ennemi. Pour éviter de rester seul avec ce problème, le berger vous propose de devenir copropriétaire de son troupeau (100 F pour adopter une brebis) et espère ainsi pouvoir négocier en force avec l'ONF, les communes, etc. *Muriel et Sylvain Dworcak*, Roquecourbe, route de Poulx, 30320 Marguerittes, tél : 06 19 97 54 83.

Isère Communauté de l'Arche

La Communauté de l'Arche de Saint-Antoine organise des sessions toute l'année. En voici une sélection : à la découverte de mon propre clown (la partie de nous qui prend du recul) (27 au 29 octobre), écoute et communication (27 au 29 octobre), gérer positivement nos conflits interpersonnels (16 au 18 février), faire face à l'agression (6 au 8 avril)... Programme complet : *Arche de Saint-Antoine*, 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye, tél : 04 76 36 45 52.

Isère Terre Vivante

Terre Vivante, centre écologique européen, propose différentes animations : «les techniques d'isolation dans l'habitat en rénovation (samedi 30 septembre), la journée de la pomme (dimanche 15 oct.), des visites guidées des installations en démonstration (compostage, énergies renouvelables, techniques bio, épuration des eaux, toilettes sèches, habitat sain...) les vendredis, samedis, dimanches et jours fériés jusqu'au 22 octobre. *Terre Vivante, Domaine du Raud*, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.

Lyon consommation éthique et responsable

La Maison de l'Ecologie de Lyon organise un cycle d'animations autour de la question «vers une consommation éthique et responsable». Une exposition sur ce sujet est visible à la Maison de l'Ecologie tout le mois d'octobre. Quatre conférences sont prévues : «vers la création d'un label social» (5 octobre à 20 h, avec Artisans du Monde), «concilier supermarché et écologie ?» (11 octobre à 20 h), «bricoler sans détruire la forêt» (9 novembre à 20 h, avec Agir Ici et Greenpeace), «présentation du

minimalisme» (22 novembre à 20 h, avec Gérard Bertolini, auteur d'un ouvrage sur le sujet). Tout se passe à *La Maison de l'Ecologie*, 4, rue Bodin, 69001 Lyon, tél : 04 78 27 29 82.

Drôme formation en agri bio

Le centre de formation permanente pour adultes du Valentin (près de Valence) propose une formation du 8 janvier au 2 juin 2001 «Conduite d'une exploitation en agriculture biologique». Stage modulaire et adaptable. *Régis Caron, CFPPA du Valentin, passage René-Berthoin*, 26500 Bourg-lès-Valence, tél : 04 75 83 90 76.

Salons, fêtes, foires

- **Drôme : foire de Montfroc**. 30 septembre et 1er octobre. 17e édition. Sur la route entre Sisteron et Buis-les-Baronnies. Très nombreux stands. *Foire bio*, André Bucher, 26560 Montfroc, tél : 04 92 62 01 55.
- **Jura : marché d'à côté**. 1er octobre. Dans le cadre du festival de musique Azimut, 3e édition d'un marché bio, à La Pesse, sur la place du village. *Marché d'à côté*, Le village, 39370 La Pesse, tél : 03 84 45 60 66.
- **Belgique : Aubépine**. 30 septembre et 1er octobre. 18e édition. Hall polyvalent de Arlon. 70 exposants. Thème : alimentation, source de vie. *Nature et Progrès*, 520, rue de Dave, B 5100 Jambes, tél : 32 81 30 36 90.
- **Paris : Santé autrement**. 5 au 9 octobre. 12e édition. Espace Auteuil (16e). 170 exposants. Thème : soyez zen ! *SPAS*, 86, rue de Lille, 75007 Paris, tél : 01 45 56 09 09.
- **Corrèze : foire bio de Brive**. 8 octobre. 50 exposants. Grande Halle. *GABLM*, 64/66 rue Paul-Claudet, 87000 Limoges, tél : 05 55 31 80 35.
- **Vendée : marché bio**. 8 octobre. 6e édition. Espace Bel-air à Fontenay-le-Comte. 35 exposants. *GAB 85*, La Rochette, 85140 Saint-Martin-des-Noyers, tél : 02 51 07 86 31.
- **Aisne : Habitat sain et mieux-vivre**. 14 et 15 octobre. Château-Thierry, place de l'Hôtel-de-Ville. Ecoconstruction, économies d'énergie, énergies renouvelables, OGM, bois, etc. *Vie et Paysages*, BP 128, 02400 Château-Thierry, tél : 03 23 96 03 22.
- **Ille-et-Vilaine : Ille et Bio**. 14 et 15 octobre. 9e édition. Espace Galatée à Guichen. 110 exposants. *Association Culture Bio*, Crotigné, 35580 Guichen, tél : 02 99 57 38 11.
- **Orne : Nature en fête**. 14 et 15 octobre. 1ère édition. Salle des fêtes d'Argentan. 30 exposants. *Association Faune et Flore de l'Orne*, 16, rue Etoupeée, 61000 Alençon, tél : 02 33 26 26 62.
- **Tarn-et-Garonne : foire bio**. 15 octobre. 7e édition. Halle Arnaud-Ligou à Montauban. 100 exposants. *Echo-synergie*, Capelle, 82290 Albeville-Lagarde, tél : 05 63 67 43 73.
- **Val-d'Oise : Couleurs et saveurs d'automne**. 21 et 22 octobre. 8e édition. Eaubonne, hôtel de Mézières (face à la poste). Conférence de Jean-Marie Pelt sur l'alimentation et la santé. Légumes anciens, plats cuisinés. *Eaubonne-Associations*, BP 35, 95602 Eaubonne, cedex, tél : 01 39 59 59 29.
- **Meurthe-et-Moselle : foire bio européenne**. 21 et 22 octobre. 5e édition. 21 et 22 octobre. Salle des sports de Gorcy. 90 exposants de France, Belgique et Luxembourg. 8 conférences sur le thème de «la lutte pour le respect de la vie». *Mieux-Vivre*, 56, rue Jeanne-d'Arc, 54730 Gorcy, tél : 03 82 26 83 19.
- **Rhône : La Germinoise**. 21 et 22 octobre. 10e édition. Salle polyvalente de Saint-Germain-au-Mont-d'Or. 60 exposants. 6 conférences. *Comité des fêtes*, 3, rue de la Combe, 69650 Saint-Germain-au-Mont-d'Or, tél : 04 78 91 35 36.
- **Corse : Festiventu**. 21 au 29 octobre. 9e édition. Calvi. Une semaine de spectacles, d'art, de sport, d'énergies liées au vent. *Amis du Festival du vent*, 22, rue Douai, 75009 Paris, tél : 01 53 20 93 00.
- **Toulouse : fête de la citrouille**. 28 octobre. 3e édition. Place du Capitole. 80 exposants, moitié bio, moitié artistes et associations. *L'espargette*, GDAB, Le Château, 31150 Brugières, tél : 05 61 82 36 75.
- **Marseille : Artémisia**. 28 au 30 octobre. 2e édition. Centre des congrès, parc Chanot. 200 exposants (50 % bio, 20 % associations), 60 conférences, 25 ateliers, une exposition. *Via Cerato*, 65, square Cantini, 13006 Marseille, tél : 04 91 78 42 27.

Le coût des sommets

Le dernier sommet du G8 au Japon n'a débouché que sur des déclarations de principe. Rien de concret en particulier sur la réduction de la dette du tiers-monde, malgré la mobilisation de très nombreuses ONG. Une seule certitude, ce sommet, hyper sécurisé a coûté plus de 5 milliards de francs.

Thaïlande non-violence face au barrage

Le barrage de Pak Mun, financé à hauteur de 175 milliards de francs par la Banque mondiale, a été construit à l'Est du pays entre 1989 et 1994. Pour assurer les ressources en poisson des populations locales, une «échelle à poissons» a été prévue... qui s'est avérée infranchissable. Environ 20 000 personnes ont dû quitter les lieux lors de la mise en eau. Si les deux-tiers sont allés s'entasser dans les bidonvilles, principalement à Bangkok, 6000 personnes ont

choisi de rester sur place. En 1995 est fondée l'Assemblée des Pauvres qui va lancer un appel international. Avec le soutien de Terre des Hommes en France et d'autres ONG dans d'autres pays, les villageois décident de s'organiser sur place pour résister. Le 23 mars 1999, ils ont envahi un terrain en aval du barrage appartenant à la compagnie d'électricité, y installant très rapidement un village baptisé Mae Mun Man Yuen («Libérez la rivière»). La constitution de ce village a été l'occasion de la mise en pratique de la non-violence : chaque matin, une assemblée générale débat de l'actualité et pour la première fois, les femmes y jouent un rôle moteur. Des représentants d'associations siègent sur place pour assurer la communication à l'extérieur. Le camp dure maintenant depuis plus d'un an et le gouvernement semble décidé à laisser faire. (source : *Peuples Solidaires*, mai 2000)

Toilettes du monde

Les technologies des toilettes sèches (fonctionnant sans eau) sont souvent trop ardues pour qu'un artisan puisse les réaliser lui-même. C'est pourquoi l'association *Toilettes du monde* a vu le jour avec comme objectif de s'inspirer des savoirs du Sud en matière de toilettes sèches. Elle propose ainsi des modèles de toilettes autoconstructibles localement avec comme grands principes la séparation des urines des matières fécales et une bonne ventilation assurant le confort de l'utilisateur. Elle propose ses modèles de toilettes ici pour les espaces publics isolés (refuges, parkings, etc.) et dans le Sud quand l'eau est rare. *Toilettes du monde*, tél : 04 75 27 71 70.



Elle propose ainsi des modèles de toilettes autoconstructibles localement avec comme grands principes la séparation des urines des matières fécales et une bonne ventilation assurant le confort de l'utilisateur. Elle propose ses modèles de toilettes ici pour les espaces publics isolés (refuges, parkings, etc.) et dans le Sud quand l'eau est rare. *Toilettes du monde*, tél : 04 75 27 71 70.

Burkina lutte contre le Sida et photopies

La religieuse française Madeleine Père a fondé un centre d'hébergement et de prévention du Sida à Gaoua, au Burkina Faso, près de la frontière avec le Ghana et de la Côte d'Ivoire. Ce centre mène des campagnes de prévention et d'éducation et aide des jeunes filles à poursuivre leurs études. 24 lycéennes y sont actuellement logées. Un des problèmes rencontrés est le coût de l'électricité fournie à l'origine par une centrale thermique au fuel. Grâce à un jumelage avec le Lycée de Fontenay-le-Comte et le soutien de l'association multi-énergies renouvelables de Charente-Maritime (MER 17), une solution photovoltaïque a été mise en place avec l'utilisation d'ampoules économiques. L'objectif de ce centre étant d'atteindre la centaine de lycéennes, un appel financier est en cours pour permettre l'agrandissement des lieux. *MER 17*, 12, rue de la Mauratière, 17300 Rochefort, tél : 05 46 99 18 38.



Aung San Suu Kyi

Birmanie difficile opposition

Le 24 août, une dizaine de personnes, dont Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix, étaient bloquées dans leurs voitures, à une trentaine de kilomètres de Rangoon, alors qu'elles devaient se rendre à une réunion du LND, le principal parti d'opposition, en province. Elles sont restées bloquées ainsi jusqu'au 2 septembre, date à laquelle, les militaires les ont ramenées de force dans la capitale où elles sont, de nouveau, assignées «à résidence». La junte au pouvoir les accuse d'activités terroristes. Par contre les grandes firmes comme Total qui use du «travail forcé» sur ses installations ne sont pas accusées de terrorisme.

Aide à un drôle de pays du Sud

Savez-vous quel est le pays du Sud qui touche le plus d'aide par habitant de la part de la France ? Pas moins d'un milliard de francs

pour seulement 30 000 habitants soit 33 000 F par an et par habitant ? Pays d'assistés sans aucun doute. Selon un rapport publié par le G7 concernant la criminalité financière, ce pays est Monaco où les milliardaires qui y habitent trouvent encore le moyen de pomper de l'argent à l'Etat français. (*Billets d'Afrique*, juillet 2000)

Journées mondiales de l'alimentation

Le comité français pour la solidarité internationale, CFSI, organise le 16 octobre prochain la journée mondiale de l'alimentation. Thème de l'année : *une alimentation saine et suffisante est un droit*. Des initiatives sont prévues dans les villes suivantes : Aurillac, Besançon, Bordeaux, Grande-Synthe, Lyon, Nogent-sur-Seine, Paris, Saint-Brieuc, Toulouse... De nombreux «repas du monde» seront présentés autour de tables-rondes, le but étant essentiellement de faire débattre le public sur les questions d'alimentation. *CFSI*, 32, rue Le Pelletier, 75009 Paris, tél : 01 44 83 88 50.



Journée Mondiale de l'Alimentation
débats, expositions, animations... le 16 octobre 2000
& dégustations : 14/15 octobre 2000

Genève marche de l'espoir

Terre des Hommes Suisse organise le dimanche 8 octobre de 11 h à 17 h sur le quai du Mont-Blanc, à Genève, une marche de l'espoir en faveur des enfants défavorisés d'Amérique Latine. Les classes scolaires sont invitées à y participer. *Terre des Hommes*, chemin Frank-Thomas, 31, CH 1208 Genève, tél : 022 736 36 36.

Animer un média différent

Après les nombreuses réponses reçues pour l'enquête «qui sont les écologistes ?» (1), nous espérons pouvoir renouveler ce même travail sur le thème de l'imaginaire des

raines de la naissance de la presse alternative des années 70. C'est en effet, après mai 1968 que naissent un très grand nombre de titres alternatifs, nés dans les mouvances gauchistes,

Alors que nous préparons la publication d'une liste de la presse différente que nous connaissons, nous avons eu l'idée d'adresser un questionnaire à ces revues portant sur la revue elle-même et sur l'imaginaire de ses animateurs.

animateurs-trices d'un média différent. Un questionnaire avait donc été élaboré en deux directions : d'un côté, le fonctionnement de la revue, de l'autre, l'imaginaire des personnes qui la font. Ce questionnaire a été envoyé à environ 500 revues. Les réponses n'ont malheureusement pas été suffisamment nombreuses pour pouvoir faire beaucoup d'analyses : 73 ont répondu à la partie «revue», 54 à la partie «animateurs» (2).

Charlie-Hebdo nous a desservi en dénonçant nos méthodes policières (en ne signalant pas que le questionnaire respectait l'anonymat !). On peut penser que cela a été un frein pour le retour des réponses. Mais il est aussi possible que de nombreuses personnes n'aient pas vu l'intérêt d'une telle enquête. Malgré le nombre des réponses que nous jugeons insuffisant pour une étude approfondie, nous développerons ici les quelques enseignements que nous pouvons tirer de ces retours, en espérant que cela permette de relancer le processus pour une étude ultérieure plus complète.

Diversification de la presse alternative

Des 73 revues qui ont répondu, les plus anciennes sont *La Grande relève vers l'économie distributive* née en 1934, *Combat-Nature* (1971), *Vers un développement solidaire* (1972), *Alternatives non-violentes* (1973). Ces trois dernières revues sont contempo-

anarchistes préexistantes, ou non-violente et écologiste, en voie d'apparition. Ces revues présentent un mélange d'écologie, d'anti-autoritarisme, d'autogestion et de soutien aux tentatives de réalisations concrètes (vision d'une nécessité de l'expérimentation pour asseoir un discours).

Au total, nous avons donc :

- 1 revue née avant 1970,
- 13 dans les années 70,
- 17 dans les années 80,
- 44 dans les années 90.

Cette augmentation dans le temps est à pondérer : les plus récentes ont plus de chances d'avoir résisté aux épreuves du temps. Toutefois, ce nombre en hausse traduit aussi la vitalité d'un milieu fortement aidé par la montée en puissance de l'informatique (3). Les ordinateurs à bas prix associés aux photocopieuses sont un moyen de lancer une revue à petit tirage avec de faibles moyens. Cette informatisation est quasi générale : 70 des 73 titres indiquent posséder un ordinateur.

Il faut avoir conscience que lancer un titre aujourd'hui est beaucoup moins risqué financièrement que dans les années 70. Ceci explique sans doute l'explosion du nombre de titres aujourd'hui dans les différents secteurs de la mouvance alternative.

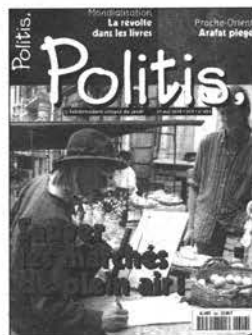
Nous avons la répartition suivante :

- 1 revue hebdomadaire (*Politis*)
- 17 mensuelles,
- 13 bimestrielles,
- 27 trimestrielles,
- 2 semestrielles,
- 3 annuelles,
- 9 «irrégulières».

L'«irrégularité» ne semble donc par un critère de l'alternative. La plupart de ces titres sont diffusés sur abonnement ou dans des lieux alternatifs. Seuls les plus gros tirages sont en kiosque. Cependant, grâce à cette distribution parallèle, on peut penser que la somme des personnes touchées par ces revues n'est pas négligeable. Il serait intéressant d'avoir une approche plus générale pour chiffrer exactement le pourcentage de la population ainsi touché.

Des budgets très variés

Le tirage des revues va des 25 exemplaires de *La lettre de Hiti Tau* aux 130 000 exemplaires d'*Alternatives économiques*.



(1) Voir *Silence* de janvier 1999.
 (2) Pour une étude correcte, il aurait fallu au minimum 100 revues et 200 personnes.
 (3) Cette montée est aussi visible dans les revues que nous connaissons : 200 en 1996, 300 en 1998, 500 en 2000.

Sur 73 réponses,

- 3 tirent à moins de 100 ex,
- 29 entre 100 et 500,
- 10 entre 600 et 1000,
- 15 entre 1000 et 2000,
- 4 entre 2000 et 3000,
- 8 entre 3000 et 10 000,
- 3 à plus de 10 000,
- 1 à plus de 100 000.

Si pour cette dernière, le budget annuel atteint 28 millions de francs, certains indiquent des sommes très minimales (quelques centaines de francs).

Sur 73 revues, 47 n'ont pas de salarié. Pour les 26 qui restent, cela va d'un temps partiel aux 31 d'*Alternatives économiques*.

Cette présence de salariés dans une revue sur trois peut être la volonté de faire un périodique sur la durée. Dans les questionnaires, les réponses à ce sujet ne sont pas toujours précises.

Ce choix du salariat montre également que le concept d'«alternatives» ne signifie pas forcément une méfiance des rapports avec l'argent, avec les contraintes administratives. Ce qui semble le plus important, c'est le message que l'on essaie de faire passer, le salariat (et donc un budget important) étant alors un moyen d'atteindre un objectif.

Si toutes les revues revendiquent l'autonomie financière totale, les réactions divergent sur la question des partenaires financiers éventuels : certains n'en veulent pas, d'autres bénéficient d'aides d'associations, d'autres enfin ont des aides institutionnelles (ministères de l'agriculture, de la coopération, centre national du livre...). Certaines aimeraient en avoir mais n'en ont pas. D'autres ont développé des structures originales comme *Alternatives économiques* qui est animée par une SCOP, société coopérative ouvrière de production, dont le capital appartient aux salariés et aux anciens salariés.

La publicité comme ressource est très peu développée, parfois par refus, parfois simplement par tirage trop petit pour en trouver. Si toutes ces revues se reconnaissent dans la notion d'alternatives, le point du financement montre que les possibilités et les attitudes sont multiples.

Quelles ouvertures ?

19 revues indiquent ne faire que leur seule revue. Les autres ont diverses autres activités :

- édition de livres,
- organisation de manifestations diverses,
- participation à des expériences concrètes (squats, lieu culturel, etc.),
- réunions avec les lecteurs, les lectrices,
- émissions de radio,
- campagnes militantes, etc.

L'intérêt pour les autres revues est assez étonnant : 31 revues n'ont pas répondu à la ques-



tion ou signalent n'avoir aucun lien particulier. Pour les autres, on signale

- les classiques «échanges de presse»,
- les reprises d'infos, d'articles, de dessins, de photos,
- des relations politiques affinitaires,
- la participation à des campagnes ou des rencontres communes, etc.

Ce manque relatif d'intérêt pour les autres revues est peut-être aussi une explication du faible retour du questionnaire.

Les faiseurs d'images alternatives

Le questionnaire sur l'imaginaire des animateurs et animatrices était plus consistant. Mais avec seulement 54 réponses, les bilans possibles sont limités. Sur l'âge :

- 13 ont moins de 30 ans,
- 10 entre 31 et 40 ans,
- 10 entre 41 et 50 ans,
- 12 entre 51 et 60 ans,
- 3 entre 61 et 70 ans,
- 4 plus de 70 ans,

et deux n'ont pas répondu.

Seules 8 femmes ont répondu, ce qui est très faible (15 %) ! Les études sur le lectorat militant donnent souvent une faible proportion de femmes mais pas à un niveau aussi faible. Y aurait-il donc encore moins de femmes qui écrivent que de femmes qui lisent ?

L'échantillon est trop petit pour en tirer des conclusions définitives.

Les objectifs d'une revue alternative sont divers :

- parler de choses dont peu d'autres parlent,
- faire un lien entre personnes autour d'idées communes,
- favoriser le débat au-delà des clivages,
- favoriser des pratiques démocratiques,
- faire la promotion d'alternatives,
- réfléchir à l'avenir, à l'utopie,
- favoriser la mise en place de réseaux,
- confronter discours conventionnels et discours alternatifs,
- démonter les manipulations des médias institutionnels,
- proposer des solutions,
- donner la parole aux plus radicaux,
- favoriser la mise à jour de la réflexion politique,
- être le poil à gratter local,

- faire connaître les expériences des autres régions, des autres pays,
- diffuser des informations positives,
- faire remonter le back-ground spirituel des informations concrètes,
- avoir une approche pirate,
- faire participer les lecteurs,
- déborder le discours sur les questions d'actualité,
- aborder des sujets sans restriction,
- favoriser l'autonomie, l'autogestion, le dialogue, les infos, le foutoir, les extrémistes, etc.,
- éviter la hiérarchie, l'esprit de chapelle, le discours économique, etc.

Dans le questionnaire, nous n'avons pas pris en compte la zone de diffusion des revues (locales ou non) ce qui peut avoir un impact important sur les buts de la revue.

Les motivations pour participer à une revue sont également multiples :

- le monde tel qu'il est ne me plaît pas,
- par curiosité intellectuelle,
- par souci de diffusion d'autres idées,
- pour lutter contre la désinformation,
- par intérêt pour un domaine précis de l'alternative : écologie, environnement, spiritualité, médecine naturelle, agri bio, énergies renouvelables, etc.
- par souci des plus pauvres, des exclus, des idées, des passions, etc.
- par antinationalisme, antimilitarisme, convictions libertaires, écologistes, engagements politique et citoyen, etc.
- pour disposer d'un lieu en dehors des structures traditionnelles, institutionnelles, dominantes, etc.

Certains indiquent faire la revue seul, sur un sujet unique, parce que directement motivé par ce sujet. Un point commun à tous est le refus du conformisme.

Ces rédacteurs, rédactrices, lisent généralement beaucoup. Sur 80 titres cités, *Le Monde diplomatique* et *Charlie-Hebdo* arrivent en tête. *Silence* est souvent cité, mais il est difficile d'estimer la réalité de ce retour. Si les revues disent ne pas avoir beaucoup de relations avec les autres, leurs animateurs-trices lisent beaucoup, une personne estimant même en lire plus d'une centaine.

Concernant l'avenir de la presse alternative, à l'opposé de certains observateurs extérieurs, la plupart la sentent très vivante, en plein essor, mais souvent avec des titres trop repliés sur eux-mêmes et donc avec un manque de dynamisme collectif. Cette presse qu'une personne qualifie de «riche, diversifiée, déterminée et sincère» a toutefois du mal à dépasser ses propres débats, à s'ouvrir sur de nouveaux sujets, à dialoguer entre titres. Plusieurs personnes soulignent la difficulté de développer



un mode de pensée différent face à l'influence des milieux politiques et sociaux dans lesquels nous évoluons. Conditionnés par des choix initiaux, certains avouent ne pas arriver à se remettre en cause.

Pour développer de nouvelles alternatives, faire progresser la réflexion, il faudrait améliorer les échanges entre revues, mouvements, personnes. Il faudrait trouver des lieux de rencontres, des possibilités de tisser des liens.

Cette tentative de travail sur la presse alternative, aussi limitée qu'elle soit, permet néanmoins d'ouvrir de nombreuses pistes de recherches. Acteurs de cette presse, nous devrions être capable de partager avec d'autres revues un approfondissement d'une telle enquête et d'être ensuite capable de mettre en commun nos résultats, éventuellement lors d'une rencontre. Pour cela, nous sommes ouverts à toute proposition pour une poursuite de ce travail (4).

Mimmo Pucciarelli ■

(4) Lors du lancement de l'enquête quelques revues comme *Alternative Libertaire* (Bruxelles), *Le Journal* (Annecy) nous avaient fait part de leur intérêt pour un tel travail. Nous espérons que d'autres voudront se joindre à nous.

Et Silence ?

Le projet de *Silence* est résumé sur les bandes qui entourent les numéros des abonnés :

«*Ecologie* : les relations des personnes avec la nature (environnement) et avec les autres (social) nous semblent une bonne base politique.

«*Non-violence* : le rejet de la violence... mais sans passivité, nous semble une bonne méthode.

«*Alternatives* : la mise en pratique, à notre niveau, d'une part de nos idées nous semble indispensable pour être crédible.

Nous offrons un lien entre ceux et celles qui pensent aujourd'hui qu'il est possible de vivre autrement sans accepter ce qu'on nous présente comme une fatalité».

Silence n'applique aucun copyright sur ses textes estimant que l'important est de faire circuler l'information et non de la vendre.

La revue tire aujourd'hui à plus de 5500 exemplaires pour un budget d'environ 1 million de francs (nous publions nos comptes dans chaque numéro d'été).

Les articles sont écrits par des bénévoles coordonnés par un salarié. Les dessinateurs sont indemnisés pour leurs frais. L'expédition du journal est également faite par des bénévoles, coordonnée par un salarié qui gère les fichiers et la gestion, et par une salariée qui prépare le routage (tri pour la poste). Cette dernière travaille également à la documentation. Il y a d'autres activités salariées, mais en extérieur : la maquette et l'imprimerie.

L'ensemble est géré par une association animée par une douzaine de bénévoles régulièrement actifs. Enfin, environ une centaine de personnes sont co-propriétaires des locaux où cohabitent neuf associations.

ILLIE & BIO

A 20 km au sud de Rennes (35)

POUR
UNE AGRICULTURE
BIOLOGIQUE
UNE
ALIMENTATION
SAINE
UN
JARDINAGE
ÉCOLOGIQUE
UN HABITAT SAIN
ET DES ÉNERGIES
RENOUVELABLES



14 et 15 OCTOBRE
2000

GUICHEN SAMEDI : 14h à 19h
DIMANCHE : 10h à 19h
ANIMAUX ET DÉMONSTRATIONS DE MATÉRIELS •
CONFÉRENCES • DÉBATS • ANIMATIONS POUR LES ENFANTS
STANDS • RESTAURATION • HALTE GARDERIE •



- CULTURE BIO - CROTIÈRE 35580 GUICHEN

Le 21 et 22 octobre 2000, à la salle polyvalente de Saint-Germain-au-Mont-d'Or, se déroulera la dixième foire éco-biologique des Monts d'Or

La Germinoise 2000

Foire-Exposition. Restauration. Conférences. de 10H à 19H. Entrée : 10F

SAMEDI 21 OCTOBRE

14H : La Macdonalisation.

PAUL ARIES, *politologue, chercheur associé au BERIEP de Lyon*

16H : OIKOS. L'écologie de l'habitat.

11H : Les pollutions électromagnétiques liées à l'utilisation des portables.

PATRICE KRINS, *Ingénieur spécialisé en haute fréquences*

Dimanche 22 Octobre

14H : La santé se prépare en cuisine.

CHRISTINE BOURGUOIN, *naturopathe*

16H : La réflexion plantaire ou pods réflexologies.

M.J. MOLLION, *podologue, posturologue, réflexologue*



«BÉBÉS ÉCOLOS»

Une vraie alternative
au gaspillage et à la pollution

couches en coton lavables
et réutilisables
avec attaches velcro

Demandez notre brochure contre 3 F en timbre.

«BÉBÉ ÉCOLOS»

B.P. 11

34380 ST MARTIN DE LONDRES

Tél. et Fax : 04.67.55.08.78

Suzana Chronique d'une vie sans papiers

interview

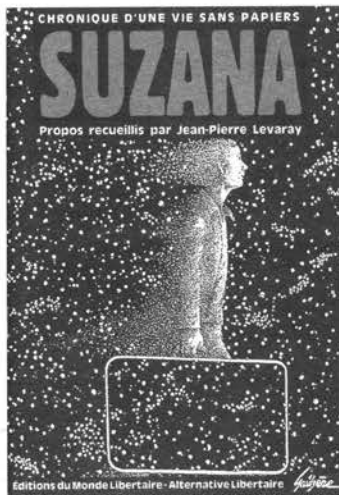
de Jean-Pierre Levaray

Ed. Monde Libertaire /

Alternative Libertaire

2000 - 48 p. - 20 FF ou 100 FB

Suzana vient faire ses études en France. Obligée de travailler pour les payer, elle rate ses examens. Mère célibataire, elle se retrouve peu à peu exclue et finalement sans papiers. Commence la galère des centres d'accueil. Une modification de la loi lui permettra de refaire surface. Un récit poignant sur les conditions de vie des exilés au pays des droits des l'Homme. FV.



Carnet de route d'un jeune iconoclaste

de Marc Jutier Lafrenière
Ed. du Fraysse (Lot-et-Garonne)
1999 - 192 p. - 39 F

Pour être iconoclaste, ça l'est ! Prenez un ordinateur, ouvrez des documents selon toutes les idées qui vous passent par la tête. Puis notez-y des références, des fiches de lectures, des adresses ou vos sentiments personnels, une pointe d'humour... Imprimez le tout, c'est «brut de décoffrage» comme l'indique le sous-titre. L'auteur qui mili-

te au mouvement écologiste indépendant, a commencé à refaire le monde. FV.



J'y suis, j'y reste

de Mogniss H. Abdallah
et le Réseau No Pasaran
Ed. Réflex,
2000 - 160 p. - 45 F

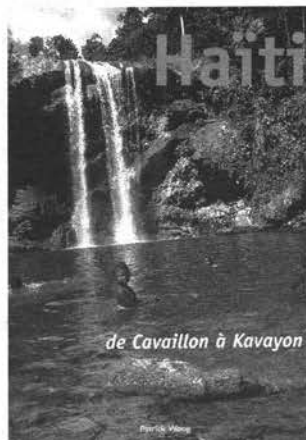
Un petit livre sur l'histoire des luttes liées à l'immigration des années soixante à nos jours : contre les expulsions, les logements insalubres, les crimes racistes, les marches pour l'égalité, les luttes contre la loi Pasqua, la double-peine, le mouvement des sans-papiers ici et en Europe. L'auteur est le producteur du film «Douce France : la ballade des sans-papiers» et l'animateur de l'agence de presse Im'Média. Le dernier chapitre présente les débats qui agitent aujourd'hui les animateurs de ces mouvements et la nécessité de recommencer sans cesse la lutte, gouvernement de gauche après gouvernement de droite. Le pays des droits de l'homme devrait relire l'article 13 : «Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays». FV.

Haïti, de Cavayon à Kavayon

de Patrick Woog
Cavayon-Kavayon, BP40,
84301 Cavayon cedex
1999 - 128 p. - 149 F.

L'auteur, autodidacte, milite au sein d'une association de solidarité entre Cavayon (France) et Kavayon (Haïti). Excellent photographe, il présente dans ce superbe livre autoédité ses impressions de voyage dans la Cavayon d'Haïti. Un excellent moyen de

découvrir ce pays, qui bien que pauvre économiquement, est d'une grande richesse sociale. Chaleureux sans paternalisme, pédagogique, et signe de succès, diffusé sur place dans les écoles haïtiennes. A lire et à offrir. MB.



Georges et Louise

de Michel Ragon
Ed. Albin Michel
2000 - 230 p. - 98 F

Sous forme romancée, l'auteur nous avait déjà présenté deux périodes de l'histoire : la fin de l'Empire et la Commune avec *Un si bel espoir* et le déclin de l'anarchisme après 1914 à travers *La mémoire des vaincus*. Dans cet ouvrage, dans un style plaisant, mais non romancé, Michel Ragon traite de la période intermédiaire à travers une liaison particulière : les relations entre Louise Michel et Georges Clemenceau. Ce dernier, très longtemps leader de l'extrême-gauche est un jeune maire au moment de la Commune et il rencontre dans son quartier Louise Michel, jeune institutrice. Une amitié naîtra entre celui que la politique mangera et la militante anarchiste qui prônera toujours la révolution. Même si cela se lit fort agréablement, l'ouvrage n'a pas le même charme que les deux romans précédents. MB.

MICHEL
RAGON
GEORGES
&
LOUISE

■ Albin Michel

Nous avons également reçu

● **Lexique des compléments alimentaires** de Jean-Marc Darguère, éd. Dangles, 2000, 312 p. 125 F. Comme son nom l'indique : de l'absinthe au zinc, et à l'inverse à partir des maladies, les compléments sur lesquels se pencher (parce qu'on en mange alors trop ou pas assez). Très complet.

● **L'insurrection paysanne de Tambov** de Jean-Louis Regemorter, éd. Ressouvenances, 2000, 210 p. 120 F. A partir de 1861, des révoltes paysannes éclatent en Russie. En 1917, la révolution bolchevique combattra finalement ces révoltes paysannes pour mettre en place une dictature. Traduction de recherches historiques sur ces révoltes à l'ouest de Moscou.

● **La vache folle parle...** de Jacques Vallet, éd. Ateliers du Tayrac (BP1, 12230 Saint-Jean-du-Bruel), 2000, 24 p. 40 F. En 300 alexandrins, comment la vache signe de prospérité, à coup de farines animales et d'élevage intensif, devient folle et mourut d'encéphalite spongiforme. Extraordinaire poème.

● **Véronika Soling**, Christophe Lacampagne, éd. Sol'air, 1999, 110 p. 70 F. Suite de l'*Appartement du livre*. Toujours de la poésie, avec des textes minimalistes.

● **La percée**, Jean Bernier, éd. Agone, 2000, 214 p. 88 F. Réédition d'un livre paru en 1920. Récit d'un survivant des tranchées qui crie son horreur de la guerre.

● **La santé retrouvée**, Marc Josifoff, éd. Grancher, 2000, 190 p. 95 F. Livre de présentation de ce qu'est la naturopathie, médecine qui s'appuie sur l'hygiène, la nutrition, la respiration, les cures, etc. Tout le contraire de la grosse cavalerie médicamenteuse. Lié malheureusement à un procédé commercialisé de cure.

● **Transgénique : le temps des manipulations**, sous la direction de Paul Lannoye, éd. Frison-Roche, 1998, 156 p. En mars 1998, un colloque est organisé au Parlement européen sous l'impulsion du groupe Vert. D'intéressantes contributions sur l'état des connaissances et sur les risques potentiels des biotechnologies.

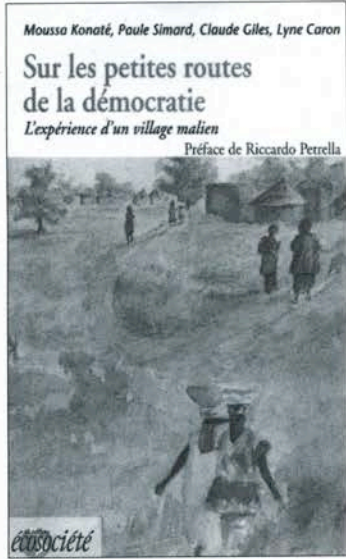
● **Trisomie 21, transmission et intégration, pour quelle éthique**, Collectif, éd. Chronique Sociale, 2000, 224 p. 120 F. A propos des handicapés trisomiques, le respect de la différence s'affronte avec la montée de l'intolérance et un certain eugénisme. Les progrès des moyens d'accompagnement permettent aujourd'hui aux trisomiques de développer des capacités jusqu'alors insoupçonnées. Il existe peu de réflexions sur le sujet. Un travail qu'espèrent faire les auteurs ici, parents et psychologues.

● **Les villes géantes à l'ère de la mondialisation**, Nathalie Robatel, éd. Documentation française, 2000, 80 p. 45 F. Recueil d'une vingtaine d'articles sur le rôle des mégapoles dans le futur.

● **Aurochs, le retour de la supercherie nazie**, Piotr Daszkiewicz, Jean Aikhenbaum, éd. HSTES, 1999, 160 p. 80 F. Polémique sur la commercialisation de faux-aurochs en France. Selon les auteurs, reprise d'un mythe nazi.

Sur les petites routes de la démocratie

de Moussa Konaté, Paule Simard, Claude Gilles, Lyne Caron
Ed. Ecosociété (Québec)
2000 - 162 p. - 100 F



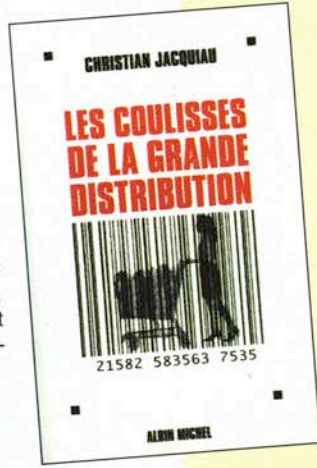
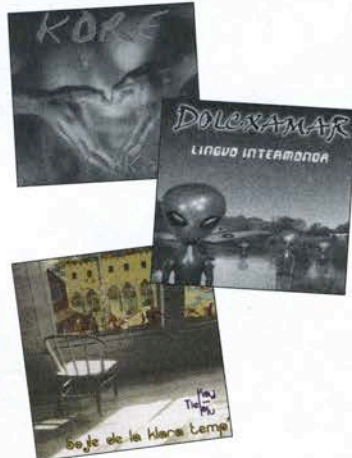
Dans la préface, Ricardo Petrella nous le rappelle : «*La démocratie s'apprend car elle est à (re)faire tous les jours, constamment, si l'on souhaite ne pas la voir s'affaiblir et se scléroser, dans l'espace d'une ou deux générations. L'innovation politique, équilibre provisoire entre conservatisme, réforme et révolution, est des plus difficiles à concevoir et à réaliser. Il ne s'agit pas comme dans le marché compétitif, de remplacer le concurrent et de s'emparer de quote-parts plus grandes du marché au détriment des autres villages, entreprises ou pays, afin de conquérir la suprématie et la puissance, mais de construire ensemble en codécision et dans le partage*» (p.13). Ce livre raconte par le détail l'expérience d'un village malien qui, après avoir pris contact avec une ONG canadienne, va essayer de prendre en main son propre développement en appliquant un processus démocratique qui permet d'entendre autre chose que la volonté des chefs traditionnels. Cette expérience locale a l'intérêt de permettre un débat avec le lecteur sur ce qu'est la démocratie dans l'idéal et dans la pratique. Placé dans le contexte d'un village malien, cela prend une dimension particulière avec la redécouverte de ce qui relève de l'intérêt collectif et de l'intérêt privé (un moulin à farine, une école...), l'intérêt de l'économique vis-à-vis du social. Dans un contexte de décentralisation au Mali, cette expérience a pu être menée à bout avec succès. Toutefois, les liens avec l'autorité centrale restent un

peu flous et l'on regrettera qu'il n'y ait pas une comparaison avec d'autres expériences de ce genre. C'est ce qui en fait la limite de l'intérêt porté à ce livre, par ailleurs fort plaisant à découvrir. FV.

Musique

Dolcxamar Kore Sojle de la klara Temp' CD diffusés par Vinilkosmo 31450 Donneville

Depuis 1998, la maison de production Vinilkosmo a édité dix CD de groupes chantant en espéranto. Ces trois nouveaux titres abordent, comme à chaque fois, de nouvelles facettes de la musique. *Dolcxamar* [Douce-amer] regroupe neuf titres du groupe anglo-finnois du même nom. Dans un style techno-rock, rap, ou hip-hop, les morceaux sont conçus pour vous inviter à danser, avec des bruitages qui vous entraînent dans une aventure extra-terrestre : la langue internationale part à la conquête de l'univers ! *Kore* regroupe sept titres du groupe de variété rock-groove de Nantes. Textes engagés sur des questions d'actualité. Enfin *Sojle de la klara Temp'* reprend des chansons catalanes et occitanes traditionnelles. Ce dernier CD est un peu décevant tant le tempo choisi est lent. Pas besoin de comprendre l'espéranto pour apprécier ces musiques qui comme dans les CD précédents nous démontrent qu'il est possible aujourd'hui d'avoir une musique jeune, engagée, internationale, sans passer par la langue des multinationales. FV.



Le livre du mois

Les coulisses de la grande distribution

de Christian Jacquiau
Ed. Albin Michel - 2000 - 366 p. - 120 F

Voici une enquête de fond sur les pratiques des grandes surfaces. Si vous ne retenir qu'une chose, il faut que ce soit celle-là : les prix ne sont pas moins chers dans ces magasins. Toute l'astuce consiste à faire la promotion sur quelques articles (environ 500 dont systématiquement l'essence sur 140 000 articles) pour faire de larges bénéfices sur d'autres (la plupart des produits alimentaires). Les plus grandes fortunes de France se font en France depuis une trentaine d'années dans la grande distribution. Pour cela, outre les prix chers, il y a de multiples techniques pour assurer des marges importantes : cela va de la corruption des élus pour s'installer dans une zone bien placée, à des contrats particulièrement vicieux avec les fournisseurs qui se retrouvent à payer la publicité, les emplacements, et à devoir consentir des marges importantes pour être référencés par les grandes surfaces.

Les sources de l'auteur sont principalement les déclarations des grands patrons de la distribution, mais surtout les comptes-rendus des procès pour corruption qui se sont multipliés ces dernières années. L'informatisation des services a ainsi permis de contrôler en amont comme en aval (avec les généreuses cartes de fidélité qui notent tout ce que vous achetez) les achats et les ventes avec le minimum de risque, en diminuant les stocks, en exploitant les routiers, en roulant les clients, en pressurant les fournisseurs... Résultat : «*En 1959, Edouard Leclerc promettait de baisser les prix en supprimant tous les échelons qui s'intercalaient entre le producteur et le consommateur (...). Ils ont disparu et, avec eux, leurs salariés, mais le prix payé au producteur pour un kilo de tomates est toujours multiplié par quatre dans le panier de la ménagère*» (p.105). Au niveau social, on a partiellement remplacé des petits commerçants par des salariés. Les premiers votaient plutôt à droite, les seconds plutôt à gauche. Ceci suffit-il à expliquer que les grandes surfaces se sont surtout développées sous un gouvernement socialiste ? Pas seulement ! Les 130 millions de francs collectés par Henri Emmanuelli ont dû faciliter les bonnes relations. Tout comme les centaines de milliers de francs qui arrosent les élus locaux à chaque nouvelle ouverture de grande surface. Non content de supprimer des emplois, ceux-ci se transforment en temps partiels occupés à 80 % par des femmes. Et certaines animatrices présentes dans les rayons ne travaillent pas pour la grande surface mais pour la marque présentée, pouvant changer de «patron» jusqu'à douze fois dans la semaine sans changer de magasin ! L'auteur s'interroge sur les moyens de sortir de telles sommes des comptabilités : pas de problème : fausses études de publicité, fausses commandes, etc. pour des sous-traitants travaillant directement pour les partis politiques, lesquels complètement corrompus ne votent que des textes de lois sans effet réel. Le résultat est aujourd'hui effarant : les cinq plus grosses centrales d'achat contrôlent aujourd'hui, avec leurs 70 000 magasins, 90 % du marché de grande consommation : Carrefour et Promédès 29 %, Lucie (Leclerc et Système U) 22 %, Opéra (Casino, Cora, Franprix, Leader Price, Monoprix) 19 %, Auchan 14 %, Intermarché 13 %. Dans ce contexte, la grande distribution devient «*la grande confiscation*» (p.327). Le phénomène est imparable : «*plus nous cantonnons notre consommation dans ces machines à fabriquer la misère et plus nous nous rendons vulnérables. Plus nous nous appauvrissons, plus nous recherchons des prix et plus nous sommes nombreux à nous ruer dans les rayons de la 'grande dérision'. Les prédateurs l'ont bien compris qui axent leurs campagnes de communication, quasiment exclusivement, sur les prix. (...) Le crime est parfait et la victime consentante*» (pp.328-329). «*Grâce aux conquistadores du commerce déshumanisé, c'est un véritable cataclysme économique et humain qui se prépare à l'échelle européenne puis mondiale*» (pp.330-331). Redécouvrez les légumes moins chers sur les marchés de quartier ou de village, laissez votre voiture dans son garage, rencontrez vos voisins dans les épiceries de quartier, et tant pis si vous ne trouvez plus de café Max Havelaar : il faut lutter contre ce commerce inéquitable. MB.

A propos des voyages

J'ai 24 ans et je lis Silence depuis plusieurs années, j'y trouve de nombreuses réponses à mes interrogations, des pistes pour «mieux» vivre, même si je ne trouve pas toujours facile de garder une cohérence entre les idées et les actes dans notre société, à moins de sortir complètement du système, et je n'en ai pas (encore...) le courage.

J'aime voyager. Aller à la rencontre de l'autre sur les routes du monde, je n'ai pas trouvé de plus belle école de la vie, c'est pour moi du bonheur à l'état pur.

Une passion de nantis diront certains... peut-être... encore que cela ne nécessite pas autant d'argent que l'on se l'imagine parfois, pour peu que l'on veuille bien renoncer à son confort occidental et partager réellement la vie des habitants du pays visité...

Mais je dois reconnaître que les nombreux baroudeurs que j'ai pu rencontrer sur les chemins du voyage venaient en quasi totalité des pays dits «riches»...

Bref, le temps passe et je me pose de plus en plus de questions au sujet du tourisme, en particulier dans les pays pauvres. J'entends dire tout et son contraire et j'ai bien du mal à me forger une opinion. Je me pose notamment des questions au sujet de l'impact sur l'environnement (au sens large, englobant la population).

Je cherche un enrichissement au travers des rencontres, de partage, je cherche une humanité bien plus développée que dans nos sociétés. Mais est-ce que je ne fais pas du mal en venant avec mes privilèges à la rencontre de ces hommes et de ces femmes démunis ? Quelquefois, j'ai l'impression de créer une frustration, une conscience aiguë de l'injustice : le monde occidental leur apparaît comme le lieu de toutes les libertés, le paradis sur terre, et ils ne rêvent plus qu'à ce monde idéal où tout semble facile...

D'autre part, je croise souvent des touristes peu respectueux de la nature comme des populations, et cela m'attriste d'être assimilée à ces personnes, même si je suis consciente d'être touriste moi aussi... Certains comportements tendent à créer une situation très inégalitaire entre le touriste-roi à qui tout est dû et la population locale, au service du roi car cela rapporte...



Rallye au Kenya DR

Quand on arrive derrière, il est quelquefois très difficile d'entrer dans une véritable communication, désintéressée, authentique. J'ai parfois le sentiment de ne représenter que l'argent, et non une personne digne d'intérêt pour ce qu'elle est, pas pour ce qu'elle a.

L'espéranto, que j'ai appris il y a une dizaine d'années, m'a permis d'établir un certain équilibre dans les relations. La rencontre est alors extrêmement fructueuse, des amitiés solides se nouent, la communication se fait sur un réel pied d'égalité.

Pourtant, cela ne m'a permis de rencontrer qu'une minorité privilégiée sur la planète : avant d'apprendre une langue, aussi facile soit elle (et elle l'est !) il faut déjà pouvoir manger à sa faim et être allé un peu à l'école... bref, un minimum dont ne bénéficie pas une bonne partie de l'humanité.

Et pourtant, je suis convaincue que j'ai énormément à apprendre de tous ces gens avec lesquels je ne peux pas communiquer. La générosité de ceux qui n'ont rien et qui sont pourtant prêts à partager leur dernier morceau de pain avec celui qui leur rend visite, est sans égal. Leur sourire distribué sans parcimonie est une leçon pour nous, les Occidentaux, qui avons oublié cette façon élémentaire de donner la joie.

Alors aujourd'hui, je suis perplexe car je ne veux pas nuire à ceux dont je veux apprendre l'humanité.

Y a-t-il un tourisme écologique ou ces deux termes sont-ils incompatibles ? Serait-il envisageable de consacrer un article ou un dossier à ce sujet ? Avez-vous des livres à me conseiller pour y voir plus clair ?

Essendilène Prolonge
Côte-d'Or

Silence : *il conviendrait sans doute de distinguer le mot «tourisme» du mot «voyage». Le premier est sans doute plus «prédateur» que le second. Nous n'avons jamais fait de dossier sur ce sujet. S'il existe des réseaux alternatifs pour rencontrer d'autres personnes (style Servas [pacifisme], Route des Sels [système d'échanges locaux]), c'est effectivement entre gens «nantis». Si des lecteurs-trices veulent débattre du sujet, n'hésitez pas à nous faire des propositions.*

Interviewer Hascoët

Pourriez-vous interviewer Guy Hascoët pour votre prochain numéro ? Comment aide-t-il les entreprises d'économie solidaire ? Nous avons besoin de communication, de médiation face aux pesanteurs administratives et institutionnelles.

Jacques Joubert
Gard

Silence : *Nous pourrions essayer... mais n'oubliez pas qu'«un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne».*

Retraite au Danemark

Dans le dossier spécial éducation, j'ai retenu surtout la remarque sur l'éducation au Danemark. Ce pays, qui ne fait pas beaucoup parler de lui, grâce au sens de la mesure et du compromis de ses habitants, nous donne des leçons sur pas mal de sujets. Dommage que vous n'ayez pas fait un article sur le système de retraite des Danois. Contrairement à certains démagogues français, tous les Danois ont compris (syndicalistes en premier) qu'il fallait travailler plus longtemps pour sauver leur système de retraite par répartition (...).



Alain Martinez
Bouches-du-Rhône.

Silence fait dans le sexisme ?

Silence complet sur la couverture de l'été 2000. Tellement estivale, tellement normale, tellement pas choquante. Mais franchement, pouvez-vous expliquer le concept et le lien de cette «une» ? Avec l'été ? Avec la Bretagne ? Avec les alternatives peut-être ? Pourquoi donnez-vous dans le publicitaire aguicheur à deux balles ? Femme-objet à peine dévoilée, mais suffisamment pour faire dans le cliché sexiste-porno-érotico-sexy. Mais pas trop tout de même, cette revue a son éthique. D'ailleurs, tous les mois, il y a une pleine page concernant les femmes, et tous les deux ans un dossier sur l'éco-féminisme.

Trente ans de retard ce courrier ? Non, non, juste une réponse à des millénaires de silence, de normalité, de patriarcat et de contrainte à l'hétérosexualité qui (même) aujourd'hui et dans tout milieu, aussi progressiste soit-il ont du mâle à être perçus, dénoncés, bouleversés, renversés, révolutionnés, éradiqués.

Sexisme, racisme, classisme, lesbophobie, homophobie, spécisme sont autant de discrimination qui nous concernent tous et toutes au plus profond de notre éducation et de notre histoire.

Alors silence ou alternatives ?

Karine L.
Lille

Silence : lors de nos reportages en Bretagne, nous avons découvert le travail de Claude Mirande dans une exposition à l'Archipel de Rennes. Des dessins style «ligne claire» de personnages se promenant dans Rennes. Nous l'avons contacté pour lui demander s'il pouvait nous faire une couverture pour le numéro spécial Bretagne. Nous lui avons demandé quelque chose de positif (pour éviter le style Erika). Il a fait ce choix-là. Trop classique ?



Train et vélo



Photo : CCF Suisse

Pour la période du 28 mai au 2 décembre 2000, la SNCF a réédité un guide «train + vélo». Ce guide informe des possibilités de transporter son vélo dans les trains, d'expédier son vélo par la SNCF ou la SERNAM, de louer un vélo. Il répertorie enfin les adresses à Paris des compagnies ferroviaires des pays voisins et des adresses d'associations cyclistes. Sur une carte de

France figurent les principales destinations desservies par le service «train + vélo». On peut se procurer le guide dans les gares.

Le transport des vélos dans le TGV est dissuasif car la SNCF demande que le vélo soit démonté et rangé dans une housse spécifique. Quand on fait une randonnée, on ne va pas se charger en plus d'une housse et d'une boîte d'outils ! En fait, je me suis aperçu qu'il ne faut pas hésiter à demander au chef de quai ou au contrôleur de nous ouvrir la porte du compartiment à bagages situé entre la locomotive du TGV et le salon de première classe. Un contrôleur peut malheureusement refuser de le faire. Un voyageur ne peut pas ouvrir cette porte seul. Il faut donc préciser la gare de destination et être prêt à récupérer son vélo immédiatement sur le quai. Ceci explique que cette méthode est plus pratique lorsque l'on se rend au terminus ou à une gare où l'arrêt est de plusieurs minutes.

Sur les plates-formes larges de certains wagons Corail, les consignes sont les mêmes que dans le TGV. Dans ce cas-là, je n'utilise jamais de housse, mais attache mon vélo à la rambarde de sorte qu'il ne gêne presque pas le passage vers le wagon voisin. Je n'ai jamais eu de problèmes avec les contrôleurs. N'hésitez donc pas à monter sur ces plates-formes larges (sans chiottes).

Ugo de Maubeuge
Paris

Les communards d'aujourd'hui

(...) Ne pourrions-nous pas dresser la charte des communards d'aujourd'hui, avec les thèses de José Bové et par exemple la fin du travail salarié esclavagiste face au gigantisme dinosaurien prédateur des patrons actuels (du Medef) auxquels l'Etat sert de marionnette indigne ?

Il s'agirait de préconiser une loi obligeant tout salarié à devenir le sous-traitant indépendant de son patron, celui-ci seul à son compte devant ses actionnaires. Et de favoriser la petite entreprise personnelle de proximité (à taille humaine), le gigantisme étant la plaie et la condamnation du système de cette fin d'ère sans air !

Une autre idée que Silence serait bien inspiré d'examiner est celle de former une chaîne, un réseau de gens motivés pour changer les choses, face aux graves problèmes, en tous secteurs, dans le pays et dans le monde, par la méthode d'Amnesty International, en écrivant des lettres aux «décideurs» et des messages à l'opinion par les médias.

Organiser l'émission des thèmes, du suivi des dossiers, les adresses et les termes à employer par les lecteurs de Silence... avec échos dans tous les supports écologiques, bios, etc.

Cette action pourrait avoir un succès énorme, faire école et enfin concevoir la cité humaine autrement.

Jean-Bernard Wubin
Gard

Silence : il existe déjà des réseaux thématiques : Amnesty, Réseau-Solidarité, Agir Ici, Sortir du nucléaire, Agir pour l'environnement... et même Silence est une forme de réseau... lui-même maillé d'autres réseaux comme ceux qui luttent contre l'OMC... Le principe d'un réseau est sa non hiérarchie et sa souplesse.

BON DE COMMANDE

Les anciens numéros et les livres sont à commander uniquement en France. Il est possible de s'abonner en Belgique pour les lecteurs et lectrices Belges. anciens numéros (franco de port)

- 184 Breton Wood : 50 ans ça suffit ! Maison de quartier de Neudorf. Bhopal. 23 F
- 187 Prolifération nucléaire (1). Israël. Asie. Marcher. Société informatique-policière. 23 F
- 188 Prolifération nucléaire (2). Neve Shalom. Solaire en régions froides. Matérialisme. 23 F
- 189 Autonomie toujours Réseau Santé. Cun du Larzac. Servas. Laine de verre. 23 F
- 190 Nicaragua face au marché mondial Brennelis. Malville. Retraite et chômage. 23 F
- 191 Santé et autonomie (1) Climat. Champ d'action. Loi et femmes. Grûnes. 23 F
- 196 Canal Rhin-Rhône AS1 Grenoble-Sisteron. Santé et autonomie (4). Irlande. 23 F
- 197 La défense par actions civiles (1) La Hague. Grûnes et non-violence. Amiante. Salsigne. 23 F
- 199-200 Ecologie, gauche, droite, ailleurs Turquie sanglante. Santé et autonomie (5). 35 F
- 201 Marée noire sur droits de l'homme Monju. Loi de programmation militaire. Déficit Etat. 23 F
- 202 Soyons Réseau-nables Maafrom. Primever. L'Impatient. Cuiseur solaire. 23 F
- 204 G7 : l'argent d'abord Femmes algériennes. Santé et autonomie (6). Travail. 23 F
- 205 Kadios actives G7. Solaire au Népal. Boutelles. Médias et social. 23 F
- 206-207 Face au G7, ouvrons-la ! Presse différente. Internet. Santé et autonomie (7). 35 F
- 211 L'équivoque humanitaire Superphénix. SEL et informel. Tibet. Vache folle. 25 F
- 212-213 Ecologisme et Etat SEL. La Hague. Communication ONG. Palestine. 38 F
- 217 L'impasse nucléaire Le Carnet. Semaine sans télé. Canal Rhin-Rhône. 25 F
- 218 Alternatives en Alsace Une trentaine d'articles sur la région. 25 F
- 225 Gandhi aujourd'hui Développement. Femmes et santé. SEL. 25 F
- 231 La télé... visée Greenpeace. Développement. Sale gueule du travail. 25 F
- 237 Alternatives à la mondialisation Chasse. Val Dieu. Femmes et santé. Avions. 25 F
- 239-240 Enquête sur les écologistes Déchets. Réfractaires au plus fort de la guerre. Nucléaire. 38 F
- 241 OGM, mauvaise réponse à la faim Corne du rhinocéros. Propagande nucléaire. 25 F
- 242 Eaux, la pollution de nos WC Vêtements venus de l'est. Voyage en Chine. La Cravirola. 25 F
- 243 Pesticides, les enfants face au cancer Chauffage électrique et nucléaire. Politique. Nord-Sud. 25 F
- 244 La bioclimatisation Vallée d'Aspe. Caravane transnationale. OGM. 25 F
- 246-247. Autour des SEL Commerce équitable. Alpes. Entreprises alternatives. 38 F
- 248 Les crimes publicitaires Chasse. Ecovillages. Energies. 25 F
- 250 Sortir de la voiture Culture conviviale. Objectif insertion. Spécial lecteurs. 25 F
- 251 L'écocritisme Nucléaire au Japon. Révolte en Indonésie. 25 F
- 252-253 Les Gros raflent la mise Transcontinentale. République verte. Monde diplo. 38 F
- 254 L'écopsychologie OMC. Retraites. Femmes militairement incorrectes. 25 F
- 255 L'empreinte écologique Habitat sain. Publicité. Les Gros (IV). 25 F
- 256 Commerce équitable La Poudrière. Mont Verdun. 25 F
- 257 Ecologie 35 heures. Bure. mobilisation contre l'Andra. 25 F
- 258 Parcs naturels ou peuples indigènes Effet Bové. Société. Communication du globalisme. 25 F
- 259-260 Alternatives en Bretagne Nucléaire mission granite. Sauvons nos marchés. 38 F
- 261 Sortir du sport marchandise Eurosatory. Effet de Serre. Après Millau. 25 F

Librairie par correspondance

- Nouveautés**
 - L'écologisme à l'aube du XXI^e siècle 175 F
 - Libérez les enfants 150 F
 - Propagande, médias, démocratie 75 F
 - José Bové, la révolte d'un paysan 65 F
 - Who's counting ? 155 F
 - A Dieu vat 90 F
 - Dessins les droits de l'Homme 50 F
- Hors-série Silence**
 - Paris-Dakar : Pas d'accord 25 F
 - Radioactivité, les faibles doses 30 F
 - Du chômage à l'autonomie conviviale 30 F
 - La menace climatique 30 F
 - Les métiers de l'écologie 70 F
 - SEL : pour changer échangeons 50 F
- Editions Silence**
 - Le soleil à votre table 89 F
 - Séphastoche, mon premier cuiseur 36 F
 - Construisez votre cuisinière solaire 30 F
 - La cuisson solaire facile 29 F
 - La liberté de circuler 70 F
 - Où va le climat ? 40 F
 - Quelle écologie radicale ? 70 F
- Diffusion Silence**
 - Ed. Ecosociété (Montréal)*
 - Leur catalogue complet sur demande.*
 - La belle vie 85 F
 - L'écophilosophie ou la sagesse de la nature 85 F
 - Moi, ma santé 85 F
 - Deux roues, un avenir 100 F
 - L'écologie politique 85 F
 - Et si le Tiers-Monde s'autofinancait 110 F
 - Des ruines du développement 85 F
 - Les carnets d'un militant 110 F
 - Pierre Kropotkine, prince anarchiste 150 F
 - La simplicité volontaire 100 F
 - Le municipalisme libertaire 110 F
 - Entretiens avec Chomsky 85 F
 - Mondialisation de la pauvreté 125 F
 - Notre empreinte écologique 125 F
 - Ed. Atelier de Création Libertaire (Lyon)*
 - Qu'est-ce que l'écologie sociale ? 35 F
 - Société à refaire : une écologie de la liberté. 88 F
 - Philo écologie et politique de l'anarchisme. 38 F
 - Sociobiologie ou écologie sociale 30 F
 - Le rêve au quotidien 75 F
- Ed. Utovie (Landes)**
 - Nous sommes peut-être frères 36 F
 - L'homme qui plantait des arbres 36 F
 - N'hésite pas à le dire 36 F
 - Ambiance bois 90 F
- Ed. du Fraysse (Lot)**
 - Guide des alternatives 1999 95 F
 - Guide des vacances écologiques 66 F
- Ed. Courrier du livre (Paris)**
 - Le solaire pour tous 90 F
- Ed. Jouvence (Genève)**
 - Découvrez les vraies richesses 96 F
- Ed. Golias**
 - Petit manuel anti-McDo 48 F
- Ed. d'en bas (Lausanne)**
 - L'énergie au futur 120 F
- Ed. Association Energies solaires développement Solix**
 - 257 Ecologie 50 F
- Ed. Georg (Lausanne)**
 - Additifs alimentaires 98 F
 - Gestion des déchets 98 F
 - Les sols 98 F
 - L'eau 98 F
 - L'alimentation 98 F
 - L'air 98 F
 - Le bruit 98 F
 - Les déchets dangereux 98 F
- Ed. Ostal del libre (Cantal)**
 - Jouets de toujours 120 F
- Autédition**
 - Y'a trop d'étrangers dans le monde 50 F
 - Aux victimes du harcèlement économique 50 F
- Ed. Terre Vivante (Mens)**
 - L'habitat écologique 98 F
 - Facteur 4 118 F
 - La maison des négawatts 79 F
- Ed. Yves Michel**
 - Les SEL : pour un vrai débat 63 F
- Ed. Esprit frappeur**
 - Tout nucléaire, une exception française 10 F
 - Rwanda, un génocide français 10 F
- Ed. Théâtre Eprouvette**
 - Chansons riches des pauvres d'aujourd'hui 100 F

Frais de port

- 1 ouvrage 15 F
- 2 ouvrages 28 F
- 3 ouvrages et plus 40 F

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an

FRANCE METROPOLITAINE

- Découverte 1ère année 6 n° 100 FF
- Particulier 12 n° 265 FF
- Institution 12 n° 530 FF
- Soutien 12 n° 330 FF et +
- Petit futé 24 n° 430 FF
- Groupés par 3 ex 3 x 12 n° 660 FF
- Groupés par 5 ex 5 x 12 n° 985 FF
- Petit budget 12 n° 165 FF

BELGIQUE

- Découverte 1ère année 6 n° 1000 FB
- Particulier 12 n° 1880 FB
- Institution 12 n° 3760 FB
- Soutien 12 n° 2000 FB et +
- Petit futé 24 n° 2700 FB
- Petit budget 12 n° 1650 FB

AUTRES PAYS ET DOM-TOM

- Découverte 1ère année 6 n° 150 FF
- Dom-tom et étranger 12 n° 300 FF

je règle un total de :

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

France : Règlement à Silence, 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, tél : 04 78 39 55 33

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Réniport 33, B - 1380 Chain, tél : 02 633 10 48



ALIMENTATION BIO • PRODUITS NATURELS • HABITAT SAIN • TOURISME VERT
500 exposants • 100 ateliers • 20 conférences

salon
MARJOLAÏNE

10/19 novembre 2000 • parc floral de Paris

11h-19h30 nocturnes 22h : vendredi 10, mardi 14 et vendredi 17

(M) Château de Vincennes (navette gratuite)



SPAS organisation • 86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. : 01 45 56 09 09 • Fax : 01 44 18 99 00

